

LES DÉLAIS DE PROCÉDURE
DEVANT
LA COUR DE CASSATION
ET LA
LÉGISLATION DE GUERRE
DE 1939-1940-1941

Bernard PERRIN

JURY... {
Président : M. SOLUS, professeur.
Suffragants... { MM. MOREL, professeur.
DURAND, professeur à la Faculté de Droit
de Nancy.

1941

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES DÉLAIS DE PROCÉDURE
DEVANT
LA COUR DE CASSATION
ET LA
LÉGISLATION DE GUERRE
DE 1939-1940-1941

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée le 21 juin 1941, à 14 heures

PAR

Bernard PERRIN

JURY... { Président : M. SOLUS, professeur.
Suffragants.. { MM. MOREL, professeur.
DURAND, professeur à la Faculté de Droit
de Nancy.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1941



INTRODUCTION

SOMMAIRE

1. Le rôle du délai en procédure. — 2. Les délais devant la Cour de cassation. — 3. Leur rigidité, sa valeur sociale. — 4. Influence des particularités de la procédure en cassation sur l'élaboration et le développement du droit procédural de la guerre. — 5. Objet de la présente étude : la législation d'exception de 1939-1940-1941 en tant qu'elle affecte les délais de cassation. — 6. L'originalité de cette législation, envisagée sous l'angle des seuls délais de cassation.

Section I. — Particularités de procédure devant la Cour de cassation. — 7. Procédure écrite, seul principe rigoureusement maintenu. — 8. Examen préalable non contradictoire, exceptions à la règle. — 9. Caractère non suspensif du pourvoi; exceptions. — 10. Actes devant être accomplis dans un délai déterminé; sanctions du dépassement de délai. — 11. A qui profite la rapidité de l'instance et partant, la rigidité des délais.

Section II. — Les délais de procédure devant la Cour de cassation et les législations de guerre. — 12. Cas où les délais de cassation feront l'objet de mesures spéciales, cas où ils suivront le sort des autres délais de procédure. — 13. Ancien Régime et période de la Révolution et de l'Empire. — 14. La jurisprudence de la force majeure à partir de la Restauration. — 15. La loi du 2 juin 1862. La guerre maritime. — 16. Guerre de 1870-1871. — 17. Guerre 1914-1918. — 18. La campagne de 1939-1940, comment la législation d'exception qu'elle provoque en matière de délais se rattache aux systèmes précédents.

Division du sujet. — 19. Analyse et synthèse. — 20. Délimitation.

1. En procédure, le délai tout à la fois précipite et modère le cours de l'instance; l'une des parties le met à profit pour délibérer puis agir ou s'abstenir et tant qu'il court, l'activité de l'autre partie — serait-elle la Justice en

personne — se trouve suspendue; mais vient-il à terme et le bénéficiaire inactif ne peut prétendre, par son inaction même, échapper aux effets d'actes antérieurement posés, de décisions antérieurement rendues. Ainsi l'institution a-t-elle sa place nécessaire dans tout système juridique où l'idée de droit évoque équilibre entre intérêts divergents. Bien mieux, apparaît-elle, par son automatisme fondé sur l'écoulement des jours, des mois, des années, comme se rapprochant le plus de la notion de droit *pur*, formaliste, dégagé de toute préoccupation d'ordre psychologique ou intentionnel, qui, du seul point de vue de leurs manifestations extérieures, éprouve les agissements, les comportements humains : avant telle date et à partir de telle autre, telle formalité, minutieusement réglementée, doit être accomplie pour obtenir tel résultat, pour entraver telle exécution; l'avènement du terme éteint à jamais toute possibilité d'action ultérieure, entraînant mécaniquement déchéance, forclusion, ou bien autorise l'adversaire à solliciter jugement par défaut.

En France, l'instance civile naît et se développe en présence, mais non sous l'influence du magistrat; les vrais « meneurs de jeu » sont les parties ou plutôt leurs avoués et la chicane s'alimente trop souvent de l'espoir de retarder, par des procédés dilatoires, une exécution conforme au droit. Si le législateur, intervenant par voie de dispositions générales là où le juge n'a pas reçu pouvoir d'agir par décisions d'espèces, ne « minutait » pas, grâce aux délais, les contestations entre particuliers, aucune situation juridique stable ne saurait exister : ce serait la déliquescence de la vie sociale.

Même en matière criminelle, où le ministère public, se substituant à l'avoué demandeur, dirige la poursuite devant

la juridiction répressive, il a paru nécessaire de limiter le laps de temps durant lequel un coupable peut différer le prononcé ou l'exécution de la sentence qui le frappe, durant lequel un innocent peut être présumé coupable.

* * *

2. S'il est choquant d'autoriser les plaideurs à éternellement prolonger les procès qu'ils engagent, les querelles qu'ils suscitent, de laisser différer le châtement et planer l'incertitude sur une culpabilité, combien apparaît-il dangereux d'accorder licence aux intéressés d'attaquer à tout moment, par moyen de requête en cassation, un jugement, un arrêt qui « stoppe » l'instance, une décision rendue en dernier ressort. Comme la juridiction de renvoi recommence l'examen de l'affaire *au fond*, et que le pourvoi est parfois suspensif, il s'agit en définitive d'un nouvel appel, soumis à une procédure préliminaire d'admission, celle de la reconnaissance judiciaire, par un tribunal suprême, non souverain, d'une erreur de droit. D'autre part, s'il y a erreur de droit — violation de la loi — la sauvegarde de l'équilibre social exige que le redressement suive de près; enfin la législation est chose mouvante, variant avec les divers états de la civilisation : comment tirer d'un principe juridique depuis trop longtemps périmé, des effets, des conséquences en contradiction peut-être avec les mœurs et les habitudes alors en vigueur?

Toutes ces considérations exigent ainsi qu'une fois le recours formé, l'examen de l'affaire aille bon train...

3. Les délais de cassation se trouvent donc occuper une place, dans notre droit procédural, qui les différencierait en quelque sorte, par leur caractère d'appartenance à une

voie de recours extraordinaire, des autres délais de première ou dernière instance, des délais de réformation ou de rétractation. Cette place, la loi et la jurisprudence l'ont consacrée par la répugnance qu'elles ont toujours montrée à permettre que se distende, même sous la pression de l'excuse de force majeure, la rigidité du laps de temps imparti pour agir devant la Cour chargée de dire le droit.

4. Et logiquement semblerait-il qu'en ce domaine, la législation de guerre — législation d'exception à cause d'un libéralisme que seul légitime le bouleversement de l'appel aux armes ou de l'invasion — dût comporter effets minimes, modifications prudentes ou de courte durée.

La présente étude montrera qu'au contraire, chaque fois que la situation extérieure — (guerre étrangère) — ou intérieure — (guerre civile) — du territoire métropolitain ou de l'Empire colonial, a requis aménagement des délais de procédure se traduisant par allongement, distension, quelle qu'ait été l'expression technique employée, les délais de cassation se sont vus atteints :

- ou bien seuls, à l'exclusion de tous les autres délais;
- ou bien en même temps et sous le même angle que les autres délais;
- ou bien durant une période plus longue que les autres délais.

Jamais, du moins, en matière civile, ils n'ont échappé aux mesures exceptionnelles d'assouplissement prises en vue d'adapter aux circonstances la vie juridique du pays; mieux, ces mesures, ils les attirent, ils les provoquent souvent à leur bénéfice exclusif, ils les déforment à leur profit; mieux encore, ces mesures, même quand elles ne leur sont pas spéciales, même quand elles ne prévoient à leur égard

nul régime de faveur, ils ont une manière de les subir qu'on serait tenté de qualifier d'originale peut-être parce que profondément originale est la procédure dans laquelle ils s'inscrivent, cette procédure de cassation élaborée presque tout entière sous l'ancienne monarchie...

5. En conséquence est-on fondé, si l'on examine les modalités successives de la législation des délais en temps de guerre, à isoler les délais de cassation puis à observer comment d'une part les lois d'exception les affectent, comment, d'autre part, ils réagissent ou plutôt comment réagit par rapport à eux, la jurisprudence de la haute juridiction dont ils déterminent le fonctionnement.

A propos des dispositions qui se sont échelonnées du 1^{er} septembre 1939 au milieu de l'année 1941, dispositions dites communément « de la campagne 1939-1940 », telle apparaît la méthode qu'on se propose de suivre, l'objet — restreint — auquel on tient à se limiter, le but qu'on voudrait atteindre, d'abord par analyse quasi-chronologique des textes, puis par essai de synthèse.

6. Mais auparavant, faut-il rappeler que l'originalité de la législation de guerre, des délais, quand on l'envisage sous l'angle des délais de cassation résulte :

— du caractère spécial de l'instance menée devant la Cour de cassation, aussi bien en matière civile qu'en matière criminelle ;

— du jeu combiné des événements — facteur dynamique — et de cet état de fait — facteur statique — que le Tribunal suprême, pour remplir sa mission, doit être *unique*.

De ces deux constatations, la première conduit à dégager

brièvement certaines particularités de procédure...; la seconde requiert tableau rapide d'histoire.

Section I. — Particularités de procédure devant la Cour de cassation.

7. Le principe essentiel, encore maintenu en sa pureté primitive, est celui de la procédure écrite dirigée sur requêtes, mémoires, rapports. Les observations orales présentées en séance par les avocats n'ont qu'un caractère facultatif. L'activité des parties se traduira donc par des dépôts ou déclarations, des significations, des productions, des « levées ».

Toutes les autres règles, strictement appliquées devant le Conseil du Roi — ancêtre commun de nos trois juridictions « uniques », Conseil d'Etat, Cour de cassation, Tribunal des conflits — ont subi, depuis le Règlement de 1738, qui les condense, un certain nombre d'aménagements, d'altérations...

8. En 1738, la pratique était alors sévèrement gardée de soumettre l'universalité des affaires déferées au Conseil à l'examen préalable d'une commission qui, à la Révolution, s'est muée en Chambre des Requêtes, examen non contradictoire se déroulant en la seule présence du demandeur. Le recours était déposé au greffe même du Conseil par l'intermédiaire obligatoire d'un avocat.

La loi des 16-29 septembre 1791 inaugura la série des dispositions instituant procédure rapide et simplifiée, procédure qui se caractérise de la manière suivante :

— Le pourvoi se forme par déclaration au greffe de la juridiction dont la sentence est attaquée; la transmission des pièces a lieu par le parquet ou par la partie intéressée.

— Le ministère d'un avocat « aux Conseils » — avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation — n'est plus de rigueur, les parties pouvant signer tous mémoires et produire elles-mêmes toutes pièces.

— L'examen devant la Chambre des requêtes n'a pas lieu : la phase contradictoire de l'instance s'ouvre dès notification à l'adversaire, s'il y en a, de l'existence du pourvoi, sinon dès le dépôt du pourvoi.

En septembre 1791, sont visées les affaires criminelles; des textes subséquents retranchent de la procédure traditionnelle de 1738 les affaires en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, de prud'hommes, d'assurances sociales, de loyers et de fonds de commerce... Mais la statistique démontre qu'en matière civile, les causes entraînant instance contradictoire immédiate demeurent l'exception, bien qu'une tendance se manifeste chez le législateur de les multiplier; en tout cas, les intérêts qu'elles mettent en jeu présentent une importance plutôt sociale que pécuniaire et touchent de près à l'ordre public, d'où leur urgence particulière, et peut-être l'assimilation avec le régime du recours criminel.

Toutes les affaires dites « classiques », à objet patrimonial ou relatif à l'état des personnes selon les conceptions originaires du droit privé (Code civil, Code de commerce) restent soumises à la formalité de l'examen préalable en admission ou rejet.

*
* *

9. Le pourvoi en cassation n'est possible qu'une fois décision définitive rendue, qu'une fois la contestation terminée par règlement contre lequel nul ne peut former opposition, qu'aucun autre tribunal, juge du fait, ne peut infir-

mer. Alors grâce à l'exécution, en principe inéluctable et que le gagnant est en droit de poursuivre sans obstacle, une situation juridique nouvelle s'instaure, une situation ancienne ou disparaît, ou se rétablit ou se maintient. Privée de sa raison d'exister par cet établissement ou ce rétablissement ou cette confirmation dont le désir — ou la répugnance — a provoqué le procès, le litige, l'instance s'éteint...

Le dépôt du recours ne la fait pas revivre car, toujours en principe, il ne suspend pas les effets de la sentence définitive et ne lui enlève pas son caractère immédiatement exécutoire. Une autre instance s'ouvre donc où sera précisément discutée, au nom d'une règle de droit violée, la situation que l'instance défunte a créée.

La « novation » d'instance en cassation a toujours été reconnue même en cas de pourvoi suspensif (matière criminelle, divorce); elle se traduit en pratique par un certain nombre de conséquences dont la nécessité de renouveler, devant un bureau spécial, la demande d'assistance judiciaire et aura répercussion sur toutes mesures de guerre affectant soit les délais de procédure soit le cours de l'instance.

A ce propos, faut-il remarquer que suspendre ou proroger les délais et interrompre l'instance ou en interdire l'engagement, c'est apparemment viser à un résultat identique puisque les délais fixent la marche de l'instance : l'action de l'adversaire — signification de l'arrêt d'admission, par exemple — déclanche délai à courir à l'encontre de la personne protégée et ce délai se voit alors « stoppé » dans son cours ou reculé dans son échéance. Mais, d'une part, la similitude ne vaudrait que pour autant que se trouvent atteints tous les délais de procédure sans exception : si quelques-uns échappent — ceux prescrits à peine de pour-

suite d'instance par défaut —, il est clair que l'interruption ou l'interdiction d'engagement d'instance aurait effets plus rigoureux. D'autre part, le blocage d'instance entraîne nullité de l'acte générateur de délai : ce délai, pour courir, nécessitera donc renouvellement de la formalité, une fois la protection levée, tandis que dans le système du simple allongement de délai par prorogation ou suspension, l'acte générateur, toujours valable, produit reprise automatique dès qu'a cessé la protection.

*
* *

10. Devant la Cour de cassation, les actes qui doivent être accomplis dans un délai déterminé se classent en trois catégories selon les conséquences que leur omission implique :

1^o *Actes comportant sanction de déchéance*, c'est-à-dire extinction du droit d'intenter ou de poursuivre l'instance. L'arrêt de déchéance déclare le demandeur non recevable en sa requête et l'affaire n'est pas examinée au fond. On distingue de ce chef :

— le dépôt du pourvoi, assorti de la consignation d'amende;

— le dépôt du mémoire ampliatif;

— la signification au défendeur de l'arrêt d'admission;

— le dépôt au greffe de l'arrêt d'admission pour saisir la Chambre civile (dans les trois ans du prononcé de cet arrêt).

Les deux premières formalités correspondent à la phase préliminaire de la procédure : étude du point de droit litigieux par la Chambre des requêtes (ou la Chambre sociale depuis 1938) sur l'initiative et en la seule présence du demandeur; il ne s'agit alors que de décider si la contesta-

tion mérite d'ouvrir débat contradictoire. Les deux dernières nouent l'instance qui s'engage devant la Chambre civile en cas d'admission, une fois le défendeur régulièrement convoqué.

Quand, pour de certaines espèces, des textes spéciaux suppriment le « tri » en Chambre des requêtes, habilitant soit la Chambre civile (expropriation pour cause d'utilité publique) soit la Chambre sociale (recours en matière prud'hommale, d'assurances sociales, d'élections, de loyers, de propriété commerciale) à connaître immédiatement de tous les intérêts en jeu, le demandeur forme pourvoi, non par requête remise au greffe de la Cour de cassation, mais par déclaration devant le greffier de la juridiction dont il veut attaquer la sentence; puis il assigne le défendeur en lui notifiant copie de cette déclaration de pourvoi, formalité qui remplace signification d'un arrêt d'admission qui n'a pas eu à intervenir.

Déchéance peut être prononcée à l'encontre du défendeur lorsque celui-ci, atteint par un arrêt de défaut, et sollicitant restitution, c'est-à-dire annulation de cette sentence et réouverture du débat contradictoire, n'a pas réclamé, obtenu et signifié à l'avocat de son adversaire l'arrêt de restitution dans un certain délai à courir de la signification à lui faite de l'arrêt de défaut (Règlement de 1738, 2^e partie, titre II, art. 11).

La déchéance, dans les cas précédemment exposés, doit être prononcée d'office, mais il existe des formalités dont l'inexécution dans les délais prescrits permet à l'adversaire — en l'espèce le défendeur — de réclamer arrêt de déchéance qu'il obtient si le demandeur, avant le prononcé de l'arrêt, n'a pas encore agi (en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, de prud'hommes, d'assurances sociales,

saisissement de la Cour de cassation par dépôt au greffe de la dite Cour de l'expédition de la déclaration de pourvoi accompagnée des pièces régulières).

2° *Actes impliquant forclusion*, c'est-à-dire rejet hors des débats d'une des parties, perte pour elle du droit de continuer à produire. L'autre partie fait prononcer la forclusion par la Cour et obtient ensuite un arrêt au fond réputé contradictoire bien que sur productions incomplètes.

La forclusion peut atteindre indifféremment le demandeur et le défendeur lorsque l'un des deux ne produit pas au greffe dans un certain délai à compter du jour où l'autre lui a signifié sa propre production; il en existe même une spéciale au demandeur négligent qui laisse le défendeur produire et signifier sa défense, le sommer de produire à son tour sans effectuer dépôt au greffe de l'arrêt d'admission qu'il a obtenu (le non-dépôt dans un délai de trois ans à dater du prononcé de l'arrêt entraîne déchéance en dehors de toute intervention de l'adversaire).

3° *Actes amenant procédure par défaut*, c'est-à-dire conduite alors que le défendeur, régulièrement assigné, n'a pas produit son mémoire en défense. L'arrêt, au fond, rendu par défaut, est susceptible d'opposition (sauf en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique).

*
* *

11. Il semble, à première vue, que la marche accélérée de l'instance ne doive profiter qu'au demandeur impatient de voir se modifier une situation qu'il est contraint de subir en vertu de la sentence définitive du juge du fait. Et cependant le défendeur éventuel — celui que cette sentence avantage — peut avoir intérêt plus grand encore à ce que

les choses ne traînent pas en longueur : dans le cas — normal — où le pourvoi n'entrave pas l'exécution, il a le légitime souci de jouir des fruits de son triomphe sans l'arrière-pensée qu'une cassation menace de tout remettre en cause; dans le cas — exceptionnel — où le pourvoi suspend les effets de la décision rendue en dernier ressort — arrêt de divorce, par exemple — sa hâte se conçoit de bénéficier du résultat acquis : l'éventualité, la possibilité même du pourvoi lui est perspective désagréable et le délai imparti à son adversaire pour le former constitue période qu'il n'a guère envie de voir se prolonger; il mettra tout en œuvre pour obtenir certificat ou constat de non pourvoi...

Cet aspect « social » de la question est à souligner, car il montre combien délicat se révèle en temps de guerre l'aménagement des délais de cassation. Les grandes étapes de la « législation ordinaire » — celle du temps de paix — accusent tendance à l'accélération de l'instance : les délais s'amenuisent, les motifs de déchéance ou forclusion augmentent; les mesures « extraordinaires » amènent au contraire ralentissement, freinage... et la Cour, en sa jurisprudence interprétative de la loi, poursuit un éternel compromis entre la rigueur littérale du texte et les nécessités de la vie juridique du pays.

Section II. — Les délais de procédure devant la Cour de cassation et les législations de guerre.

12. Se pourvoir devant la Cour de cassation, *recourir* à ses bons offices, c'est refuser d'acquiescer à la décision — définitive — d'une juridiction locale pour obtenir d'un tribunal suprême, unique en tout l'ensemble du pays, son anéantissement, son évanouissement juridique, motif pris

d'une erreur de droit... Le juge du fait constate et apprécie la réalité matérielle de conflits d'intérêts : événements extérieurs, spatialement localisés dont il faut surprendre le mécanisme caché presque à la loupe sur place ; d'où cette décentralisation de la justice dont la sécession des Parlements d'avec la Cour du roi, au moyen âge, offre un significatif exemple. Le magistrat de cassation contrôle les énonciations d'un écrit — jugement, arrêt — sous l'angle de la légalité ; l'endroit où il siège importe peu mais une chose apparaît primordiale : qu'il soit *un* comme la loi qu'il doit interpréter : d'où cette concentration jalouse entre les mains du roi « en son Conseil » des pouvoirs régaliens de proclamer une sentence « nulle et de nul effet et valeur ». Du point de vue de la procédure, conséquences directes :

1^o Le juge du fait dirigeant, arbitrant un débat là même où se sont opposées — donc rencontrées — les deux parties, celles-ci peuvent à tout moment l'atteindre et s'atteindre mutuellement en cours d'instance ; au contraire, quand est saisi le magistrat de cassation — bien plus, pour le saisir — faut-il arracher l'affaire de son cadre local, en suivre les développements, parer aux incidents, opérer significations et levées auprès d'un seul et même greffe avec circuit nécessaire de papier timbré à travers les régions les plus diverses, toutes opérations laissées, en matière civile, à la diligence soit des parties soit, le plus souvent, de leurs avocats, ceux-ci devant alors garder possibilité continuelle de liaison avec leurs clients...

2^o *Multiple*, le juge du fait couvre de sa présence tout le territoire de l'Empire ; en des circonscriptions de peu d'étendue se déploie la gamme complète des juridictions d'appel. Si le besoin vient à s'en faire sentir, des transferts de compétence d'un siège à un autre de même degré parent à l'in-

suffisance des communications sans exiger déplacement effectif du personnel. *Unique*, le magistrat de cassation, isolé sur une portion du territoire, ne saurait être suppléé sur l'autre, car l'unité de jurisprudence se trouverait alors compromise (l'objection n'a pas cependant arrêté en 1870-1871 le Gouvernement de la Défense nationale quand il a créé la « Section temporaire » de Poitiers). Que les nécessités de l'heure l'obligent à changer de résidence, à quitter la capitale, l'importance de la nouvelle installation à réaliser, le volume des archives à transporter et à loger, le déménagement partiel ou total des cabinets d'avocats, l'« écartèlement » que ces cabinets devront subir au cas où le Conseil d'Etat ne suivrait pas le mouvement, sont autant de causes de perturbation susceptibles de ralentir la procédure...

Pluralité des rouages judiciaires d'examen « au fonds » — étant bien entendu que chacun draine une circonscription qui lui demeure propre — unité de l'organisme de cassation chargé de « dire le droit », tels apparaissent les deux postulats qui vont dominer toute la législation de guerre des délais, tout le droit procédural de la guerre; chaque fois que l'intégrité du territoire métropolitain ou colonial ne sera pas sérieusement entamée, chaque fois que les communications resteront ouvertes et libres, chaque fois surtout que la capitale ne subira pas menace directe, leur incidence convergera : le simple fait de réunir sous les drapeaux une masse considérable d'hommes, arrachés de leurs foyers, de leurs affaires, nécessitera mesure d'ensemble visant tous les délais, « tous les actes devant être accomplis en un délai déterminé »; mais qu'isolement se produise, affectant plusieurs provinces, plusieurs colonies, que la Cour suprême devienne itinérante ou qu'une « ligne de

démarcation » vienne freiner son action, les délais de cassation ou bien feront seuls l'objet d'aménagements ou bien s'aiguilleront vers une réglementation spéciale...

*
* *

13. « Déclarons tous arrêts et jugements qui seront donnés contre la disposition de nos ordonnances, édits et déclarations, nul et de nul effet et valeur... »; ainsi, dans l'Ordonnance de 1667, s'exprimait Louis XIV, substituant à la *proposition d'erreur*, moyen de révision, la nullité pour violation de la loi et dressant l'acte de naissance de notre actuel pourvoi en cassation; en était juge le Conseil « que Sa Majesté a établi *pour avoir l'œil sur toutes les autres juridictions* » (arrêt du 8 juillet 1661) et spécialement sa section dite *Conseil des Parties*.

Devant cette Haute Assemblée où le roi daigne quelquefois siéger, la procédure à suivre a été déterminée par les *Règlements successifs de 1660, 1673, 1687, 1738*; ce dernier, œuvre personnelle du chancelier d'Aguessau, régit encore, en ses lignes maîtresses, le recours en cassation. D'après les articles 8 et suivants du Titre IV de la première partie, le délai pour former pourvoi est de dix mois (un an pour l'Eglise, les gens de main-morte, les personnes absentes du royaume en raison de services publics, les habitants des colonies d'Amérique; deux ans pour les habitants des colonies d'Asie); il ne joue pas contre les mineurs et des *lettres de relief de laps de temps* peuvent relever de la déchéance encourue. D'après l'article 30, le délai de signification de l'arrêt de « soit communiqué » (arrêt d'admission) est de trois mois et l'on ne peut « avoir égard dans la suite » à la requête du demandeur négligent.

L'article 30 doit subsister intact jusqu'en 1862; l'article

8, par les privilèges qu'il consacre, l'arbitraire qu'il implique, ne manque pas d'être plus vulnérable : le 1^{er} décembre 1790, l'Assemblée Constituante ramène le délai de pourvoi en matière civile à trois mois pour toute personne habitant la France « sans aucune distinction quelconque et sans que, sous aucun prétexte, il puisse être donné des lettres de relief de laps de temps... » Les fameuses « lettres » se voient encore prohibées par l'article 2, titre III de la loi organique du 2 *brumaire an VI*. Et le tribunal — puis la Cour de cassation, héritier du Conseil des Parties — va maintenir farouchement la rigueur du principe, rigueur que les exigences de la guerre n'arrivent point toujours à tempérer : l'arrêt *Beauregard*, du 19 vendémiaire an XII, se refuse « d'avoir égard aux circonstances » (hostilités maritimes avec l'Angleterre) pour admettre un pourvoi tardif visant une décision émanant d'un tribunal de Cayenne...

Mais, sur le territoire métropolitain, les vicissitudes de la campagne dirigée tant contre les ennemis du dehors qu'à l'encontre des insurgés fédéralistes, isolent des provinces entières, bloquent des villes, interrompent les routes... Le papier timbré ne circule plus entre certains ressorts et le Palais de justice de Paris d'abord, l'Ecole de Droit ensuite où les juges suprêmes tiennent séance... Le 22 août 1793 — le Midi flambe — la Convention décide la suspension des délais de pourvoi, eu égard à la situation du tribunal dont le jugement doit être attaqué (départements en état de révolte); un mois après, le 28 septembre, elle prend la même mesure, eu égard à la résidence de l'auteur du recours (départements insurgés ou cernés par les insurgés).

Le 12 décembre — 22 *frimaire an II* — cette législation devient applicable « dans les endroits occupés par l'ennemi, villes bloquées, assiégées ou en état de siège, pays envahis,

et dans ceux où le peuple s'est levé en masse pour s'opposer aux incursions de l'ennemi ». Le décret du 22 frimaire est d'autant plus remarquable qu'il a été rendu « sur la pétition des citoyens Guermeaux et Gourmez, habitants de la ville et du district de Valenciennes », ledit Gourmez ayant à se pourvoir, à cette date, contre une décision de justice à lui signifiée quinze jours auparavant ! Dans l'arrêt obtenu, grâce à cette disposition — en l'occurrence véritable « lettre de relief de laps de temps », le tribunal de cassation assimile aux régions occupées, les territoires « dégagés momentanément de la présence de l'ennemi » lorsque ce dernier tient encore « la place forte qui domine tout le pays et qui est la résidence de toutes les autorités constituées » (Cass. civ., 14 ventôse an III, *Gourmez c. Hauvarlet*, Dalloz, *Rép. de lég. et de jur.*, v^o Cassation, p. 152 note 2). Enfin, quand les armées françaises, avec Moreau, Jourdan et Bonaparte, se ruent, du nord au sud, contre Vienne, le Directoire promulgue une loi d'inopposabilité générale de tous les délais, en faveur des « défenseurs de la patrie et autres citoyens attachés au service des armées de terre et de mer, pendant tout le temps qui s'est écoulé ou s'écoulera depuis leur départ de leur domicile, s'il est postérieur à la déclaration de la présente guerre, ou, depuis ladite déclaration s'ils étaient déjà au service, jusqu'à l'expiration d'un mois après la publication de la paix générale ou après la signature du congé absolu qui leur aurait été ou leur serait délivré avant cette époque. Le délai sera de trois mois si, au moment de la publication de la paix ou de l'obtention du congé absolu, ces citoyens font leur service hors de la République, mais en Europe; de huit mois dans les colonies en deçà du Cap de Bonne-Espérance; de deux ans au delà de ce Cap. » (6 brumaire an V-27 octobre 1796.) Une jurisprudence abon-

dante est venue déterminer la portée de ce texte, le premier d'une série « d'avenir » dans notre histoire; à citer l'arrêt *Chenevière* (Civ., 26 pluviôse an XI) qui prohibe pour un militaire en activité de service toute « distinction entre celui qui serait momentanément dans ses foyers et celui qui s'en trouverait éloigné... »; les deux arrêts des cours royales de Poitiers — 30 août 1825 (S. 26-2-12) — et de Bourges — 6 mars 1825 — (S. 29-2-202) — d'où l'on infère, par analogie avec les cas de prescription visés dans ces espèces, que les délais de procédure ne sont pas suspendus, continuent à courir; mais on ne pourra s'en prévaloir à l'encontre d'un militaire attaché aux armées qu'une fois le « laps de temps » expiré durant lequel celui-ci se trouve en droit de braver la déchéance.

Contrairement à l'opinion de Merlin, la loi du 6 brumaire an V est toute de circonstance et vise la seule campagne entreprise contre l'Angleterre à travers ses alliés continentaux, la « lutte de géants »... La paix d'Amiens, simple trêve, n'arrête pas d'une façon durable les hostilités (Cass., 30 avril 1811, S. 1811.1.236) auxquelles mettent fin les traités de 1814-1815 (C. de Grenoble, 22 décembre 1824, S. 1826.2.42).

14. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, on en revient donc à l'application pure et simple des textes de 1790 et de brumaire an IV; la Cour de cassation se montre pourtant plus libérale quant à la recevabilité des pourvois « coloniaux » : les arrêts *Thélusson* — 18 février 1819, — *Régis Leblanc* — 15 avril 1819, — *Pasturin* — 27 février 1822 —, *Dumoulier de la Brosse* — 10 août 1825, — décident qu'en cas d'occupation, la déchéance n'est plus admise dès que recours a été formé dans les délais, selon les formes

et devant la juridiction prévue par les ordonnances de l'autorité occupante.

Au reste, les événements de 1813-1814 — qui répètent ceux de 1792-1793, avec les succès de nos troupes en moins — lui procurent-ils motif d'appliquer cette excuse de force majeure issue de l'adage : « *contra non valentem agere non currit prescriptio* » et que les codes « Napoléon » — Code civil (spécialement en son article 1148), Code de commerce, Code de procédure — consacrent presque à chaque titre¹. A trois reprises (*Weyl*, 24 janvier 1815, S. 1815-1818.1.10; *commune de Chevigney*, 21 juin 1815, S. 1815-1818.1.67; *Lenig*, 20 novembre 1816, S. 1815-1818.1.250), la

1. Nulle part on ne trouve posé dans notre législation écrite, le principe général et abstrait de la force majeure, excuse valable d'inaction, comme aux articles 1382 et suivants du Code civil a été dégagée la notion, de portée universelle et quasi-philosophique, de responsabilité. C'est la Coutume qui, dès l'abandon de la procédure formaliste et de l'Ancien droit des XII Tables à Rome, a fait admettre qu'on ne pouvait être tenu pour « fautif » quand son activité s'était heurtée à quelque obstacle insurmontable. L'adage imprègne nos codes de l'époque napoléonienne et depuis, sans qu'on ait éprouvé le besoin de lui donner une définition légale, le considère-t-on comme une règle juridique d'une telle rigueur qu'elle « va de soi », qu'il n'est même pas nécessaire de la rappeler, qu'il y faut suppléer d'office.

La jurisprudence en a toujours ainsi jugé. Cependant, a-t-elle voulu garder d'autant plus strictement la notion de force majeure en sa rigidité qu'un pouvoir d'appréciation plus large lui était laissé sur le caractère et la nature de l'obstacle insurmontable. Les preuves qu'elle exige — à la charge de la partie qui invoque l'excuse — doivent former un faisceau, un ensemble, afin que, dans le laps de temps où l'impossibilité d'agir a existé, aucune fissure ne puisse être décelée, aucune brèche ne puisse être reconnue.

Relativement aux délais de procédure, deux attitudes lui sont offertes :

— Ou bien, se basant sur ce fait qu'un délai doit pouvoir être utilisé durant tout son cours, verra-t-elle en l'obstacle une cause de *suspension* : la tranche de délai restant encore à courir au moment où ledit obstacle s'est présenté, sera restituée une fois celui-ci levé (affaire *Bruasse*, Cass. civ., 14 février 1815);

— Ou bien ne verra-t-elle en l'obstacle qu'une cause de *prorogation* : si l'obstacle persiste une fois le délai normalement expiré, ce délai se trouve « étiré » jusqu'à ce que possibilité d'agir se présente à nouveau : la formalité doit alors suivre de très près la levée de l'obstacle. C'est à cette dernière solution que la jurisprudence semble s'être définitivement arrêtée (C. de Caen, 24 octobre 1940; C. de Bourges, 14 novembre 1940).

Chambre civile accorde « relief de déchéance, quand, par suite de rupture des communications résultant de l'invasion du territoire national, signification n'a pu être faite, dans les délais, d'un arrêt d'admission : on apportera régulièrement la preuve de l'obstacle invoqué en produisant un certificat du maire, du sous-préfet, du président du tribunal ; mais cette preuve, l'adversaire est en droit de l'infirmer s'il établit que les relations postales continuaient d'être assurée (Civ., 23 janvier 1816, *Maupou*, S. 1815-1818.1.143).

Cependant la Cour — comme en toutes espèces où la force majeure intervient — se garde d'un libéralisme exagéré : si l'empêchement a duré du 1^{er} mars au 20 avril et que l'arrêt d'admission ait été prononcé le 7 janvier, le demandeur dispose, pour le faire signifier, d'une part de cinquante trois jours (du 7 janvier au 28 février inclus), de l'autre, de trente-sept jours (du 21 avril au 28 mai inclus) ; dès le 29 mai, la déchéance l'atteint... (Civ., 14 février 1815, *Bruasse*, S. 1815-1818.1.20). Cette leçon de mathématiques juridiques est intéressante à retenir, car elle implique transformation *en jours* d'un délai légalement exprimé *en mois*.

On peut considérer que le délai de pourvoi bénéficie encore des dispositions de la loi du 22 frimaire an II relative aux départements envahis puisque, depuis 1792 jusqu'aux traités de Paris, l'état de guerre aurait été permanent... Toujours est-il qu'on ne trouve pas alors de décisions lui faisant (ou lui refusant) application de l'excuse de force majeure... Celle-ci n'apparaît, le concernant, qu'à l'occasion des troubles qui président à l'avènement de la Deuxième République : le 16 mai 1848, la troupe entoure le palais de justice et la préfecture de police... les audiences

sont levées bien avant l'heure ordinaire et, à la Cour suprême, le receveur de l'enregistrement et le greffier des dépôts civils ferment en hâte leurs bureaux... Précisément ce jour-là expire le délai de trois mois impartis aux consorts Deutch pour attaquer un jugement à eux signifié le 15 février précédent et ce n'est que le lendemain 17 mai qu'ils ont possibilité d'agir... La Cour reçoit le pourvoi (Civ., 7 mars 1849, *Deutch*, D. P. 1849.1.123).

Ce cas de force majeure résultant de la guerre civile doit être rapproché d'une décision de la Cour de Nancy en date du 10 juillet 1909 (*Rec. proced.* 1909-503) qui admet hors délai une déclaration d'appel, une grève des employés des postes ayant amené désorganisation du service et suppression des correspondances.

15. Avec le Second Empire, la mise en œuvre des moyens scientifiques de communication — chemins de fer, bateaux à vapeur, télégraphe électrique — bouleverse la vie sociale à l'échelle de laquelle on se hâte d'aménager les délais de procédure... Ceux qui minuent l'instance civile en cassation font l'objet de la *loi du 2 juin* 1862, de nos jours encore intégralement en vigueur : délai normal pour former pourvoi : deux mois francs : délai normal pour comparaître en défense : un mois franc, ces deux délais étant « augmentés de huit mois, en faveur des demandeurs ou défendeurs absents du territoire français de l'Europe ou de l'Algérie pour cause de service public et en faveur des gens de mer absents de ce même territoire pour cause de navigation » ; délai normal pour signifier un arrêt d'admission : deux mois francs à partir du prononcé de l'arrêt. Si le demandeur qui doit former pourvoi, si le défendeur à qui doit être signifié l'arrêt d'admission, ou qui doit pro-

duire ses défenses, est domicilié hors de France, aux délais normaux s'ajoutent des délais dits de distance ou mieux « d'éloignement » dont la durée se trouve doublée pour les pays d'outre-mer en cas de guerre maritime.

Ainsi l'éventualité de « guerre » s'inscrit-elle dans un texte de caractère permanent et de portée générale. Mais pourquoi seule la « guerre maritime » est-elle visée, à l'exclusion de la guerre continentale ?

Simplement parce que les délais de distance fixés par la loi du 2 juin sont ceux qu'un texte antérieur, du 3 mai, vient d'introduire dans les codes de procédure civile et de commerce... Or ce dernier, — reflet d'anciens usages — dès sa parution en 1807, prévoit le doublement des délais de distance en cas de guerre maritime quand il s'agit, après protêt, d'assigner les endosseurs d'une lettre de change... mesure indispensable à conserver (un décret de 1935 en a pourtant d'une façon indirecte provoqué la disparition), que le législateur de 1862, par souci d'unification, étend à l'ensemble de notre droit procédural.

Les arguments — mis en valeur par les travaux préparatoires — pour écarter les effets de la guerre continentale, révèlent un embarras certain : ces sortes d'hostilités n'interrompent pas les communications privées même entre les pays belligérants... à quelque interruption locale ou momentanée, il est facile de remédier en invoquant la force majeure de l'article 1148 du Code civil...

Mais la vérité apparaît plus banale... et plus franche : la notion de « guerre continentale » exige, si dans la loi elle est incorporée, définition, la moins équivoque possible, de l'événement ; et l'œuvre est de taille ! Tandis que le concept de « guerre maritime » ayant déjà fait longue carrière dans la législation, ne comporte, semble-t-il, aucune obs-

curité... Et cependant... quelle est la nature exacte de la guerre maritime, fausse « idée claire » chaque fois qu'on en veut envisager l'application ?

La loi double les délais de distance « pour les pays d'outre-mer » ; d'autre part les travaux préparatoires ne reconnaissent comme légitime cette disposition qu'« en cas d'obstacle apporté par la guerre maritime aux communications entre la France et les pays où se trouvent les parties auxquelles des significations sont faites ». On en peut donc logiquement inférer :

— Que les conquêtes coloniales, menées contre des peuples qui ne disposent pas d'une marine de guerre susceptible d'apporter forte perturbation dans la liberté commerciale de l'assaillant, ne constituent pas des guerres maritimes au sens de la loi du 2 juin 1862.

— Non plus que des opérations navales se déroulant entre la France et d'autres puissances continentales quand l'intéressé se trouve résider sur le continent européen.

— Par contre celui-ci se prévaudrait légitimement de l'augmentation de délai si, dans ce même cas, il est domicilié « outre-mer » : colonies françaises, colonies des puissances européennes en guerre avec la France et mêmes nations ayant gardé la neutralité.

— Il ne serait même pas nécessaire que la France soit impliquée dans le conflit du moment que celui-ci comporte blocus du territoire français ou du territoire-résidence de la partie qui doit agir ou contre laquelle on doit agir.

Une telle indétermination, une telle extension des caractéristiques de la guerre maritime s'avèrent fort dangereuses, car s'il y a controverse, simple possibilité de controverse, la protection offerte par le doublement des délais de distance devient illusoire : celui qui veut s'en prévaloir,

aux allégations de son adversaire doit opposer, tout comme s'il s'agissait d'un cas de force majeure, fait prouvé comportant rupture des communications et imputable aux hostilités sur mer.

*
* *

16. Ce que nous avons appelé le délai normal — dégagé de toute augmentation, de tout délai de distance — est prorogé, en même temps que tous les autres délais de procédure, pendant la durée de la guerre de 1870-1871 : « 1° au profit de ceux qui résident dans un département investi ou occupé par l'ennemi, alors même que l'occupation ne s'étendrait pas à tout le département; 2° au profit de ceux dont l'action doit être exercée dans ce même département contre des personnes qui y résident ». Ce texte distingue entre les délais de recours et les autres délais : il anéantit les premiers déjà en cours ou à naître et leur substitue un nouveau délai « égal au délai ordinaire » à courir de la fin de l'occupation ou des hostilités; il suspend seulement les seconds, accordant à dater de la cessation de la guerre un délai égal à celui qui reste à courir (*décrets des 9-14 septembre, des 3-5 octobre 1870*). S'il est incontestable que le délai de pourvoi ressortit à la première catégorie, les délais de production à la seconde, un problème de classification — aujourd'hui de peu d'intérêt — subsiste quant au délai de signification de l'arrêt d'admission...

La loi du 26 mai 1871 a fixé au onzième jour après sa promulgation, la fin de la période d'exception.

Cependant, l'investissement de Paris s'achevant, le gouvernement de la Défense nationale autorise le ministre de la Justice à transférer dans la ville de Tours la Chambre criminelle de la Cour de cassation (*autre décret des 9-14 sep-*

tembre 1870), mais il n'apparaît pas que le déplacement ait eu lieu. Par contre, à la fin d'octobre, on décide la création à Poitiers d'une « Section temporaire » chargée de statuer sur les pouvoirs criminels et sur les pouvoirs civils, ces derniers devant faire l'objet d'une déclaration préalable d'urgence : tout délai atteint par la prorogation du 9 septembre « courra de nouveau en entier » — il ne s'agit que du délai de pourvoi — si le demandeur ne réside pas dans un département occupé par l'ennemi, à compter de la date prévue pour l'installation de la section temporaire — 3 novembre 1870 — (*décret des 25 octobre-5 novembre 1870*). Quand la Section se déplace — de Poitiers elle est transférée à Pau par arrêté du 12 décembre — le délai tombe et reprend toujours « en entier » à la réinstallation...

La Section temporaire est dissoute par décret du 12 mars 1871 et les magistrats la composant regagnent Paris ou Versailles...

A propos de cette législation procédurale de la guerre de 1870-1871, assez touffue et compliquée, il est piquant de constater que la Cour de cassation, plutôt que de s'y engager, préfère, en une espèce au moins, juger d'après le principe de force majeure (*Epoux Desvoges-Schwartz*, 11 décembre 1871, D. P. 1872.1.91).

*
* *

17. Pour la période 1914-1918, les répercussions des événements sur la procédure, ont été magistralement étudiées par le professeur Japiot en un volume dense de décisions jurisprudentielles et de doctrine (*Traité du droit procédural de la guerre*). On se bornera donc ici à en dégager l'orientation générale.

Une loi — du 5 août 1914 — autorise le gouvernement à

suspendre le cours de tous délais légaux en toutes matières à l'égard de toutes personnes pendant toute la durée de la guerre et prononce cette même suspension à l'égard des citoyens présents sous les drapeaux. En conséquence de quoi s'élabore ce qu'on appelle le « régime des trois décrets » :

— *Décret du 10 août 1914* : on table sur une campagne d'été courte et décisive; aussi légifère-t-on d'une manière radicale : à partir du premier jour de la mobilisation et jusqu'à la fin des hostilités, aucun délai ne peut courir à l'encontre de qui que ce soit, sauf, pour des motifs exceptionnels et si la personne protégée n'est pas mobilisée (auquel cas s'appliquerait l'interdiction de poursuite et d'exécution portée en la loi du 5 août), possibilité d'obtenir « levée de suspension » par ordonnance du président de la juridiction déjà saisie (instance pendante) ou du président du tribunal civil (en dehors d'une instance engagée), rendue sur requête en l'absence de tout débat contradictoire. Quand les hostilités prendront fin (la date sera déterminée par décret), ou bien un nouveau délai s'ouvrira, égal au délai ordinaire complet (disposition valant pour les délais de recours) ou bien s'achèvera le délai interrompu (disposition valant pour tous autres délais). C'est le système adopté en 1870-1871.

— *Décret du 15 décembre 1914* : le front se stabilise et la guerre de position fait augurer d'une lutte d'usure avec stratégie économique; en vue de maintenir la vie des affaires, on prévoit qu'à l'avenir tout motif raisonnable — et non plus seulement un motif exceptionnel — sera susceptible d'appuyer une requête en levée de suspension de délai; cet assouplissement ne peut jouer ni bien entendu à

l'encontre des mobilisés, ni à l'encontre des personnes résidant en zone occupée par l'ennemi ou proche de la ligne de feu.

— *Décret du 11 mai 1915* : « l'aménagement » se poursuit ; désormais la procédure en levée de protection prévoit convocation, citation de la personne protégée¹.

A son tour, le Parlement intervient afin d'exclure du domaine abandonné à l'initiative gouvernementale par la loi du 5 août 1914, les délais qui, sans la suspension, laisseraient encore, après la fin des hostilités, un temps suffisant (six mois) pour agir. Il persévère dans cette voie en décidant la reprise de certains délais particuliers, notamment en matière de purge d'hypothèques et de surenchères (*loi du 17 juin 1916*).

Enfin la loi du 26 juillet 1918 autorise la levée de suspension, après procédure contradictoire, à l'encontre des mobilisés affectés sans limitation de durée à la zone dite « du territoire ». Ce texte habilite également tout citoyen présent sous les drapeaux, à explicitement renoncer à la protection qui le couvre, cette renonciation pouvant, en certains cas, se présumer (exploitation d'un établissement commercial ou industriel, poursuite d'une instance...)

*
* *

Ainsi, durant la campagne de 1914-1918, nul régime spécial n'est venu séparer les délais de cassation des autres délais de recours : les mêmes dispositions législatives ou réglementaires englobent, sans les différenciers et les délais

1. La jurisprudence a dénié le caractère obligatoire de cette convocation préalable en décidant que les formalités prescrites pour avertir le défendeur ne le sont pas à peine de nullité ; le président, appréciateur souverain du point de savoir si les droits de la défense ont été suffisamment respectés, peut passer outre au défaut de présentation de l'accusé de réception de l'avis que doit adresser le greffier (Cass. req., 22 décembre 1915, *Clerc c. dame Clerc* D. P. 1916.1.42).

impartis devant les juridictions que nous avons dénommées « locales » et ceux qui permettent saisissement du tribunal unique chargé de « dire » le droit.

En 1870-1871 on a vu qu'il en avait été de même avec toutefois cette nuance que les déplacements de la « Section temporaire », sans influence, cela va de soi, sur les délais de recours ordinaires, entraînaient suspension corrélative des délais de pourvoi.

18. La campagne de 1939-1940 et les événements de 1941 qui n'en sont que la conséquence, procèdent et de la croyance de 1914-1915 en une guerre longue à prédominance économique, et de la défaite de 1870-1871 comportant occupation profonde du territoire national par le vainqueur. D'un autre côté, l'apparence qu'ils revêtent d'« épisode » dans une « lutte de géants » menée entre l'Angleterre, puissance maritime et de grands Etats continentaux, permet certains rapprochements avec l'époque du Directoire, du Consulat et de l'Empire...

Pour l'intelligence de la législation des délais, inaugurée le 16 septembre 1939, et dont les effets se font actuellement sentir, il n'était donc pas inutile de rappeler les « précédents », nous souvenant que la Justice, toujours prudente et sage, aime à prouver son bon sens immuable en ne s'écartant guère de ce que l'Histoire lui désigne comme un chemin déjà tracé...

*
* *

19. *Division du sujet.* — Du droit procédural de la guerre 1939-1940, certains éléments, les plus nombreux, régissent la vie juridique du pays, non jusqu'à la fin des hostilités — la formule n'a pas été employée par raison de « souplesse » — mais jusqu'à intervention d'un acte gou-

vernemental d'abrogation... D'autres, prévus pour un laps de temps déterminé; ou bien ont été remplacés, ou bien, à terme échu, se sont évanouis.

Aussi, après avoir brièvement dégagé par l'analyse, et le climat historique original, propre, où ces éléments ont pris naissance, se sont développés, ont dépéri ou prospéré, ont disparu ou subsistent encore, et les étapes chronologiques marquées par l'élaboration, la publication des textes, importe-t-il surtout en cette période de transition qu'est l'état d'armistice, importera-t-il surtout quand la paix sera revenue, d'opérer synthèse en étudiant d'abord, de ce système législatif et réglementaire d'exception, la technique, le mécanisme quant à la manière dont les délais s'y trouvent saisis, puis en examinant d'une part les catégories de personnes, physiques ou morales, que la protection doit affecter ou délaisser, avantager ou léser; d'autre part, la nature des délais atteints; en recherchant enfin les moyens mis par la loi à la disposition des parties pour échapper, quand leur intérêt le réclame, aux conséquences trop rigoureuses des mesures édictées.

20. Le sujet même de cet exposé le circonscrit aux instances engagées ou pouvant être engagées devant la Cour de cassation. C'est dire qu'on n'y prétend pas rechercher solution de tous les problèmes qu'en son ensemble pose la législation des délais. M. le professeur Japiot, dans la revue *Lois nouvelles* (années 1939 et 1940) a fait jouer longuement le mécanisme des décrets de 1939, ainsi que M. G. Toujas (*La Semaine juridique*, 1940, nos 1 et 2, 7-14 janvier) : ces deux excellents travaux brossent, pour une période assez restreinte, il est vrai, puisqu'ils sont antérieurs à juillet 1940, le panorama dont il ne peut s'agir ici que de fouiller l'un des aspects...

CHAPITRE PREMIER

LA LEGISLATION DE GUERRE DE 1939-1940-1941 CLIMAT HISTORIQUE. ETAPES CHRONOLOGIQUES

SOMMAIRE

Section I. — Climat historique. — 21. La période de mobilisation, la « paix armée » de l'hiver 1939-1940 : souplesse de la législation des délais. — 22. Départ de la Cour de cassation pour Angers, conséquences législatives. — 23. Les événements de juin 1940. — 24. La période d'armistice.

Section II. — Etapes chronologiques. — 25. Décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux « mobilisés ». — 26. Remaniements de ce texte, additions successives, extension aux « évacués ». — 27. Les textes d'incidence générale, universelle quant aux personnes. — 28. Textes portés lors de l'entrée en campagne : « second » décret du 1^{er} septembre 1939 modifié le 29 novembre. — 29. Textes portés lors des événements de juin et de l'établissement du régime d'armistice : lois des 16 juillet, 20 août, 24 septembre 1940, du 29 octobre 1940. — 30. Textes propres aux délais de procédure devant les trois juridictions « uniques » (Conseil d'Etat, Cour de cassation, Tribunal des conflits) : décret du 29 novembre 1939, lois des 28 novembre 1940 et 19 avril 1941.

Section I. — Climat historique.

21. Lors de la déclaration de guerre de septembre 1939, la désorganisation momentanée des moyens de transport utilisés à des fins uniquement militaires, l'évacuation des centres urbains de la région parisienne et des frontières alsaciennes, nécessitent d'abord mesures d'ensemble atteignant tous les délais sans exception et toutes les personnes à l'égard desquelles ils courent... puis, une sorte de paix

armée s'établissant et ramenant la tranquillité en la quasi-certitude d'une longue attente, on n'admet plus guère au bénéfice de la protection légale que les gens effectivement destinés à combattre et encore rogne-t-on bribe par bribe de ce privilège. Le gouvernement veut « faire souple », user de l'expérience passée pour atteindre à la perfection, d'autant que les alertes de l'automne 1938 et du printemps 1939 lui ont permis de mûrir des projets adéquats à la manière dont les états-majors prétendent conduire les hostilités, et qu'ils s'est affranchi du contrôle parlementaire en obtenant, par la loi du 19 mars 1939, des « pouvoirs spéciaux » d'une portée très générale qui rendent inutile toute autorisation ou délégation ultérieure d'ordre particulier comme celle incluse en la loi du 5 août 1914 relative aux délais de procédure.

22. Mais se produit un événement, gros de conséquences pour les plaideurs : Le 3 septembre est prévu au plan d'évacuation de Paris le transport de la Cour de cassation dans une ville de province ; magistrats et personnel s'embarquent à la gare de Vaugirard pour Angers ; archives et matériel rejoignent le 25 septembre et la Haute Assemblée recommence ses travaux le 16 octobre. Or, le Conseil d'Etat, dont le sort paraît lié à celui du gouvernement, demeure en la capitale... Les avocats, également accrédités auprès de ces deux juridictions suprêmes, se trouvent ainsi voués à de continuels déplacements, d'où pertes de temps et retards qui ne manquent pas de ralentir une procédure à l'impulsion de laquelle, en la quasi-totalité des affaires civiles, ils président. D'autant qu'un décret-loi relativement récent — celui du 30 octobre 1935 — est venu introduire à l'encontre du demandeur en cassation deux nou-

veaux délais à peine de déchéance : délai de six mois à compter du dépôt du pourvoi pour produire le mémoire ampliatif (titre VII, art. 7); délai de trois ans à compter de l'arrêt d'admission pour déposer le dit arrêt au greffe (titre VII, art. 8). Celui-ci, par son ampleur, n'est pas encore gênant; celui-là ne laisse pas que de supposer bousculade sérieuse en un cabinet encombré d'affaires et qu'a désorganisé la mobilisation des collaborateurs... De plus, au cours de transmissions, de réexpéditions de courrier, rendues maintenant nécessaires, des pièces peuvent s'égarer, des correspondances ne pas atteindre leur destinataire... Pour ces motifs, décide-t-on, alors que le régime d'exception, instauré pendant la période de mobilisation, a pris fin, d'aménager tous délais relatifs aux instances portées devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le tribunal des conflits...

23. Et ce sont les événements de mai-juin 1940. Tant que l'avance ennemie apparaît comme pouvant être endiguée, il suffit d'étendre à certaines catégories de réfugiés la protection qui déjà couvre les mobilisés, leur permettant d'échapper à toute déchéance ou forclusion. Au 20 juin, la moitié du peuple français prend figure de réfugié ! L'exode bloque la vie administrative et judiciaire du pays. Le régime politique s'effondre et le nouveau gouvernement a bien d'autres soucis que de légiférer longuement sur les délais de procédure : en juillet, il prononce une suspension générale et globale avec effet rétroactif au 10 mai, qu'il renouvelle en août et septembre.

24. Cependant l'armistice sépare en deux tronçons le territoire national par une « ligne de démarcation » que les individus franchissent malaisément, les correspondances

privées pas du tout... La Cour de cassation, rentrée le 7 août à Paris, « zone occupée », après un périple qui l'a conduit d'Angers à Bordeaux, Mont-de-Marsan, Pau et Lyon¹, est « coupée » de la « zone libre »... Aussi, tandis que la réorganisation économique voulue par le Chef de l'Etat exige reprise de tout délai, même de recours (les ressorts d'appel sont remaniés...) en revient-on en matière de délais devant les trois tribunaux « uniques » aux aménagements entrepris dès le début des hostilités...

Telles sont les étapes historiques du droit procédural de la guerre 1939-1940; elles s'éclairent de toutes les réalisations antérieures qu'ont provoquées, depuis près de deux cents ans, des circonstances parfois identiques... Il faut en dégager maintenant les aspects juridiques, pour opérer reconstitution d'un système cohérent où viendront s'intégrer problèmes à résoudre, difficultés à surmonter.

Section II. — Etapes chronologiques.

25. « Suspendre les délais à l'égard de tous, même des non-mobilisés », comporte de nombreux inconvénients, notamment celui de paralyser les affaires « alors que par ailleurs, le gouvernement s'efforce de maintenir l'activité économique indispensable au pays ». En ces termes est justifié, dans le Rapport au Président de la République, l'esprit du décret-loi du 1^{er} septembre 1939... Va donc renaître, en faveur « des citoyens appelés aux armées » la protection traditionnelle, mais réduite à sa plus simple expression compatible avec le but poursuivi : débarrasser cette catégorie de personnel de toute préoccupation étrangère à son actuel devoir d'état.

1. Elle avait regagné la capitale le 18 avril et avait dû à nouveau la quitter pour Angers le 10 juin.

Seuls en bénéficieront les « militaires appartenant aux formations de l'armée, du territoire », et de la défense passive, les « sociétés de commerce dont tous les associés en nom collectif, les gérants où les administrateurs appartiennent aux dites formations »; la formule employée exclut — le « Rapport » l'énonce expressément — les affectés spéciaux, les requis et engagés volontaires civils, malgré leur situation de « mobilisés ».

Cette protection s'exerce à l'occasion de « tous délais impartis pour signifier, exécuter ou attaquer les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs... et généralement de tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé » sauf en matière fiscale et d'état civil; elle s'accompagne de l'interruption corrélative de toutes instances (art. 1, al. 4).

Les intéressés ne peuvent d'ailleurs l'invoquer à l'encontre ni du ministère public, ni de la partie civile devant les juridictions répressives, ni des créanciers de salaires et d'aliments, ni de l'administration chargée du recouvrement des cotisations d'assurances sociales, ni des caisses d'allocations familiales (art. 5).

Ils ont faculté d'y renoncer; est présumé renonciation le fait de continuer ou reprendre, depuis la mobilisation, une exploitation commerciale ou industrielle, directement ou par mandataire, celui-ci étant alors supposé agir dans le cadre d'une autorisation de ses mandants de « soutenir l'instance » en leur nom (art. 3).

Mais la protection ne tient que pour autant qu'à l'occasion d'une espèce, elle n'est pas mise en échec par décision prétorienne émanant soit du président de la juridiction saisie (instance engagée) soit, en matière civile, du président du tribunal ou du juge de paix (pour les affaires de sa

compétence), soit, en matière commerciale, le président du tribunal de commerce, la compétence *ratione loci* de ces magistrats étant déterminée par le domicile de l'individu ou de la société « protégée » : une simple ordonnance rendue sur requête, sans frais d'enregistrement, en dehors de tout débat contradictoire, susceptible ni d'opposition ni d'appel, entraîne « levée de suspension » — nous verrons que le terme, pourtant consacré par la loi, est impropre — à partir d'une date arbitrairement fixée... A noter que, s'il y a engagement ou poursuite d'instance, la juridiction saisie peut infirmer l'ordonnance...

*
* *

26. Le décret du 1^{er} septembre 1939 a fait l'objet de remaniement et surtout d'additions successives :

— 3 novembre 1939 : une rédaction plus explicite précise les modalités de la procédure en « reprise » de délais ou d'instances prévue à l'article 2 (le président a faculté de vérifier, au moyen de lettres missives adressées par le greffe, si la personne ou la société visée doit ou non retomber dans le droit commun).

La requête suspend jusqu'à la date de l'ordonnance à intervenir les délais qui seraient impartis au requérant pour agir, même quand celui-ci engage la procédure en levée, par suite d'une erreur d'information, contre un adversaire qui ne bénéficie pas de la protection. Mais cette suspension conservatoire ne vaut qu'après mention sommaire au registre des oppositions.

— 29 novembre 1939 (*J. O.* du 17 décembre).

a) En matière de vente d'immeubles, nécessité d'une procédure préalable de publicité pour garantir les droits des créanciers susceptibles de surenchérir, créanciers « à existence incertaine ou domicile inconnu » qui pourraient

jouir de la protection établie par le décret du 1^{er} septembre.

b) Institution d'une procédure de commission rogatoire aux armées en vue de hâter les enquêtes judiciaires.

c) Exclusion de certains délais du régime de faveur établi par le décret du 1^{er} septembre : ainsi, en matière d'*expropriation pour cause d'utilité publique*, trois mois après publication du texte du 29 novembre, viennent à échéance définitive si antérieurement ils ont déjà couru en entier, et dans le cas contraire, courent d'une façon normale, mais augmentés de trente jours :

1^o Les délais de pourvoi contre l'ordonnance d'expropriation (trois jours, art. 24 du décret du 8 août 1935) et contre la sentence en évaluation d'indemnité (cinq jours, art. 39).

2^o Le délai de notification du pourvoi (huit jours dans les deux cas).

A noter qu'en l'espèce, l'instance en cassation s'ouvre immédiatement devant la Chambre civile et que le dépôt du pourvoi s'effectue au greffe de la juridiction « attaquée ».

— 26 mai 1940 (*J. O.* du 30 mai 1940). On appuie, par une rédaction nouvelle sur ce principe déjà posé dans le décret du 1^{er} septembre 1939 que la forclusion ou déchéance ne saurait atteindre la partie qui ne peut faire procéder, à l'encontre d'une personne « protégée », à des actes d'exécution devant être accomplis dans un délai déterminé.

— Même date du 26 mai 1940 (*J. O.* du 31 mai 1940) : La protection du décret du 1^{er} septembre 1939 est étendue :

a) aux personnes domiciliées et aux sociétés ayant leur siège dans les pays évacués d'office sur l'ordre des autorités publiques ou dans les communes avec lesquelles les com-

munications sont interrompues par suite des opérations de guerre.

b) Aux personnes qui se trouvent retenues dans les communes avec lesquelles les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre.

La « levée de suspension » doit être demandée au président du tribunal dans le ressort duquel s'est réfugiée la personne ou la société protégée.

Sont également suspendus « tous délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou formalité qui devait ou doit être effectué dans une commune évacuée d'office sur l'ordre des autorités publiques ou avec laquelle les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre, quel que soit le domicile de la personne ou le siège de la société à laquelle l'accomplissement en incombe ou en incombait ».

— 30 mai 1940 (*J. O.* du 31 mai) : le décret du 26 mai laisse hors de sa sphère d'influence :

a) les individus ou sociétés qui, dans le lieu de leur refuge, ont repris leur commerce ou leur industrie et sont présumés en conséquence avoir renoncé au bénéfice de la protection accordée...

b) les individus ou sociétés possédant des établissements, succursales ou agences dans les régions ou communes visées au texte du 26 mai, bien que n'y étant pas eux-mêmes domiciliés.

Toujours pour des motifs d'ordre économique — la défaite militaire n'apparaît pas encore inéluctable — on admet alors ces deux catégories de personnes physiques ou morales, non pas à jouir *de plano* du traitement de faveur que prévoient les décrets antérieurs, mais à le solliciter du tribunal de commerce; le jugement, rendu en Chambre

du Conseil, sera susceptible et d'appel et d'opposition ; ses effets porteront sur les obligations, engagements, rapports juridiques nés avant une date qui doit nécessairement précéder l'évacuation ou l'interruption des communications.

— 27 septembre 1940 : Abrogation des mesures de protection relatives aux évacués (*J. O.* du 24 octobre).

*
* *

— 27 février 1941 : La procédure de « levée de suspension » doit être employée chaque fois qu'il y a « distribution par contribution » (*J. O.* du 17 mars 1941).

— 4 mai 1941 : En faveur des ex-prisonniers ou internés, définitivement libérés, prolongation des effets de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939, durant un certain laps de temps après la démobilisation (*J. O.* du 25 mai).

*
* *

27. Toutes ces dispositions consacrent un privilège au profit de certaines personnes plus atteintes que d'autres par l'incidence des événements de guerre ; elles ont pour but de rétablir à leur égard l'équilibre social rompu et ne se conçoivent qu'au sein d'une période où les hostilités n'entravent pas les modalités normales d'existence de la totalité des citoyens. Qu'un bouleversement général se produise et la législation d'exception devra couvrir l'universalité de la nation.

*
* *

28. Ainsi, lors de l'entrée en campagne — tous les transports sont affectés à la mise en place des troupes — et

c'est un décret du 1^{er} septembre 1939 — différent de celui relatif aux mobilisés — on l'appellera « second décret » car il ne paraît au *Journal officiel* que le 6 septembre ou « décret de portée générale » — qui, d'une part, prolonge jusqu'au 31 octobre tous les délais de procédure prescrits à peine de nullité (de déchéance), venus ou devant venir à expiration entre le 21 août inclus — rappel de certaines catégories de réservistes — et le 30 septembre inclus (article 1^{er}), et d'autre part autorise « toute juridiction compétente » à relever les parties d'une forclusion encourue en vertu d'un délai expirant antérieurement au 30 novembre, quand l'empêchement invoqué résulterait des mesures gouvernementales prises après le 21 août (article 2, dont un décret appartenant au « train » du 29 novembre 1939, *J. O.* du 17 décembre, vient réduire l'application dans le temps).

29. Ainsi, lors de la débâcle de juin 1940 — et ce sont les *lois* — lois il y a en effet maintenant que concentration s'est effectuée de tous les pouvoirs entre les mains du Chef de l'Etat — des mois de juillet, août, septembre...

— 16 juillet 1940 (*J. O.* du 17 juillet) : Suspension, avec effet au 10 mai, jusqu'au 25 août 1940 inclus, de tous les délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou de toute formalité; la « levée » judiciaire demeure toujours possible. Bien entendu se trouvent consolidés les droits acquis en suite de l'exécution d'une décision de justice à laquelle il aura été procédé antérieurement à la mise en vigueur de la loi; la clause devient « de style » — et devrait être suppléée même d'office — en tous ces textes qui produisent effet avant leur publication à cause de retards dans leur rédaction, leur insertion

au *Journal officiel*, leur arrivée au chef-lieu de chaque département...

— 20 août 1940 (*J. O.* du 21 août) : La date limite du 25 août est reportée au 30 septembre.

— 24 septembre 1940 (*J. O.* du 20 octobre) : Prorogation, au 31 octobre, de la période de suspension, mais avec une clause restrictive entraînant cours normal des délais qui, « en l'absence des dispositions de la présente loi, ne seraient pas encore venus à expiration avant le 31 octobre 1940 ».

Clause restrictive qui implique non renouvellement, au 1^{er} novembre, de la législation inaugurée le 16 juillet... Cependant, « du fait de la restriction des communications entre les différentes parties du territoire » remet-on en vigueur la disposition du décret — de portée générale — du 1^{er} septembre 1939 relative à la possibilité pour les juridictions compétentes de relever de la forclusion encourue quand l'intéressé n'a pu agir en raison des circonstances, à moins que les délais dépassés n'aient été levés par ordonnance présidentielle (*loi du 29 octobre 1940, J. O.* du 3 novembre), dont le bénéfice ne saurait être invoqué, si le forclos se trouvait, soit au premier, soit au dernier jour du délai dans la même zone — zone occupée, zone libre — où l'acte devait être accompli ».

*
* *

30. Les événements s'enchaînent de telle façon depuis septembre 1939 qu'à peine une certaine stabilité revenue tant à l'intérieur des « ressorts » locaux que sur l'ensemble du territoire, apparaissent des circonstances nouvelles, en subsistent d'anciennes qui, venant entraver le fonctionnement des « tribunaux uniques », exigent survivance des

mesures d'exception au seul profit des plaideurs liés à l'audience de ces juridictions par des délais trop rigides... Après l'offensive de la Sarre, le front se bloque à niveau de la ligne Maginot : on ne reconduit pas le décret de prorogation générale des délais, mais le transfert à Angers de la Cour de cassation motive le texte du 29 novembre 1939... Après l'armistice, s'ouvrent des perspectives d'existence juridique à peu près normale : on ne reconduit pas la loi du 24 septembre 1940, mais le maintien de la ligne de démarcation provoque les textes du 28 novembre 1940 et du 19 avril 1941.

— 29 novembre 1939 : « Art. 1^{er}. — Tous les délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant la Cour de cassation, le Conseil d'Etat et le Tribunal des conflits, qui sont venus à expiration entre le 21 août et le 30 septembre 1939, déjà prorogés jusqu'au 31 octobre par le décret du 1^{er} septembre 1939, sont à nouveau prorogés jusqu'au 31 décembre 1939 sous réserve des droits de la partie qui aurait déjà exécuté régulièrement une décision à l'égard de laquelle le recours était suspensif.

« Art. 2. — Les mêmes délais qui sont venus à expiration entre le 1^{er} octobre 1939 et la date de l'entrée en vigueur du présent décret sont également prorogés jusqu'au 31 décembre 1939 sous la même réserve.

« Art. 3. — Sont doublés les délais visés aux articles précédents qui viendront à expiration jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret.

« Toutefois les dispositions du présent article ne sont applicables ni au délai du recours, lorsque celui-ci est suspensif, ni dans le même cas au délai prévu par l'article 7 du décret du 30 octobre 1935, ni aux délais qui sont doublés

par application de l'article 73, dernier alinéa, du Code de procédure civile ou qui ont été prorogés en vertu des articles 1^{er} et 2 ci-dessus... »

Ce décret paraît au *J. O.* du 17 décembre 1939.

— 28 novembre 1940 : « Art. 1^{er}. — Tous les délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 31 octobre 1940 par la loi du 24 septembre 1940, sont prorogés jusqu'au 31 mars 1941, sous réserve des droits de la partie qui aurait déjà exécuté régulièrement une décision à l'égard de laquelle le recours était suspensif.

« Art. 2. — Les mêmes délais qui sont venus ou viendront à expiration entre le 31 octobre 1940 et le 31 mars 1941 sont également prorogés jusqu'au 31 mars 1941, sous la même réserve.

« Art. 3. — Les prorogations édictées par le présent décret ne sont applicables ni au délai du recours lorsque celui-ci est suspensif, ni dans le même cas, au délai prévu à l'article 7 du décret du 30 octobre 1935 ».

Cette loi paraît au *J. O.* du 13 décembre 1940.

A juste un an d'intervalle, les mêmes termes se répètent, le législateur de 1940 ne prétendant que faire revivre en l'œuvre du législateur de 1939, les dispositions devenues caduques.

— 19 avril 1941. « Art. 1^{er}. — Tous les délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, suspendus, à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 31 mars 1941 par les lois du 24 septembre 1940 et du 28 no-

vembre 1940 sont prorogés jusqu'à la date légale de cessation des hostilités, sous réserve des droits de la partie qui aurait déjà exécuté une décision à l'égard de laquelle le recours était suspensif.

« Art. 2 : Les mêmes délais qui sont venus ou viendront à expiration entre le 31 mars 1941 et la date légale de cessation des hostilités, sont également prorogés jusqu'à cette dernière date, sous la même réserve.

« Art. 3. — Les prorogations édictées par le présent décret ne sont applicables ni au délai du recours lorsque celui-ci est suspensif, ni dans le même cas, au délai prévu à l'article 7 du décret du 30 octobre 1935 ».

Cette loi parait au *J. O.* du 27 avril 1941.

Elle ne fait que proroger les effets de la loi du 28 novembre 1940.

CHAPITRE II

LE MÉCANISME DE LA LÉGISLATION D'EXCEPTION

SOMMAIRE

31. Action directe ou indirecte sur les délais de procédure. *Section I. — Action directe sur les délais de procédure.* — 32. Systèmes de la suspension, de l'augmentation, de la prorogation. — 33. Le décret du 1^{er} septembre 1939 (« second » décret). La prorogation qu'il implique (art. 1^{er}); le relèvement facultatif de forclusion qu'il prévoit (art. 2). — 34. Le décret du 29 novembre 1939 relatif aux délais devant les trois tribunaux « uniques ». — 35. Le décret du 1^{er} septembre 1939 (« premier » décret) relatif aux « mobilisés ». La prorogation qu'il institue. — 36. Quand la prorogation s'ouvre-t-elle? quand cesse-t-elle de produire effet? — 37. Cas de démobilisation anticipée. — 38. Le décret du 29 novembre 1939 prévoyant la reprise du cours de certains délais prorogés par le décret relatif aux « mobilisés » : délai de pourvoi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. — 39. La législation d'exception relative aux « évacués ». — 40. La suspension incluse dans les lois de juillet, août, septembre 1940. — 41. L'article 1^{er}, alinéa 4 de la loi du 24 septembre 1940. — 42. Incidence de la suspension sur les délais déjà atteints par des mesures antérieures. Survivance de la protection légale après le 1^{er} novembre 1940. — 43. La loi du 29 octobre 1940 : réapparition du relèvement facultatif de forclusion. — 44. Cas dans lesquels son action est prévue, cas dans lesquels son action est exclue. — 45. La loi du 28 novembre 1940 portant prorogation nouvelle des délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le Tribunal des conflits. — 46. La loi du 19 avril 1941 prolongeant les effets de la loi du 28 novembre 1940. *Section II. — Action indirecte sur les délais de procédure.* — 47. Interdiction d'engager ou de poursuivre une instance. Article 1^{er}, alinéa 4 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux « mobilisés ». *Remarques d'ensemble.* — 48. Leur nécessité. — 49. Effets de la rétroactivité. — 50. Combinaison des textes entre eux. — 51. Durée de la validité de ces textes.

31. Ou bien les délais, une fois nés, sont directement affectés par des mesures portant suspension ou prorogation ; ou bien se trouvent-ils indirectement atteints par les dispositions qui, bloquant l'instance, prohibent l'acte dont ils tirent origine.

I. *Action directe sur les délais de procédure.*

32. La « technique » adoptée depuis 1939 opère selon trois systèmes d'effets et conséquences : système de la suspension, système de la prorogation, système de l'augmentation. Il importe de les caractériser du point de vue grammatical et logique d'autant que le vocabulaire du législateur s'en écarte trop souvent et que la doctrine manifeste tendance à stagner dans une imprécision regrettable.

— *Quand il y a suspension* (lois de juillet-août-septembre 1940) le premier jour de la période légale envisagée stoppe, à 0 heure, le délai en cours ; la tranche déjà écoulée, contrairement à la pratique suivie en 1870-1871 et en 1914-1918 pour les délais de recours, est tenue comme acquise ; la tranche restant à courir, paralysée jusqu'au dernier jour minuit, ne reprend vitalité qu'au lendemain 0 heure. Entre premier et dernier jour, aucun délai nouveau ne saurait partir...

— *Quand il y a prorogation* — et c'est le cas prévu aux deux décrets du 1^{er} septembre 1939, aux décrets des 26 et 30 mai 1940 ainsi qu'aux textes visant la procédure de guerre devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le Tribunal des conflits, — les seuls délais que la mesure peut atteindre sont ceux qui viennent à expiration à l'intérieur du laps de temps circonscrit par la loi. Le mécanisme

de l'opération consiste à « saisir » le délai au jour de son échéance et à « l'étirer » jusqu'à la date fixée.

— *Quand il y a augmentation*, et c'est le cas prévu au décret du 29 novembre 1939 sur la reprise de certains délais à l'encontre des mobilisés — la durée normale du délai à courir est affectée d'un certain coefficient ou bien prolongée d'un nombre déterminé de jours ou de mois...

Un quatrième système pourrait être reconnu dans la faculté laissée aux juridictions compétentes par l'article 2 du second décret de septembre 1939 et la loi du 29 octobre 1940, de relever les parties de certaines forclusions; mais il apparaît, à l'analyse, qu'il ne s'agit là que d'une prorogation d'une augmentation *a posteriori* dont le juge est le souverain arbitre et qu'il aménage à son gré; d'où l'impossibilité d'en dégager matière à classification originale.

*
* *

33. Au 21 août 1939, 0 heure, rétroagit le décret de prorogation du 1^{er} septembre, publié au *J. O.* du 6 : tout délai de procédure prescrit à peine de nullité qui doit expirer normalement entre cette date et le 30 septembre, minuit, se trouve automatiquement « étiré » jusqu'au 31 octobre (art. 1).

C'est d'autre part l'impossibilité d'agir à raison des mesures gouvernementales prises après le 21 août pour les besoins de la défense nationale, qui peut légitimer relèvement de forclusion (art. 2).

De cette dernière disposition, en sa rédaction primitive — celle qu'adopte le décret du 1^{er} septembre — rien ne limite, dans le temps, la portée future sinon que le délai dont s'agit doit être venu à expiration avant le 30 novembre : ainsi disparaît, avec l'impossibilité d'asseoir une pro-

cédure sur un terrain solide et « définitif », la charpente même de l'instance. Il faut qu'un des décrets du 29 novembre — sorti au *J. O.* du 17 décembre — vienne décider qu'irrévocable sera la forclusion quand l'acte pour l'accomplissement duquel le délai s'avérait imparti, n'aura pas été effectué avant le 15 janvier 1940.

34. Il semble d'ailleurs que l'intention du législateur soit de ne pas faire franchir le cap de l'année nouvelle aux diverses prorogations qu'il doit édicter : celle du 29 novembre 1939 relative précisément aux délais en cours ou à courir devant les trois tribunaux « uniques » — Conseil d'Etat, Cour de cassation, Tribunal des conflits — rétroagissant elle aussi, reconduit jusqu'au 31 décembre 1939 et les délais atteints déjà par la prorogation du 1^{er} septembre — venant donc en bloc à expiration le 31 octobre — et les délais dont le terme normal se situe entre le 1^{er} octobre et la « mise en vigueur » du décret. *Quid*, des délais expirant entre cette date et le 31 décembre ? Il faut admettre qu'ils ne bénéficient pas de la prorogation, bien qu'il ait été plus simple, à notre avis, d'opérer convergence totale aux derniers jours de l'année, de toutes les échéances...

Mais le décret du 29 novembre 1939, en son article 3, se voit, pour certains de ses effets, attribuer validité depuis sa « mise en vigueur » jusqu'à moment indéterminé qu'ultérieurement désignera le gouvernement : tous les délais venant à expiration dans cette période seront automatiquement doublés, sauf s'il s'agit :

1^o de délais déjà prorogés, dont l'échéance demeure fixée au 31 décembre 1939;

2^o de délais de distance ou d'« éloignement », déjà doublés en raison de la guerre maritime;

3^o du délai de recours...

du délai de dépôt de mémoire ampliatif (art. 7, Titre VII du décret-loi du 30 octobre 1935)...

Quand le pourvoi est suspensif (divorce).

*
* *

35. Le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux mobilisés agit à partir du 2 septembre, 0 heure, jusqu'à clôture par décision gouvernementale à intervenir.

Tout de suite faut-il remarquer qu'en dépit de la terminologie du texte, il ne s'agit pas là d'une « suspension » de délais même *lato sensu* comme l'insinue M. Japiot. Si le mot, accolé d'expressions corrélatives telles que « reprises », fourmille en les articles 2 et suivants ainsi qu'en les dispositions « satellites » au point de créer confusion que nous avouons « lancinante », l'article 1^{er} en exclut précisément l'idée : « aucune prescription, expiration de délais ou péremption... ne peut être opposée... » et l'inopposabilité comporte *prorogation*, jusqu'à une date — en l'espèce non encore déterminée — de tous les délais qui seront alors précédemment venus à expiration. Cette date, en l'état actuel du texte de l'article 1^{er}, entraîne donc automatique retombée des échéances « suspendues » (si l'on tient à maintenir le mot « suspension », il faut l'entendre des échéances, non des délais). Telle est l'interprétation qu'on peut donner de la clause, presque « de style » des décrets que nous qualifierons de *satellites*, du 29 novembre 1939 et du 26 mai 1940, d'après laquelle les prescriptions réglementaires qui mettront fin à l'inopposabilité « auront pour effet de réduire à néant la suspension des délais dont elles rétabliront le cours avant qu'ils ne soient parvenus à leur terme normal ».

Et cependant grande serait la tentation d'en déduire que les délais ne sont plus touchés par la loi à leur extinction, mais bien au degré précis d'écoulement où ils se trouvent quand la protection prend naissance; il y aurait ainsi véritable « suspension » impliquant ensuite « reprise, rétablissement du cours »...

Pareille théorie se heurte, selon nous, aux termes formels de l'article 1 du décret de septembre auxquels se réfèrent les décrets de novembre 1939 et de mai 1940, en vue d'en étendre le domaine d'une part (« Les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939... sont applicables... ») en vue d'autre part d'en restreindre l'application (« Les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 cesseront d'avoir effet... ») C'est toujours en définitive de l'opposition qu'il est question...

Si l'on prétend justifier le vocabulaire employé, doit-on penser que dans l'esprit du législateur de 1939 et de 1940, l'aménagement — inévitable et nécessaire — de la période où les mesures d'exception feront place au régime du temps de paix, constituera précisément à laisser aux intéressés pour agir le nombre de jours égal à celui restant encore à courir s'il y avait eu suspension... système que le président du tribunal, saisi par requête en « levée » (article 2 du décret du 1^{er} septembre), a le droit d'adopter s'il lui plaît...

Toutefois reste-t-il vrai que c'est là préjuger d'une décision à venir et qu'aussi longtemps qu'elle n'interviendra pas, le mécanisme de la prorogation s'accorde seul avec les textes en vigueur.

*
* * *

36. La prorogation ne s'ouvre à la date du 2 septembre 1939 que si le bénéficiaire appartient dès cet instant aux

catégories prévues de mobilisés; sinon ne prend-elle effet qu'au jour où, sa mobilisation devenant effective, il quitte son foyer, se met en route, acquiert, eu égard à ses occupations civiles, la qualité d'indisponible, jour qu'établiront avec suffisamment de netteté les mentions portées à l'ordre de rappel, à la feuille de déplacement, au livret militaire.

37. La saine logique paraît imposer solution corrélatrice en cas de démobilisation anticipée (ou de « cessation d'appartenance » aux catégories protégées)... Cependant aborde-t-on là, par suite de lacunes — graves — du texte, le problème d'ordre pratique sans doute le plus ardu qu'on ait à discuter en la présente étude.

Si le lendemain 0 h. de la radiation des effectifs, ou mieux du retour au foyer, devient opposable la déchéance encourue à raison de tous les délais normalement expirés depuis la mobilisation et que n'atteignent pas alors certaines mesures de suspension, d'augmentation ou de prorogation valables pour tous les citoyens, l'intéressé peut ne disposer que de quelques minutes avant le terme fatal et ne saurait que se heurter, dans l'accomplissement de l'acte prescrit, à des difficultés insurmontables (fermeture des greffes, des cabinets d'huissiers, acheminement de la correspondance...) D'autant que le décret du 1^{er} septembre 1939 n'agit sur les délais qu'une fois ceux-ci venus à expiration et que la date de « reprise » en réalité détermine le moment où cette expiration produit effet.

L'hypothèse s'avère inadmissible parce qu'établissant différence choquante de traitement entre individus démobilisés prématurément et militaires en activité de service lorsque la décision gouvernementale prévue à l'article 1^{er} rendra caduque la législation d'exception, de septembre

1939, relative aux mobilisés; alors fixera-t-on pour les « reprises » de délais, pour les définitives échéances, devrait-on dire, une période de « préavis » postérieure à la cessation des hostilités ou tout au moins calculée en vue de permettre à chacun de se réintégrer dans le mécanisme procédural du temps de paix; ainsi en a-t-on agi après les campagnes de 1870-1871 et de 1914-1918; en l'an V — et l'exemple aurait dû être suivi en 1939 — un seul texte instituait la protection couvrant les « défenseurs de la Patrie » et d'avance établissait comment elle s'éteindrait : le cas de démobilisation anticipée s'y trouvait expressément visé.

Toujours est-il que l'abandon — nécessaire — de cette première théorie conduit à penser — le professeur Japiot s'y résigne — qu'en l'état de l'ensemble législatif actuel, l'inopposabilité, une fois déclanchée en faveur d'un citoyen mobilisé, doit subsister aussi longtemps qu'une disposition réglementaire ne sera pas venu aménager les derniers instants du décret-support.

Pour garder la lettre, on trahit l'esprit !

Car, aux termes de l'article 1^{er}, la protection est liée à l'existence simultanée d'un statut personnel, celui de mobilisé *appartenant* à certaines formations de l'armée : le participe présent employé implique concomitance et des effets de la loi et de la situation juridique requise pour en bénéficier.

D'autre part, la procédure de « levée » qu'organise l'article 2, ne se conçoit et dans son fondement — que le « participe présent » de l'article 1^{er} conditionne — et dans ses modalités, qu'en raison même de cette concomitance. M. Japiot l'admet d'ailleurs puisqu'il s'excuse de passer outre quand il propose comme seul moyen d'action possible à l'encontre d'un démobilisé, le recours à l'ordonnance présidentielle prévue à l'article 2.

Enfin le « Rapport » qui, au *J. O.* du 2 septembre 1939, précède le décret, manifeste un tel souci d'en restreindre la portée qu'on reconnaîtra difficilement le caractère légal d'une extension dont les conséquences comportent privilège en contradiction formelle avec les principes de notre droit : l'ouvrier appelé en septembre aux frontières, « affecté spécial » en octobre et qui reprend aussitôt à l'usine, en cette qualité, la place qu'il a toujours occupée, le « récupéré » de juin 1940, rendu à la vie civile dès l'armistice, pour quelques jours d'indisponibilité jouissent pendant des mois de tous les avantages accordés aux mobilisés sans avoir à supporter les inconvénients du « statut » exigé... en dehors de toute contre-partie, de toute justification.

A cela faut-il ajouter que le décret du 1^{er} septembre 1939 n'ayant pas encore été abrogé — les correctifs et modificatifs dont on continue à l'affecter en témoignent — le démobilisé d'octobre 1939 et de juin 1940 bénéficierait ainsi du régime d'exception en avril-mai 1941 tout comme les prisonniers ou les militaires de l'armée d'armistice !

Le professeur Japiot, défenseur — peu enthousiaste — de cette thèse, ne voit pour l'adversaire du démobilisé — celui à qui profiterait sa forclusion ou déchéance — que deux moyens de briser cette protection tenace :

— Ou bien faire réitérer l'acte — par exemple la signification de l'arrêt d'appel ou de l'arrêt d'admission — en suite duquel le délai a couru ; un nouveau délai s'ouvrirait alors. Mais, puisqu'on admet la persistance des effets du décret de septembre 1939, à l'échéance de ce nouveau délai, la prorogation jouera et ce sera coup d'épée dans l'eau...

— Ou bien user de la procédure de « levée » d'opposition... On a vu que c'était là « pis-aller » qu'une exégèse grammaticale du texte semblait improuver. Nous repro-

cherons surtout au procédé d'entraîner l'institution loin de son but primitif : mis en présence d'une démobilisation dûment constatée, le président du tribunal ne pourra qu'acquiescer à la requête et autoriser la « reprise » ; cet automatisme, indispensable en l'espèce pour écarter l'arbitraire, cadre peu avec les pouvoirs d'appréciation souveraine que la loi confère à ce magistrat. Et cependant, avouons-nous ne pas oser trop pousser notre critique, car s'aménagerait ainsi par voie de justice cette fameuse période de « préavis » qu'on n'a pas su organiser par voie législative.

Mais préférons-nous ne pas suivre M. Japiot sur ce terrain de la protection « tenace » qui survit à la démobilisation et revenir à la première solution envisagée, celle de la concomitance nécessaire entre inopposabilité créée par le décret du 1^{er} septembre 1939 et statut personnel de mobilisé « appartenant » à certaines formations... Pour en écarter les conséquences inacceptables qu'on serait en droit d'en tirer, nous proposons le raisonnement suivant :

La concomitance a comme résultat fatal celui d'entraîner l'échéance de tous les délais, expirés durant la mobilisation, le lendemain même, 0 heure, du retour à la vie civile ; en l'état actuel du texte, elle implique donc impossibilité quasi-absolue d'agir avant forclusion ou déchéance et fait naître ainsi un cas de *force majeure*, une *excuse* que les tribunaux se devront d'obligatoirement recevoir parce que résultant de l'application de la loi. Cependant cette excuse de force majeure « légale » n'apparaît irréfragable qu'à l'instant précis où les délais s'éteignent sans que l'intéressé puisse encore s'acquitter d'une formalité quelconque ; ensuite subsiste-t-elle plutôt sous la forme d'une *présomption* qu'il appartient à l'adversaire de détruire en fournis-

sant la preuve qu'à telle date après sa démobilisation, l'intéressé se trouvait matériellement en mesure d'accomplir l'acte en vue duquel délai lui était imparti.

Ce système semble respecter et l'esprit et la lettre du décret de septembre 1939; il présente d'autre part cet avantage de ne pas refuser au démobilisé le minimum de protection dont il est justice d'entourer sa réadaptation civile tout en l'empêchant de se maintenir trop longtemps hors des normes de l'existence juridique du pays.

Il peut se présenter des cas où ce soit l'inaction du démobilisé qui importe le plus à son adversaire : ainsi quand il désire utiliser un certificat de non pourvoi pour faire transcrire une décision définitive de divorce (art. 252 du C. civ.). En cette hypothèse, l'avoué dudit adversaire devrait-il obtenir de son confrère représentant l'autre partie — ou des autorités de la commune où cette dernière réside — document en due et bonne forme — acte du Palais, constat, pièce officielle quelconque —, établissant qu'à sa date le démobilisé avait eu le temps d'agir... Encore les officiers ministériels qui dirigent la procédure sous leur responsabilité seront-ils bien avisés de montrer en ces circonstances une prudence extrême, car recours reste toujours susceptible d'être formé et admis puis d'amener cassation... Or, contrairement à l'opinion de M. le président Charrier (*La suspension générale des délais et la validité du nouveau mariage contracté par un époux divorcé*, *Gaz. Pal.*, 3-4 janvier 1941), nous estimons qu'un arrêt de cassation briserait, en l'espèce, les liens matrimoniaux noués en vertu d'un certificat de non pourvoi dont l'usage est taxé d'illégalité...

38. Le décret du 1^{er} septembre se trouve en quelque sorte « amoindri » le 29 novembre, quand sont exclus — sans effets rétroactifs — du bénéfice de l'article 1^{er} certains délais dont ceux de pourvoi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, délai de trois jours (contre l'ordonnance d'expropriation), délai de cinq jours (contre la sentence en évaluation d'indemnité), délai de huit jours (notification du pourvoi)... La prorogation cesse de les affecter trois mois après entrée en vigueur du décret d'exclusion; mais ceux à naître ensuite à l'encontre des mobilisés ne partageront pas le sort des délais de cassation courant à l'encontre de l'ensemble des citoyens et qu'atteint le décret — concomitant — du 29 novembre 1939 : ils jouiront d'un régime spécial plus avantageux que le doublement : l'augmentation uniforme de trente jours.

39. Mais ce même décret du 1^{er} septembre voit croître le nombre de ses bénéficiaires par les décrets des 26 et 30 mai 1940 à propos desquels il faut observer :

1^o qu'il s'agit toujours d'une prorogation, d'une inopposabilité atteignant les délais normalement échus entre le *dies a quo* de la période où joue la protection et le *dies ad quem*; les délais, dont l'échéance normale se situe au delà, ne se trouvent en rien affectés par cette mesure de faveur. C'est le sens de l'article 3 du décret du 26 mai : « sous réserve des dispositions transitoires qui pourront être alors adoptées, les décrets qui fixeront... la date où cesseront les suspensions et péremptions de prescriptions et de délais.. auront pour effet de réduire à néant la suspension des délais dont ils rétabliront le cours avant qu'ils ne soient parvenus à leur terme normal ». On a vu que les expressions « suspension » et « rétablissement du cours » ne sont pas ici *techniquement* employées selon les normes du vocabulaire...

2^o que ce *dies a quo* de la prorogation vient tomber :

a) soit au jour où l'ordre d'évacuation d'office est donné par les autorités publiques compétentes, qu'il y ait eu ou non faute de leur part, dont il serait injuste de faire retomber le poids sur des administrés contraints à l'obéissance.

b) soit au jour où les communications d'un lieu à un autre s'avèrent impossibles; situation composée d'un faisceau — instable — d'éléments disparates qu'il faut prouver — ou infirmer. C'est alors qu'apparaît l'utilité de cette jurisprudence de 1814-1818 — déjà présentée — d'où se dégagent et les diverses « formules » constitutives de la rupture et les pièces nécessaires pour en établir la réalité ou l'inanité.

3^o Que le *dies ad quem*, la date extrême jusqu'où la prorogation peut comporter effet, sera ultérieurement individualisé par décret; mais que les mêmes solutions préconisées pour le cas de démobilisation anticipée s'appliquent ici quand la personne ou la société évacuée a précédemment eu licence de régagner le siège ordinaire de son activité, quand les communes où formalités quelconques sont à accomplir, se révèlent précédemment débloquées...

*
* *

40. Les lois des 16 juillet, 20 août et 24 septembre 1940 comportent véritable suspension telle qu'elle a été définie au début de ce chapitre; toutes trois, l'une abrogeant l'autre, prennent effet rétroactivement au 10 mai inclus, c'est-à-dire à 0 heure. A cette date, tous les délais, sauf exceptions formellement prévues, cessent de courir, tous les délais, en l'état où ils existent alors, affectés ou non d'augmentation ou de doublement; il y a coupure : le nombre de jours ou de mois que le délai a déjà franchi

se trouve consolidé, inscrit à l'actif du délai; une simple soustraction donne alors la durée, l'ampleur de la partie restant à courir une fois la reprise autorisée; cette reprise marquera le début du cours des délais nés durant la période de suspension. Ainsi, tant qu'il y a interférence entre ces textes et un délai quelconque visé — délai en cours, délai qu'un acte juridique provoque — ce délai automatiquement est touché, alors qu'en un système de prorogation, seul le délai qui vient à expiration tombe sous le coup de la législation d'exception.

41. La loi du 24 septembre soulève une difficulté d'interprétation sérieuse en son article 1^{er} alinéa 4 ainsi conçu : « Toutefois ne bénéficieront pas de la suspension les délais susvisés (à l'alinéa 1) qui, en l'absence des dispositions de la présente loi, ne seraient pas encore venus à expiration avant le 31 octobre 1940. »

Or l'alinéa 1 (« sont suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 31 octobre 1940 inclus, tous les délais... »), se substituant aux textes de juillet et d'août, fait incontestablement rétroagir au 10 mai la loi du 24 septembre.

On s'est alors demandé si, en vertu de l'alinéa 4 précité, tous les délais, devant, « en l'absence des dispositions de la présente loi » arriver à terme après le 31 octobre, ne se trouvaient pas purement et simplement écartés du bénéfice de la suspension ayant pris naissance au 10 mai : ainsi, le délai de deux mois — délai de pourvoi, par exemple — s'ouvrant au 4 septembre, dont l'expiration demeurerait fixée comme en période normale au 5 novembre, minuit...

Mais le texte porte : « en l'absence des dispositions de la présente loi », c'est-à-dire, l'exégèse grammaticale étant seule en cause : à supposer que la présente loi — celle du

24 septembre — n'ait jamais été promulguée; rien n'autorise à lire : en l'absence de la législation d'exception édictée depuis juillet, à plus forte raison : en l'absence de la législation d'exception édictée depuis septembre 1939...

En conséquence, dans tous les cas où l'on devra tenir pour non avenue la loi du 24 septembre, les textes des 16 juillet et 20 août n'en subsisteront pas moins, d'autant que ne joue plus alors, par définition, l'article 4 de la loi du 24 septembre qui stipule leur abrogation.

L'alinéa 4 s'interprète donc de la façon suivante : les délais dont l'expiration, non pas normale, non pas « en l'absence de toute législation d'exception », mais compte tenu de la suspension portée aux lois des 16 juillet et 20 août comme des augmentations ou doublement portés aux décrets antérieurs, se produirait « en l'absence de la seule loi du 24 septembre », à une date postérieure au 31 octobre 1940, ne sont pas affectés par la prolongation de suspension — du 1^{er} au 31 octobre — qu'implique la loi du 24 septembre et recommencent — ou commencent à courir le 1^{er} octobre : le délai de pourvoi de deux mois, visé plus haut, atteint par la loi du 20 août (suspension jusqu'au 30 septembre) reste « stoppé » tant qu'elle garde effet : 30 septembre... La date du 1^{er} octobre servira d'abord de base fictive, de base de calcul pour déterminer si ce délai — expirant, « en l'absence des dispositions de la loi du 24 septembre » avant ou après le 31, doit ou non être engrené dans le mécanisme de ladite loi; ce n'est qu'en cas de réponse négative — cas de l'espèce présentement envisagé — que cette base de calcul du 1^{er} octobre se transformera en base réelle de départ et le délai courra jusqu'au 2 décembre...

De même un délai de pourvoi en matière prud'hommale

— cinq jours — doublé en vertu du décret du 29 novembre 1939, article 3 — ce qui fait dix jours — et qui naît le 22 octobre 1940, expirera le 2 novembre et non le 10, comme c'eût été le cas si, n'étant pas affecté de doublement, il avait dû normalement expirer avant le 31 octobre...

Ainsi le législateur n'a-t-il voulu faire bénéficier de la prolongation incluse en la loi du 24 septembre 1940 que des délais, ou bien de durée totale fort courte, ou bien dont la tranche restant à courir est de durée fort courte, ou bien dont le cours est inclus tout entier dans le mois d'octobre 1940.

Il en a rejeté :

1^o les délais d'une durée supérieure à un mois nés ou à naître entre le 10 mai et le 1^{er} octobre 1940;

2^o les délais dont, au 10 mai 1940, plus d'un mois restait encore à courir;

3^o les délais, nés après le 1^{er} octobre 1940, dont le cours excède le nombre de jours séparant le *dies a quo* du 31 de ce mois.

La date du 1^{er} octobre semble marquer, en quelque sorte, étape de « reprise » sur le chemin du retour — proche — au régime normal du temps de paix.

*
* *

42. Ce régime normal — ou quasi-normal — l'existence de la ligne de démarcation entre zone libre et zone occupée le rend bien aléatoire : encore faut-il remarquer qu'il implique persistance de certaines mesures prises au début de la guerre et qu'aucun texte n'est venu abroger (législation relative aux mobilisés — doublement des délais de procédure devant la Cour de cassation, le Conseil d'Etat, le

Tribunal des conflits), persistance aussi du doublement des délais de distance ou d'éloignement pour cause de guerre maritime. Mais, dès avant que n'expirent les effets de la loi du 24 septembre, une certaine survivance de la protection légale est prévue par *la loi du 29 octobre 1940*.

43. Celle-ci reprend et développe l'article 2 du « second décret » du 1^{er} septembre 1939, modifié le 3 novembre et porte autorisation donnée aux juridictions compétentes de relever les parties des forclusions qu'elles ont pu encourir « parce qu'elles se sont trouvées, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, dans l'impossibilité d'agir du fait de la restriction des communications... » entre les deux zones (article 1, alinéa 1).

44. La loi, publiée au *J. O.* du 3 novembre, légitime tout relèvement de forclusion prononcé depuis le 31 octobre, quelle que soit la date d'expiration du délai pourvu que l'empêchement résulte totalement du motif exposé à l'alinéa 1, c'est-à-dire ait duré autant que le délai et ait persisté tout le temps que celui-ci s'écoulait; tel est le sens de l'alinéa 3 : « Toutefois le juge ne pourra pas relever de la forclusion l'intéressé qui se trouvait, soit au premier, soit au dernier jour du délai dans la même partie du territoire que celle où l'acte devait être accompli » : donc zone occupée quand il s'agit d'un dépôt à effectuer au greffe de la Cour de cassation : zone identique à celle où réside la personne à atteindre quand il s'agit d'une signification; le cas visé est bien entendu la présence effective du plaideur, non celle de son avocat ou représentant qui peut ne pas avoir reçu d'instructions de son client ou mandant.

En réalité y a-t-il là, comme au décret du 1^{er} septem-

bre 1939, article 2, rappel, aménagement de l'excuse de force majeure ou plutôt sollicitation tacite adressée aux magistrats d'avoir à l'admettre avec plus de libéralité. Mais il semble que le législateur du 29 octobre 1940 ait fait bon marché du principe — jusqu'à présent consacré — d'après lequel on doit pouvoir jouir, pour délibérer, de la totalité du délai imparti, l'obstacle de force majeure devant opérer suspension. C'est ainsi qu'en une décision, déjà citée, du 14 février 1815 (Cass. civ., *Bruasse*), le délai de signification de l'arrêt d'admission — alors trois mois — avait été augmenté du temps pendant lequel impossibilité d'agir avait été reconnue¹. Or l'alinéa 3 déclare forclore la partie qui, ne disposant dans un délai quelconque que d'une seule journée où s'avère possible l'accomplissement de l'acte prescrit, ne la met pas à profit pour y procéder. Et cette journée peut être, soit la dernière du délai — ce qui se justifierait à la rigueur — soit la première, ce qui exclut toute délibération sérieuse, ce qui, en matière de cassation, empêche le requérant de se munir, avant de former pourvoi, d'une consultation écrite de son avocat, ou de solliciter le bénéfice de l'assistance judiciaire. *Quid*, d'autre part, si l'intéressé ne se trouve en état d'agir aux termes de l'alinéa 3, c'est-à-dire présent dans la zone adéquate, que le second, le troisième ou l'avant-dernier jour du délai ? Doit-il, s'il reste alors dans l'inaction, se voir obligatoirement refuser le relèvement de forclusion, comme il est prévu quand l'incident a lieu le premier ou le dernier jour — et ce serait là solution logique, eu égard à l'*esprit* du texte. Ou bien échappe-t-il à l'ostracisme parce que n'ayant pas été « du même côté » de la ligne de démarcation, « soit au premier soit au

1. *Supra*, n° 14.

dernier jour du délai » — et ce serait là solution parfaitement injuste, mais conforme à *la lettre* du texte...

En tout cas, puisqu'un seul jour d'activité « libre » est reconnu suffisant, il faut admettre qu'espace minime de temps doit s'écouler entre l'instant où, le délai une fois expiré, l'obstacle est, en l'espèce, levé et l'instant où la formalité requise reçoit accomplissement. Ainsi la portée de la loi du 29 octobre quant à la période supplémentaire, à la période de « dépassement » qu'elle autorise le magistrat de reconnaître valable « après coup », apparaît-elle relativement limitée; il n'en demeure pas moins vrai qu'à tout moment la partie qui croyait venu à terme, sans que son adversaire ait agi, tel délai de procédure peut s'attendre à tout voir remettre en question... D'autant qu'ici, le fait qu'une partie ait procédé à l'exécution (transcription d'un divorce par exemple) n'entrave en rien l'application de la loi : pourvoi contre l'arrêt transcrit serait susceptible, étant formé hors délai à cause de l'existence de la ligne de démarcation, et d'être admis par relèvement de forclusion et d'entraîner cassation¹.

*
* *

45. De la reprise du « régime normal » sont exclus, comme en 1939, les délais « prescrits à peine de déchéance ou de nullité par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de

1. Nous employons le conditionnel car la question se pose de savoir si la loi du 29 octobre 1940 s'applique aux délais de cassation puisque ceux-ci font l'objet d'un texte presque concomitant, la loi du 28 novembre 1940. Mais comme cette dernière loi exclut de la prorogation qu'elle implique certains délais en matière de pourvoi suspensif (divorce), on pourrait soutenir que ces délais, retombant dans le régime commun, ne doivent pas être traités plus sévèrement que les autres délais suspensifs — ceux d'appel par exemple — qui, eux, bénéficient sans aucun doute de la loi du 29 octobre.

cassation, le Tribunal des conflits... » La loi du 28 novembre 1940, rétroagissant, reporte au 31 mars 1941 toutes les échéances devant se produire entre cette date limite et le 1^{er} novembre 1940, que les délais ainsi visés aient été déjà « suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 31 octobre 1940 par la loi du 24 septembre 1940 » ou qu'ils soient venus à expiration « entre le 31 octobre 1940 et le 31 mars 1941 », cette dernière catégorie englobant :

1^o les délais n'ayant pas bénéficié, parce qu'expirant après le 31 octobre, du supplément de suspension accordé par la loi du 24 septembre ;

2^o les délais nés après le 31 octobre 1940 et devant, affectés ou non d'augmentation ou de doublement, expirer avant le 31 mars 1941.

Restent en dehors de la prorogation le délai de dépôt du pourvoi, le délai de dépôt du mémoire ampliatif quand le recours est suspensif (divorce).

Il est nécessaire d'insister sur ce point que la prorogation de la loi du 28 novembre 1940 atteint les délais de cassation au jour de leur échéance, ce jour ayant subi le contre-coup de toutes les lois antérieures d'exception.

*
* *

46. Conçue dans les mêmes termes, la loi du 19 avril 1941 prolonge les effets de la loi du 28 novembre 1940 « jusqu'à la date légale de cessation des hostilités ». Il est à signaler que les délais visés n'ont pas été suspendus par les lois des 24 septembre 1940 et 28 novembre 1940, mais suspendus par la première et prorogés par la seconde.

Section II. — Action indirecte sur les délais de procédure.

47. Il s'agit de l'interdiction d'engager ou poursuivre des instances telle quelle résulte de l'article 1^{er} alinéa 4 du « premier » décret de septembre 1939 ainsi conçu : « Pendant le même temps, à l'égard des personnes et des sociétés susvisées, les instances seront engagées ou poursuivies, les actes d'exécution seront accomplis dans les conditions fixées à l'article 2 ». Ce texte subordonne, en faveur de ceux que protège le décret du 1^{er} septembre 1939, dit des « mobilisés » — décret dont le bénéfice sera étendu aux « évacués » en mai 1940 — l'engagement ou la continuation d'une instance à la formalité de l'autorisation préalable par ordonnance présidentielle rendue sur requête.

On a vu¹ que cette interdiction — largement tempérée d'ailleurs — équivalait à l'égard des personnes « protégées » à suspension ou mieux prorogation de délais puisque l'activité de l'adversaire du mobilisé ou de l'évacué, en déterminant délai — qui ne court pas — à l'encontre de ce mobilisé ou de cet évacué, se trouve vite bloquée. Cependant, ajoute-t-elle — indirectement — à la rigueur de la prorogation de délais résultant de l'alinéa 1, et cela, en portant effet avant même que ne soit accompli l'acte générateur du délai.

Si, durant l'examen non contradictoire de l'affaire devant la Chambre des requêtes ou la Chambre sociale, le demandeur n'a point à se préoccuper de la situation militaire ou de la situation d'« évacué » du défendeur, tenu hors du débat (malgré la pratique des « surveillances »), dès qu'à ce dernier il faut faire connaître l'existence du pourvoi,

1. *Supra*, n° 9.

et, partant, dès qu'il faut l'assigner, dès qu'au surplus, il faut poser une formalité qui poussera l'instance en avant, l'autorisation judiciaire prévue à l'article 2 devient nécessaire et doit précéder toute action formaliste, à peine de nullité de celle-ci.

Au contraire, dans le cas où les délais seuls, non l'instance, sont directement atteints par la législation d'exception (suspension des lois de juillet-août-septembre 1940), la partie qui veut engager ou poursuivre l'instance, est obligée, préalablement à toute requête en « levée », de provoquer naissance du délai.

Cette interprétation de l'alinéa 4, à laquelle la doctrine, surtout représentée par M. le professeur Japiot, ne paraît pas se rallier de bonne grâce, résulte de la seule exégèse possible et de l'alinéa 4 et de l'alinéa 5 qui porte rédaction suivante : « Pour la sauvegarde des droits qui ne pourraient être exercés en vertu des dispositions ci-dessus, tous délais sont prorogés et aucune forclusion ne peut être encourue » : s'il y a prorogation ou prohibition de forclusion à l'égard des délais impartis pour agir contre un « mobilisé » ou un « évacué », il est évident que la loi écarte jusqu'à la possibilité de l'« action », jusqu'à l'éventualité licite — sans autorisation préalable — de l'accomplissement même de la formalité requise.

La personne « protégée » se voit ainsi garantie du risque non négligeable d'être atteinte, quelquefois à son insu, par un acte générateur de délai — signification, notification — lequel délai, automatiquement, sans autre avis, commencerait à courir contre elle une fois la protection disparue.

*
* *

Remarques d'ensemble :

48. Quelques remarques d'ensemble, touchant au mécanisme de la législation d'exception aussi bien en ses répercussions sur les délais que sur les instances, doivent clore cet aperçu de technique juridique où nous nous sommes efforcé, comme du haut de la passerelle d'une quelconque salle des machines, de percer le mystère d'un fonctionnement dynamique.

49. *Effets de la rétroactivité :* quand, par suite de circonstances diverses, un texte n'est publié qu'un certain laps de temps après la date où normalement il commence à produire conséquences, quand il rétroagit, et qu'une décision judiciaire a été régulièrement exécutée dans l'intervalle, les droits en résultant ne peuvent être remis en question. Il y a donc là rétroactivité imparfaite et ce, pour des motifs d'ordre et de tranquillité publique.

50. *Combinaisons des textes entre eux :* Tous les textes de suspension, d'augmentation ou de prorogation de délais, d'interruption d'instances, s'imbriquent : les effets de l'un peuvent se maintenir dans un délai qui passera, ainsi transformé, dans l'engrenage de l'autre : un délai de cassation, doublé en vertu du décret du 29 novembre 1939, sera atteint, avec son doublement, par la suspension des lois de juillet-août-septembre 1940 et tombera ensuite sous le coup de la prorogation du 28 novembre 1940.

51. *Durée de la validité :*

a) *Législation dite des « mobilisés » :* Elle est toujours en vigueur; maintenant que les affectés spéciaux et autres catégories de personnel exclues ont été libérés de tout

service, elle couvre l'ensemble des mobilisés: militaires appartenant à l'armée de l'armistice, prisonniers de guerre, que ces derniers soient retenus en des camps ou qu'ils bénéficient de congés de captivité, soumis qu'ils sont encore, en ce cas, au pouvoir discrétionnaire des autorités allemandes ou italiennes. A leur encontre nul délai, nulle instance ne sont opposables tant qu'une ordonnance de « levée » n'a pas été obtenue, tant que n'a pas été formulée renonciation à se prévaloir du décret protecteur.

Une disposition toute récente — la loi du 4 mai 1941 (*J. O.* du 25 mai) — prévoit, en faveur des prisonniers ou internés *définitivement* libérés, le maintien, durant six mois, de la protection incluse dans le décret du 1^{er} septembre 1939, en ce qui concerne l'introduction des instances et leur continuation, l'exécution des décisions judiciaires...

La période de six mois s'ouvre au jour de l'entrée en vigueur de la loi si la démobilisation définitive a déjà été effectuée, au jour de cette démobilisation dans le cas contraire.

b) *Législation des « évacués »* : Il semble que les décrets de suspension générale de juillet-août-septembre 1940 l'aient rendue sans objet.

En tout état de cause, elle a été abrogée par la loi du 27 septembre 1940 (*J. O.* du 24 octobre) : l'inopposabilité qu'édicte le décret du 26 mai 1940 cesse de produire effet au 31 octobre, minuit; l'octroi de la protection, par jugement, prévu au décret du 30 mai, devient impossible à dater de la publication de la loi du 27 septembre.

c) *Législation relative aux délais de procédure devant les trois juridictions « uniques »* : subsiste le doublement prévu

à l'article du décret du 29 novembre 1939 et la prorogation de la loi du 19 avril 1941.

d) *La loi du 29 octobre 1940* (relèvement facultatif de forclusion) est toujours en vigueur.

Toutes les autres dispositions, à échéance *datée* dès la publication, sont devenues caduques.

CHAPITRE III

INCIDENCE QUANT AUX PERSONNES

SOMMAIRE

52. Etat de la question, division du chapitre :
- Section I. — Détermination des personnes protégées.*
- § I. *Textes d'incidence générale quant aux personnes.* — 52. Enumération, effets.
- § II. *Textes d'incidence restreinte quant aux personnes.* — 53. Enumération. Situations provoquées.
- A. *Situation de mobilisé.* — 54. Définition juridique de la mobilisation. — 55. L'état de « mobilisé » selon la loi du 11 juillet 1938. — 56. Catégories de mobilisés atteintes par le décret du 1^{er} septembre 1939. — 57. Exclusion des personnes ayant continué ou repris, depuis leur mobilisation, une exploitation commerciale ou industrielle. — 58. Exclusion des affectés spéciaux, requis et engagés volontaires civils. — 59. Cas des infirmières militaires.
- B. *Situation d'évacué.* — 60. Définition juridique de l'évacuation. — 61. Double critère : domicile dans une région donnée; région donnée affectée d'un « état de droit » ou d'un « état de fait ». — 62. Etat de droit : acte administratif d'évacuation d'office. — 63. Etat de fait : interruption des communications.
- C. *Situation de partie mise dans l'incapacité d'agir par suite d'événements de guerre.* — 64. Distinction d'avec la situation d'évacué. — 65. Comment est accordée la protection. Personnes bénéficiaires.
- D. *Situation de partie mise dans l'incapacité d'agir par suite de l'inaction d'une personne « protégée ».* — 66. Textes où elle est prévue.
- Section II. — Détermination des personnes à qui ne peut être opposée la protection légale.* — 67. Disposition générale commune à toute la législation d'exception. — 68. Dispositions particulières (décret du 1^{er} septembre 1939, relatif aux mobilisés; loi du 24 septembre 1940).

51. A qui profite la législation d'exception, élaborée durant la campagne 1939-1940 ? En d'autres termes, quels sont les « sujets de droit » admis à s'en prévaloir ? — S'il y a discrimination, quels critères, inhérents à la personne — et non pas à la nature du délai — peuvent être dégagés ?

A qui porte-t-elle préjudice ? En d'autres termes, quels sont les « sujets de droit » susceptibles de se la voir opposer — toujours pour des raisons inhérentes à leur statut personnel et non pas à la nature du délai dont s'agit ?

C'est à ces deux questions qu'il faut maintenant répondre.

Section I. — Détermination des personnes protégées.

Ici, la division s'impose en textes d'incidence générale et textes d'incidence restreinte quant aux personnes visées.

§ 1. Textes d'incidence générale quant aux personnes.

52. Ce sont : les décrets du 1^{er} septembre 1939 — « second » décret — article premier, portant prorogation automatique de délais ; du 29 novembre 1939, relatif aux délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le Tribunal des conflits ; les lois des 16 juillet, 20 août, 24 septembre 1940, entraînant suspension des délais ; du 28 novembre 1940 et du 19 avril 1941 prorogeant à nouveau les délais de procédure devant les trois juridictions « uniques ».

De ces textes, se trouvent, par définition, bénéficier toutes personnes, physiques ou morales, à l'encontre desquelles court ou doit courir un délai quelconque atteint par la loi, sans qu'ait à entrer en ligne de compte la natio-

nalité, la profession, l'endroit où activité est exercée, où domicile, résidence est possédée...

§ 2. *Textes d'incidence restreinte quant aux personnes.*

53. Ce sont les dispositions prises en faveur de certaines catégories de personnes, physiques ou morales, affectées plus que d'autres par la répercussion des événements de guerre et que l'équilibre social, détruit à leur préjudice, commande d'entourer d'une protection juridique spéciale, d'un traitement privilégié...

Ces événements de guerre provoquent quatre situations : situation de « mobilisé », situation d'« évacué », situation de partie mise dans l'impossibilité d'agir tout en n'étant ni mobilisée ni évacuée, situation de partie mise dans l'impossibilité d'agir par suite de l'inaction d'un adversaire « protégé ».

54. A) *Situation de mobilisé.* — La mobilisation est l'acte en vertu duquel l'Etat, voulant obtenir un résultat par la voie des armes — résultat d'attaque ou de défense — dirige vers ce résultat, d'une façon privative, l'activité de certains de ses ressortissants, que cette activité soit requise par lui (appel sous les drapeaux) ou qu'elle lui soit offerte (engagements volontaires).

55. Les leçons de la campagne 1914-1918, la construction subséquente de lignes défensives, fortifiées et abondamment pourvues de moyens de feu, ayant fait envisager les hostilités futures — celles qui se sont déclanchées en 1939 — sous l'angle d'une lutte économique, d'un blocus, sous l'angle d'une lutte par désorganisation des arrières et bombardements aériens, le nombre et le rôle des combat-

tants proprement dits devaient perdre nécessairement de leur ampleur dans les conceptions stratégiques d'« entre deux guerres » tandis que devaient augmenter les besoins présumés en main-d'œuvre et services. Cette main-d'œuvre, ces services n'avaient, quant à leur objet, que lointains rapports avec l'armée; on ne pouvait cependant songer à conserver pour eux le régime disciplinaire du temps de paix vu les remous sociaux — grèves, ralentissement du travail — que la propagande ennemie aurait pu y propager, vu la coordination indispensable avec les autorités chargées d'organiser le combat... On fut donc amené à « militariser », à lier par mobilisation aux forces armées — partant à soumettre à la discipline, à la hiérarchie, à la juridiction militaire — tous ceux qui participeraient à l'œuvre de production, à l'œuvre de « défense passive » et de protection... d'où la loi du 11 juillet 1938 « sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre »...

Mais l'emploi de tout ce personnel s'y trouvait prévu « sur place » et dans les mêmes conditions de liberté, de loisirs, de salaire qu'en temps de paix... La rupture d'équilibre ne se produisait pas à son encontre puisque sa mobilisation ne créait pas *vocation* à changement d'état, le dit état comportant, par ailleurs, maintien hors de la zone des opérations de guerre.

56. Aussi le décret du 1^{er} septembre 1939 — « premier » décret — dit improprement « des mobilisés » — ne déduit-il pas de conséquences juridiques de la mobilisation des intéressés *stricto sensu*; le terme n'y figure qu'une seule fois et à l'article 3 qui, portant exception d'importance toute relative, pourrait disparaître sans nuire à l'intelligence du texte principal.

L'article premier s'attache à une *appartenance*, appartenance aux formations de l'armée et du territoire, appartenance aux formations « visées par l'article 11, alinéa 1, paragraphe « e » de la loi — précitée — du 11 juillet 1938.

Par formations de l'armée — puisqu'il y a opposition de style avec formations du territoire — il faut entendre les troupes, états-majors et services dépendant du commandant en chef (des forces terrestres, des forces aériennes, des forces maritimes) et, par formations du territoire les mêmes éléments, placés sous l'autorité du ministre (de la Guerre, de l'Air, de la Marine); la distinction, si délicate et épineuse en d'autres matières — solde par exemple — ne présente pas ici d'intérêt, l'appartenance à l'une des deux formations entraînant protection identique.

L'article 11, alinéa 1^{er} prescrit d'adjoindre dès le temps de paix aux services chargés de la défense passive, un personnel de complément composé notamment (paragraphe « e ») de formations à effectif « d'hommes des deux dernières classes libérées d'obligations militaires en vertu de la loi du 31 mars 1928. Ces hommes restent à la disposition du ministre de la Guerre... ils reçoivent à cet effet une affectation de mobilisation. Ils restent soumis aux obligations des lois et règlements militaires ». Il s'agit donc là des compagnies de défense passive, non combattantes, destinées à lutter contre les incendies, à tenir la main aux obscurcissements, à signaler les périodes d'alerte, à s'acquitter des besognes de sauvetage et de déblaiement. Le décret du 1^{er} septembre 1939 en admet les membres au bénéfice de l'innoposabilité — bien qu'ils aient plutôt le caractère de requis civils, parce que « pris en charge par l'administration militaire », ils ne perçoivent plus « qu'une solde ou des prestations en nature » et que leur activité est « le plus souvent

totalelement absorbée par le service » (Rapport au Président de la République, *J. O.* du 2 septembre 1939, p. 10976).

Tous les militaires appartenant aux formations de l'armée, du territoire et de la défense passive (selon les normes de l'art. 11, alinéa 1, paragraphe « e » de la loi du 11 juillet 1938) — tous, qu'ils soient de réserve ou d'active ou de carrière — se trouvent « personnes protégées » aux termes du décret de septembre 1939, article premier; de même les sociétés de commerce — celles que la loi reconnaît à l'article 19 du Code de commerce — « dont tous les associés en nom collectif, les gérants ou les administrateurs appartiennent aux dites formations ».

57. Mais l'article 3, parmi ces « personnes protégées », en distingue certaines « qui, directement ou par préposé, auront continué ou repris, depuis la mobilisation, une exploitation commerciale ou industrielle »; elles seront alors présumées avoir renoncé à se prévaloir des dispositions de l'article premier, « pour ce qui concerne leur exploitation ». La mesure est textuellement empruntée à la loi du 26 juillet 1918 et la jurisprudence alors dégagée peut être à bon droit considérée comme apportant matériau d'interprétation. Ainsi a-t-elle toujours admis qu'il y a là, selon l'expression du professeur Japiot¹ « *présomption juris et de jure*, que l'intéressé ne saurait faire tomber même en prouvant qu'il n'avait aucunement l'intention de renoncer à la protection légale; bien plus, ne saurait-il se livrer aux occupations prévues à l'article 3 sous la réserve expresse que cette protection lui demeurera néanmoins acquise pour tous les délais et instances en résultant.

1. *Lois Nouvelles*, 1940.1.217.

L'article 3 stipule donc cause absolue de déchéance... M. Japiot fournit, de l'emploi du terme « présomption de renonciation » une explication pleine d'humour : ce serait, dit-il¹, une « satisfaction platonique, une élégance législative... un coup de chapeau donné par le législateur » — cette dernière formule étant du professeur Saleilles — « en considération des égards dus aux mobilisés ».

Quoi qu'il en soit, apparaît ainsi :

- une catégorie d'activités, continuation ou reprise d'une exploitation industrielle ou commerciale ;
- exercées durant une certaine période : depuis la mobilisation de l'intéressé,

qui, pour les actes juridiques s'y rapportant — et pour ceux-là seulement — exclut du bénéfice des dispositions de l'article 1^{er} les personnes, physiques ou morales, qui s'y adonnent.

Cette catégorie d'activités ne comprend pas la continuation ou la reprise d'une exploitation agricole (jurisprudence constante après 1918; T. civ. Yvetot *Durand c. Dame Fenestre*, 12 octobre 1939, *Gaz. Pal.* 1939.2.296; T. cant. Dannemarie, 14 mars 1940, *Gaz. Pal.* 1940.1.395).

Quant à la période à partir de laquelle « continuation ou reprise » vaut « présomption de renonciation », le texte de l'article 3 la définit ainsi « depuis la mobilisation »; bien entendu faut-il lire : « depuis la mobilisation » de l'individu commerçant ou industriel; depuis le moment où sont mobilisés tous les associés en nom collectif, gérants et administrateurs de la société intéressée.

Mais la rigueur de l'exclusive portée s'entend non seulement si l'industriel ou le commerçant, mobilisé sur place ou

1. *Lois Nouvelles*, 1940.1.217.

disposant de loisirs, continue ou reprend par lui-même son exploitation, mais encore s'il agit par préposé; en ce cas, le dit préposé ou gérant « est présumé avoir reçu un pouvoir l'autorisant à soutenir l'instance » au nom du mandant. Ici, la présomption — irréfragable comme l'autre — consacre un principe de bon sens, une règle d'ordre général dont la jurisprudence fait application même en dehors du domaine propre de l'article 3; c'est ainsi que les décisions, déjà citées, du Tribunal civil d'Yvetot et du Tribunal cantonal de Dannemarie, visant le cas d'une exploitation agricole continuée par la femme du mobilisé, n'admet pas le demandeur à diriger l'action contre celle-ci, le renvoyant à citer le mari « sous réserve de l'autorisation judiciaire » prévue à l'article 2. Pour savoir si la femme agit ou non en qualité de préposée, de mandataire, il faut examiner la nature des intérêts qu'elle gère : que ces intérêts lui soient personnels, qu'eu égard à son régime matrimonial, elle soit habilitée seule à en assumer la gestion (et non point conjointement avec son époux), alors seule également doit-elle avoir à répondre de ses actes, sans qu'intervienne une idée quelconque de représentation ou de mandat tacite (T. civ. d'Yvetot; T. cant. de Dannemarie; T. civ. Toulouse, *Laborde c. Damase*, 7 octobre 1939, *Gaz. Pal.* 1939.2.281 avec note).

*
* *

58. D'autres « mobilisés » — au sens juridique de l'institution — existent que le décret du 1^{er} septembre 1939 exclut par prétérition, mais que le « Rapport au Président de la République » désigne clairement comme « personnes non protégées ». Ce sont :

— Les « assujettis » au service militaire qui sont mobilisés dans la position « d'affecté spécial ».

— Les individus, dégagés de toute obligation militaire, requis civils.

« Les uns et les autres toucheront des émoluments correspondant à leur emploi et jouiront, en fait, d'une liberté suffisante, pour parer à la défense normale de leurs intérêts. »

— Les engagés volontaires civils : « Ces personnes choisissent, en principe, l'emploi auquel elles seront affectées et touchent une rémunération correspondante au salaire normal attaché à cet emploi ainsi que des indemnités de déplacement pour elles et leur famille. »

59. Une difficulté se présente quant au statut des infirmières « engagées volontaires » — civiles, pensons-nous — qui cependant subissent les mêmes vicissitudes, les mêmes dangers, la même discipline — spécialement pour le régime des permissions — perçoivent la même solde que les officiers du corps de santé appartenant au personnel des hôpitaux ou ambulances dans lesquels elles servent. Durant toute la campagne 1939-1940, ce statut a fait l'objet de décisions, souvent contradictoires, du ministre de la Défense nationale, du Grand Quartier général, et des quartiers généraux d'armée ; il semble que vers les mois de mars et avril 1940, l'assimilation complète avec le personnel militaire ait été sur le point d'aboutir... Toujours est-il qu'en l'absence d'une décision de principe — en l'espèce, d'une mesure gouvernementale — on ne saurait comprendre, parmi les personnes « protégées » par le décret du 1^{er} septembre 1939, des « non militaires ».

60. B) Situation d'évacué. — Elle est définie à l'article 1^{er} alinéa 2 du décret du 26 mai 1940 qui vise « les personnes domiciliées et les sociétés ayant leur siège dans les pays évacués d'office sur l'ordre des autorités publiques ou dans les communes avec lesquelles les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre ».

61. Le critère apparaît ici double : deux éléments s'en dégagent :

1. Domicile — ou siège social — dans une région donnée... domicile et non pas résidence : l'intéressé peut donc corporellement y demeurer ou non.

2. La « région donnée » doit être affectée soit d'un « état de droit », soit d'un état de fait.

62. « *Etat de droit* » : proclamation de l'évacuation d'office en des formes quelconques par les autorités publiques, compétentes aux regards de la population; il faut qu'il y ait ordre — verbal ou écrit — entraînant pour ceux qui habitent sur place, obligation de partir et non simplement invitation, exhortation, conseils de prudence... Peu importe que cet ordre émane d'une autorité agissant en dehors ou à l'encontre d'instructions hiérarchiques, peu importe qu'il y ait *faute* de la part de cette autorité, pourvu que la mesure, de par son caractère d'acte de police administrative, entre dans ses attributions normales, pourvu que les administrés, avec le minimum d'esprit critique qu'on peut exiger d'eux, soient fondés à ne pas suspecter excès de pouvoir...

En pratique l'évacuation d'office a d'abord été portée par dépêches ministérielles, arrêtés préfectoraux, pour tout un département, un arrondissement, un canton, un groupe de communes; puis avec l'avance des colonnes motorisées allemandes, désorganisant les arrières, coupant les moyens

de transmission, la zone d'influence des représentants du gouvernement et du commandement s'est rétrécie territorialement de plus en plus : les fonctionnaires locaux ont été abandonnés à leurs seules initiatives et, de par certaines défaillances, des transferts de compétence ont eu lieu : le maire absent a pu se trouver remplacé par le receveur d'enregistrement ou même par un simple citoyen sans mandat régulier mais doué d'une énergie, d'un courage, qui l'ont imposé comme chef de la municipalité... Enfin les émissions radiophoniques sont venues ajouter à la confusion en diffusant une série d'instructions aux populations envahies, d'apparence officielle mais d'origine douteuse...

On conçoit alors de quelles difficultés se serait hérissée l'interprétation du terme « évacuation d'office » si le décret du 26 mai n'avait été rapidement « contré » par la loi du 16 juillet qui, rétroagissant au 10 mai, en a rendu l'application inutile.

63. « *Etat de fait* » : interruption des communications entre l'intéressé — la personne protégée — et la commune où elle possède domicile (ou la société possède siège social) par suite des opérations de guerre. Il y a bien toujours *situation d'évacué*, puisque existe, comme dans le cas précédent, séparation d'avec le domicile, le siège social, le « lieu » de vie juridique, séparation absolue devant comporter impossibilité de toutes relations directes ou indirectes.

*
* *

64. C) *Situation de partie mise dans l'incapacité d'agir par suite d'événements de guerre.* — Cette situation se distingue de celle d'évacué en ce qu'elle n'implique pas obstacle insurmontable entre le domicile (ou le siège social)

et la résidence actuelle, en ce que le plus souvent même il y a identité permanente de lieu entre domicile et résidence. La séparation — l'impossibilité de relations — existe entre le domicile (ou le siège social) et l'endroit où formalité doit être accomplie.

65. La protection est accordée tantôt *de plano*, une fois pour toutes, tantôt sous forme de relèvement judiciaire des forclusions encourues. En bénéficient :

— Les personnes « qui se trouvent retenues dans les communes avec lesquelles les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre » (décret du 26 mai 1940, art. 1. alinéa 3).

— Les personnes qui doivent effectuer un acte juridique quelconque « dans une commune évacuée d'office sur l'ordre des autorités publiques ou avec laquelle les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre » (décret du 26 mai 1940, article 2).

— Les personnes ayant encouru forclusion parce que n'ayant pas été en état « de satisfaire aux prescriptions de la loi eu égard aux circonstances résultant des mesures prises par le gouvernement pour les besoins de la défense nationale après le 21 août 1939 ». Décret du 1^{er} septembre 1939 (« second » décret) article 2.

— Les personnes ayant encouru forclusion « parce qu'elles se sont trouvées, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, dans l'impossibilité d'agir du fait de la restriction des communications entre les différentes parties du territoire » (loi du 29 octobre 1940, article 1^{er}). Mais sont exclus de cette catégorie de bénéficiaires les intéressés « qui se trouvaient soit au premier, soit au dernier jour du délai, dans la même partie du territoire

que celle où l'acte devait être accompli » (même texte, article 1^{er}, alinéa 3).

On voit qu'ici se compénètrent encore « état de droit » (proclamation d'évacuation d'office, prohibitions quant au passage de la ligne de démarcation) « état de fait » (rupture de relations ferroviaires et surtout postales), mais avec très nette prédominance d'« état de fait » dont la personne protégée doit apporter la preuve. En réalité, la loi n'a-t-elle pour but, en ce cas, de conférer à certains événements, à certains faisceaux d'événements la qualification d'excuse de force majeure.

*
* *

66. D) Situation de partie mise dans l'incapacité d'agir par suite de l'inaction d'une personne « protégée ». — Elle est prévue :

— A l'article 1^{er}, alinéa 5 du « premier » décret du 1^{er} septembre 1939 : « Pour la sauvegarde des droits qui ne pourraient être exercés en vertu des dispositions ci-dessus (prorogation des délais, suspension des instances), tous délais sont prorogés et aucune forclusion ne peut être encourue.

— A l'article 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 octobre 1940 : « Pourra être relevée de la forclusion la partie qui a été mise elle-même dans l'impossibilité d'agir par l'inaction d'une autre partie ou d'un tiers due à la restriction des communications ».

Ce sont là mesures qui s'imposeraient en dehors de tout texte et que, dans le silence de la loi, il faudrait sous-entendre d'office.

*
* *

**Section II. — Détermination des personnes
à qui ne peut être opposée la protection légale.**

67. a) Disposition générale. — Quand, par suite de circonstances diverses, un texte n'est publié qu'un certain laps de temps après la date où normalement il commence à produire effet, quand il rétroagit, la personne qui, dans l'intervalle, se croyant menacée de forclusion ou de toute autre sanction, accomplit la formalité pour laquelle était imparti délai, ne saurait en critiquer la valeur sous le prétexte qu'elle est en droit de délibérer pendant l'intégralité du délai augmenté, et cela qu'il en soit ou non expressément disposé : le caractère rétroactif de la mesure vise à couvrir l'impossibilité d'agir, non à favoriser les procédés dilatoires.

En conséquence, la partie adverse ne peut voir remettre en question, de par la loi survenant postérieurement, un acte de procédure qu'a déjà effectué, dans ces conditions, la personne protégée.

Pas davantage ne peut se voir opposer la protection rétroactive, le titulaire de droits nés en vertu de l'exécution d'une décision de justice régulièrement effectuée dans le même intervalle.

68. b) Dispositions particulières. — Elles résultent du décret du 1^{er} septembre 1939 et des textes en découlant ainsi que des lois de juillet, août, septembre 1940.

— Décret du 1^{er} septembre 1939, article 5 : « Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne sont pas opposables au ministère public, ni à la partie civile devant les juridictions répressives, ni aux créanciers de salaires ou

d'aliments, ni à l'administration chargée du recouvrement des cotisations d'assurances sociales, ni aux caisses de compensation d'allocations familiales ».

— Lois du 16 juillet et du 27 septembre 1940, article 3 : « Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne sont pas opposables au ministère public, ni à la partie civile devant les juridictions répressives, ni aux créanciers de salaires ou d'aliments. »

Il faut remarquer la place de la virgule après le terme « ministère public » et non après celui de « partie civile », d'où l'on infère que l'inopposabilité au ministère public vaut même en matière civile et non pas seulement « devant les juridictions répressives », ce dernier membre de phrase ne comportant localisation qu'à l'égard de la partie civile.

CHAPITRE IV

INCIDENCE QUANT A LA NATURE DES DÉLAIS AFFECTÉS

SOMMAIRE

69. *Le décret du 1^{er} septembre 1939 (« second » décret).* — 70. Exclusion des délais en matière criminelle. — 71. Son article 1^{er} : délais « prescrits à peine de nullité ». — 72. Le délai de pourvoi en cassation est-il prescrit « à peine de nullité » ? — 73. Son article 2 : Définition de la forclusion. Quand, dans la procédure en cassation, équivaut-elle à déchéance ? — 74. Pérémissions et prescriptions. — 75. *La loi du 29 octobre 1940* : Remise en vigueur, avec quelques modifications, du décret du 1^{er} septembre 1939, article 2. — 76. *La législation particulière aux délais devant les trois juridictions « uniques »* : ses rapports avec le décret du 1^{er} septembre 1939, article 1^{er}. — 77. *Le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux mobilisés (« premier » décret).* — 78. Les délais qu'il exclut de sa sphère d'application : délais en matière pénale, délais fixés pour les actes de l'état civil, délais impartis par les lois fiscales. — 78. *Décret du 29 novembre 1939 décidant la reprise de certains délais* : délais de pourvoi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. — 79. *Lois de suspension des 16 juillet, 20 août, 24 septembre 1940* : leur incidence en matière pénale. — 70. L'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation en date du 1^{er} avril 1941. — 81. Délais fiscaux et d'état-civil.

69. « *Second* » décret du 1^{er} septembre 1939. — La prorogation de l'article 1^{er} vise « tous les délais de procédure devant les juridictions civiles, commerciales et administratives, prescrits à peine de nullité... »

Le relèvement facultatif de forclusion, prévu à l'article

2, ne peut s'entendre qu'« en matière civile, commerciale et administrative »...

70. L'énumération ainsi répétée deux fois tend à exclure, sans nul doute possible, les délais en cours ou à courir devant les juridictions répressives, partant, le délai de pourvoi et tous les autres délais qui règlent la marche de l'instance devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

71. Mais qu'est-ce qu'un délai « prescrit à peine de nullité »? Apparemment celui dont le dépassement entraîne nullité des effets de l'acte accompli. En procédure, la nullité résultant, en l'espèce, d'une expiration de délai, l'acte ainsi reconnu de nul effet ne peut être, par définition, recommencé; conséquences :

1^o la sanction sera déchéance ou forclusion.

2^o cette sanction, le magistrat saisi sera tenu de la prononcer d'office (art. 1029 du C. proc. civ.), que l'adversaire soit absent (instance non contradictoire devant la Chambre des requêtes ou la Chambre sociale) ou que, présent, il ne soulève pas le moyen (instance devant la Chambre civile).

Puisqu'en définitive, la nullité, même absolue, même d'ordre public, même automatique, doit être prononcée par le juge, certains actes de recours — le pourvoi en cassation entre autres — peuvent, quand ils sont suspensifs (divorce), du seul fait qu'ils sont posés (dépôt du pourvoi au greffe de la Cour de cassation) comporter effets fort gênants pour la partie ayant précédemment triomphé : l'exécution se trouve suspendue jusqu'au moment où il sera statué sur le recours. On sait que les greffiers n'ont pas qualité pour apprécier si telle ou telle formalité est accomplie hors délai...

72. Et la question, absurde à première vue, se dégage : le délai de pourvoi est-il prescrit à peine de nullité ?

M. Japiot¹ répond par l'affirmative, en observant toutefois qu'il y a là nullité partielle, nullité « où l'acte produit une partie de ses effets ». Nous croyons plus logique de penser que l'acte persiste à être affecté de nullité absolue, totale mais que cette nullité — comme toute nullité d'ailleurs — ne devient effective qu'une fois son existence consacrée par décision de justice ; auparavant elle demeure virtuelle, inopérante et l'acte, qu'elle n'affecte pas encore, reste habilité à produire, non pas une partie seulement de ses effets, mais tous les effets qu'en *l'état de la procédure*, il doit comporter (le pourvoi, enregistré au greffe, dans les délais ou hors délais, peu importe, saisit la Cour et suspend, en cas de divorce, l'exécution de l'arrêt attaqué ; il n'acquiert vocation d'entraîner l'examen de l'affaire au fond qu'après recevabilité admise.

Tous les délais de cassation, en matière civile, commerciale et administrative, à sanction de déchéance ou de forclusion, sont donc atteints par le décret du 1^{er} septembre 1939, article 1, et ceux-là seuls.

Les délais qui n'ont pour but que de conférer un *droit de priorité*, délais dont l'expiration permet à une partie d'agir sans plus attendre que l'autre partie se décide à poser un acte de procédure, délais dont l'expiration permet d'obtenir arrêt *par défaut*, n'apparaissent pas prescrits à peine de nullité puisque l'acte accompli hors délai (dépôt du mémoire en défense, par exemple) est pris en considération jusqu'au prononcé de la sentence.

Ils échappent en conséquence à la prorogation.

1. *Lois Nouvelles*, 1940.1.422.

*
* *

73. L'article 2 vise « toute forclusion, résultant de l'expiration d'un délai quelconque ». La forclusion, avons-nous dit, c'est le rejet d'une partie hors l'instance qui se poursuit alors sans qu'elle y puisse rentrer à aucun moment, sans qu'elle puisse produire à nouveau mémoire ou pièce au dossier. Si la forclusion frappe le demandeur avant que l'instance contradictoire ne soit liée par la signification de l'arrêt d'admission (ou de la déclaration de pourvoi), si elle le frappe ensuite et que le défendeur ne prétende pas alors mener l'instance à son compte, il y a déchéance, extinction de l'instance.

A ce simple rappel on constate que le domaine de l'article 2, quant à la nature des délais englobés, se révèle ni plus ni moins vaste que celui de l'article 1^{er}.

*
* *

74. Le décret du 1^{er} septembre 1939 parle de « délais de procédure ». Il s'applique donc aux péremptions, non aux prescriptions : ces dernières ne jouent pas devant la Cour de cassation parce que rendues inutiles à cause de la marche accélérée de l'instance.

*
* *

75. *La loi du 29 octobre 1940*, avec certaines modalités de détails en plus, reproduit l'article 2 du décret du 2 septembre 1939. A noter qu'ici relèvement de forclusion ne peut être obtenu du juge quand le délai dépassé est celui-là même dont le cours a repris :

— Soit en vertu de l'ordonnance présidentielle en « levée » de suspension.

— Soit en vertu des dispositions du décret qui soustrait à la protection légale des « mobilisés » certains délais plus importants que d'autres à la vie économique du pays, dont le délai de pourvoi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (29 novembre 1939). Ainsi la Cour de cassation ne saurait excuser le dépassement quand ce délai court à l'encontre d'un mobilisé alors que la chose serait parfaitement licite, si la forclusion atteint une personne quelconque non « mobilisée ». L'anomalie paraît curieuse...

*
* *

76. De l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 s'inspirent et le décret du 29 novembre 1939 qui ne fait en réalité que le continuer pour des délais courant ou à courir devant certaines juridictions et les lois du 28 novembre 1940 et du 19 avril 1941 reproduction fidèle du précédent.

Sont en effet visés : « tous les délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le Tribunal des conflits ».

— Délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité... Ce sont exactement les mêmes que ceux atteints par le décret du 1^{er} septembre.

— Délais prescrits par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant... la Cour de cassation. La formule exclut un délai, hybride à première vue, qui semble placé à la frontière de l'instance en cassation : il s'agit de la péremption atteignant, au bout de trois années d'inaction de la part du demandeur, la possibilité même de saisir la juridiction de renvoi, la possibilité même d'obtenir réformation : les parties sont alors irrévo-

cablement maintenues « en semblable état » où elles se trouvaient avant la décision cassée, d'où :

— Si cette décision cassée avait été rendue sur appel, le jugement de premier ressort est définitivement acquis : il y a chose jugée.

— Si cette décision cassée avait été rendue en premier et dernier ressort, seule la procédure est anéantie, le droit de la recommencer subsiste.

Or cette péremption :

1° Suit peut être immédiatement l'instance en cassation mais n'a sur elle aucune répercussion, n'affectant que l'instance devant la juridiction de renvoi. Bien mieux, elle a longtemps été commune à toutes les instances sauf à l'instance en cassation où elle a été introduite le 30 octobre 1935 et encore sous la forme d'un délai, imparti à peine de déchéance pour déposer au greffe l'arrêt d'admission pour saisir par le fait même la Chambre civile.

Cette péremption n'est donc pas un délai de cassation.

2° Tire son origine de l'article 397 du Code de procédure civile, article de portée générale qui ne saurait être qualifié de « disposition législative ou réglementaire fixant la procédure devant la Cour de cassation ».

Ni le doublement du décret du 29 novembre 1939 ni la prorogation des lois du 28 novembre 1940 et du 19 avril 1941, ne s'appliquent :

— Au délai de pourvoi ;

— Au délai de dépôt du mémoire ampliatif — délai de six mois imparti par le décret du 30 octobre 1935 titre VII, article 7 — quand le pourvoi est suspensif (divorce). L'énumération apparaît limitative : ne sont ainsi laissés en dehors des mesures d'exception que les délais entraînant déchéance durant la phase non contradictoire de l'instance

menée devant la Chambre des requêtes. Tous les autres délais impliquant déchéance ou forclusion, même en matière suspensive, sont doublés ou prorogés (peuvent être doublés et prorogés).

Dernière remarque à propos des délais de distance ou d'éloignement déjà doublés en raison de la guerre maritime et que le décret du 29 novembre 1939 se refuse à nantir d'un second doublement : le délai ordinaire, auquel ces délais s'ajoutent, n'est pas touché par l'exclusive et se trouve affecté des mêmes modalités que s'il courait seul.

*
* * *

77. Le « premier » décret du 1^{er} septembre 1939, fondement de la législation d'exception portée en faveur des « mobilisés » et des « évacués » limite également son champ d'application aux « matières civiles, commerciales et administratives » ; il ne saurait donc affecter les délais en matière criminelle (article 1) et la règle est à ce point stricte que la protection ne peut être invoquée à l'encontre d'une partie civile qui réclame, devant une juridiction répressive, les dommages-intérêts prévus aux articles 1382 et suivants du Code civil (art. 5 du décret du 1^{er} septembre 1939).

78. Outre les délais en matière pénale — qu'il exclut par prétérition — le texte susvisé rejette hors de la prorogation qu'il implique :

— « Les délais fixés pour les actes de l'état civil » : il faut entendre par là, croyons-nous, le laps de temps, déterminé par la loi, durant lequel doit être requise une mention quelconque sur les registres de l'état civil (délai de trois jours pour déclaration de naissance...), et non, comme le

suggère M. le président Charrier¹, les délais qui règlent la marche des actions relatives à l'état des personnes (divorce, changement de nom, reconnaissance de paternité...). Les lois d'exception s'interprètent d'une façon restrictive et rien, dans la rédaction du décret de septembre 1939; n'autorise une telle transposition du domaine de la formalité extrajudiciaire à celui de la procédure.

— « Les délais impartis par les lois fiscales ». Sans doute ne s'agit-il que des délais prescrits pour s'acquitter de certaines déclarations, déposer certaines réclamations, opérer certains versements; mais, à supposer qu'y soient inclus des délais de procédure, ceux à courir devant la Cour de cassation, quand le débat porte sur une espèce fiscale (enregistrement, contributions indirectes...) ne sont autres que les délais ordinaires, résultant des lois ordinaires de procédure en cassation, et non des lois fiscales.

*
* *

78. On a vu que le décret du 29 novembre 1939 décide « reprise » du cours de certains délais, dont les délais de pourvoi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique; on n'en doit cependant pas conclure qu'ils rentrent alors dans le régime « normal », dans le régime du droit commun puisqu'ils subissent augmentation.

*
* *

79. La loi du 16 juillet 1940, de même que les deux textes des 20 août et 24 septembre qui en prolongent les effets dans le temps, sont les seules parmi les mesures d'exception relatives aux délais de procédure à ne pas comporter

1. *Supra*, n° 37.

clause restrictive quant au domaine d'application, à ne pas expressément viser que les délais « en matière civile, commerciale et administrative ». La question se pose donc d'en déterminer l'incidence éventuelle sur les délais en matière criminelle.

80. Cette incidence, la Cour de cassation l'a déclarée nulle en son arrêt du 1^{er} avril 1941 (Crim. affaire Cloarec, non encore publié), confirmant une décision de la Cour de Caen du 24 octobre 1940, infirmant par le fait même une décision de la Cour de Bourges du 14 novembre 1940 (*Gaz. Pal.*, 1940.2.267 avec note).

La Cour de Caen avait à statuer sur un appel formé par la femme Cloarec le 23 août 1940 et le ministère public le 24 août contre un jugement du tribunal correctionnel de Mortagne en date du 6 juin; le délai normal expirait donc le 16 juin.

La Cour de Bourges devait examiner un jugement du tribunal correctionnel de Clamecy que lui avaient déféré le sieur Delorme et la veuve Laroche d'une part, le ministère public d'autre part; le jugement était du 13 juin et les appels avaient été interjetés les 24, 27, 28 août.

Dans les deux cas, les prévenus appelants invoquaient subsidiairement l'excuse de force majeure, les greffes de Mortagne et Clamecy ayant été fermés durant un certain laps de temps à cause de l'avance allemande et de l'occupation; mais leur argumentation s'appuyait surtout sur la suspension générale prévue à la loi du 16 juillet.

Unanimes pour rejeter l'application de la force majeure, — la déclaration d'appel ayant été formulée bien après levée de l'obstacle — les juges normands et berrichons émisrent deux opinions totalement opposées quant à l'incursion possible du texte invoqué dans le domaine pénal :

« Attendu que la rédaction du décret du 16 juillet 1940... ne laisse place à aucun doute sur la portée de ce texte qui ne vise uniquement que les délais en matière civile; que, dès lors, il ne saurait être question d'en faire l'application en matière pénale ». C'est l'arrêt de la Cour de Caen du 24 octobre.

« Considérant que l'article 1^{er} de ce texte dispose que sont suspendus, à dater du 10 mai 1940, tous les délais impartis pour l'accomplissement de tout acte ou formalité; que l'article 3 du même texte spécifie que les dispositions ci-dessus ne sont pas opposables au ministère public ni à la partie civile; qu'il en résulte que, si le prévenu interjette appel hors délais, son recours est irrecevable au regard tant du ministère public que de la partie civile qui peuvent valablement exécuter le jugement dont ils se prévalent; que, par contre, en l'absence de toute disposition contraire les concernant, le ministère public et la partie civile peuvent, pour faire admettre la régularité de leur appel, exciper au regard du prévenu, des dispositions de l'article 2 du décret portant suspension des délais... ». C'est l'arrêt de la Cour de Bourges du 14 novembre 1940.

Caen avait procédé par affirmation non motivée, Bourges discutait et démontrait, ayant, en tout cas, le mérite de dégager les vrais éléments du débat.

Si l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1940 prononce suspension générale des délais, l'article 3 stipule que cette suspension ne sera opposable ni au ministère public — en toutes matières — ni à la partie civile devant les juridictions répressives. En l'espèce, les appels formés par la dame Cloarec, le sieur Delorme, la veuve Laroche étaient donc, de par la loi même dont ils se réclamaient, irrecevables parce que dirigés contre le ministère public, « deman-

deur en première instance » ; mais le ministère public avait agi lui aussi et rien, dans la rédaction de cette loi, n'autorisait à le débouter... Etroitement délimitée, l'incidence pénale ne s'en voyait pas moins consacrée...

Seulement l'article 3 n'est que la reproduction de l'article 5 du décret du 1^{er} septembre 1939 concernant les « mobilisés », décret applicable « en matière civile, commerciale et administrative », partant non en matière pénale.

La Cour de cassation, à qui l'arrêt de Caen avait été déferé, a donc pu, considérant la loi du 16 juillet non plus comme un texte isolé, mais comme un élément de la législation d'exception portée depuis le début des hostilités, estimer que l'intention des rédacteurs de cette loi avait bien été d'y sous-entendre l'énumération limitative « en matière civile, commerciale et administrative »¹.

D'où l'arrêt du 1^{er} avril 1941 : « Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 1 et 3 du décret du 16 juillet 1940... et des articles 1 et 5 du décret du 1^{er} septembre 1939... que le décret du 16 juillet 1940 n'est pas applicable en matière pénale... »

Ainsi disparaît la valeur jurisprudentielle de l'arrêt de Bourges et, avec elle, toute possibilité de se réclamer des mesures de protection du droit procédural de 1939-1940-1941, devant les juridictions répressives.

Par conséquent, le délai de pourvoi en matière criminelle — trois jours — que ce pourvoi soit formulé par le condamné ou le ministère public ou la partie civile ne

1. Cf. Cass. req. 22 décembre 1915 — *Clerc c. dame Clerc* (D. P. 1916.1.42) dont il résulte que les dispositions de la législation d'exception constituent un ensemble de mesures qui doivent s'interpréter les unes par les autres.

saurait, en aucun cas, se trouver affecté, sinon par l'excuse de force majeure¹.

*
* *

Les trois lois de suspension de juillet-août-septembre 1940 excluent de leur sphère d'application, comme le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux mobilisés, les délais fixés pour les actes de l'état civil et ceux impartis par les lois fiscales.

1. Sur l'excuse de force majeure, invoquée par les prévenus, les deux juridictions d'appel se sont prononcées en ces termes :

Cour de Caen : « Attendu que la prévenue n'apporte aucune preuve de la nature insurmontable de l'obstacle auquel elle fait allusion; qu'au surplus, il est constant que si effectivement les dangers courus par la population de Mortagne à la suite des bombardements de la ville par l'aviation ennemie ont eu pour conséquence de déterminer l'éloignement des Magistrats et du personnel du Greffe du Tribunal de Mortagne, cet éloignement fut de très courte durée... Attendu qu'il n'est pas sans intérêt d'observer que la femme Cloarec habite à Mortagne même, que conséquemment la question des difficultés dans les relations ferroviaires ne soutient pas l'examen. Attendu que dans ces conditions, on ne saurait prendre en considération les allégations de la prévenue qui, après avoir été écrouée le 16 août 1940, en vertu du jugement attaqué, sans la moindre protestation, n'a fait aucune allusion à son intention de relever appel. »

Cour de Bourges : « Considérant qu'on ne saurait tenir compte, pour apprécier la validité des appels... du fait que le Greffe du Tribunal de Clamecy ferma ses portes le 16 juin 1940, jour de l'invasion allemande, alors que les délais d'appel n'étaient pas expirés, et ne les rouvrit que le 26 juillet suivant; que si un tel état de chose constitue un cas de force majeure, il est inopérant dans l'instance, les plus diligentes des parties en cause n'ayant formulé leurs déclarations d'appel que le trentième jour après la reprise des travaux du Greffe. »

CHAPITRE V

LA « LEVÉE » DE PROTECTION LÉGALE

SOMMAIRE

82. Renonciation aux bénéfices de la loi; procédure en autorisation de « levée ».
- Section I. — Renonciation au bénéfice de la loi.* — 83. Sa possibilité. — 84. Renonciation expresse, renonciation tacite. — 85. Le fait d'exécuter une décision définitive implique-t-il renonciation tacite au délai de pourvoi en cassation? — 86. Durée des effets de la renonciation.
- Section II. — La procédure en levée de protection légale.* — 87. Division du sujet : origine et domaine d'application, fonctionnement, effets.
- § I. *Origine et domaine d'application.* — 88. Ordonnance sur requête. Cas où elle est prévue dans la législation ordinaire du temps de paix. — 89. Emprunt par la législation d'exception de 1914-1918. — 90. Emprunt par la législation d'exception de 1939-1940. — 91. Textes issus de cette législation et qui n'impliquent pas la procédure de levée. — 92. La procédure de levée et l'instance devant la Cour de cassation.
- § II. *Son fonctionnement.* — 93. Magistrat compétent. — 94. Instruction de la requête. — 95. Forme et contenu de l'ordonnance rendue. — 96. Voies de recours contre l'ordonnance. — 97. Cas particulier du décret du 30 mai 1940 relatif aux « évacués ». — 98. La procédure en « levée » doit-elle être engagée avant ou après l'accomplissement de l'acte générateur de délai?
- § III. *Ses effets.* — 99. Effets possibles dès le dépôt de la requête, puis une fois l'ordonnance rendue.
- a) Effets de la requête : 100. Article 1^{er} du décret du 3 novembre 1939.
- b) Effets de l'ordonnance : 101. Doivent être examinés quant à leur nature, quant à leur durée. — 102. Nature de ces effets. — 103. Durée de ces effets. — 104. Déduction quant à la procédure devant la Cour de cassation.

82. En certain cas, le régime instauré par le droit procédural de la guerre en matière de délais ou d'interruption d'instance, peut tomber :

— Sur l'initiative de la personne à laquelle il profite : une manifestation — implicite ou explicite — de volonté suffit en dehors de toute intervention judiciaire, en dehors de toute procédure ; c'est la renonciation au bénéfice de la loi.

— Sur l'initiative de la personne à laquelle il porte préjudice : l'autorisation du juge s'impose alors, une procédure devient nécessaire.

Section I. — Renonciation au bénéfice de la loi.

83. Les mesures de suspension, prorogation, augmentation de délais, d'arrêt d'instance, ne sont pas d'ordre public en ce sens que le bénéficiaire, l'individu — ou la société — protégé a toute latitude de renoncer à s'en prévaloir (Cass. req. 22 décembre 1915, *Clerc c. dame Clerc*. D. P. 1916.1.42 ; C. de Dijon, 13 février 1920, Rec. Dijon 1920-45 ; C. de Bordeaux, 14 novembre 1940).

84. Cette renonciation peut être expresse ; en ce cas doit-elle être constatée par acte écrit, par exploit signifié.

Elle peut être également tacite et se déduire de l'attitude du bénéficiaire de la protection légale quand il agit comme si la protection n'existait pas (C. de Bordeaux, arrêt précité du 14 novembre 1940). Vaut renonciation tacite le fait de répondre, dans une instance engagée, aux productions de l'adversaire, le fait d'autoriser un mandataire ou un officier

ministériel — un avocat à la Cour de cassation — à suivre le débat sans élever de protestations, ou un défenseur à plaider.

85. La question se pose de savoir si le fait d'exécuter une décision définitive implique renonciation au pourvoi de cassation. En temps « normal », en temps de paix, il faut distinguer suivant que le recours est ou non suspensif. Dans le premier cas, le plus rare, rien n'obligeant le plaideur qui a succombé en dernier ressort à s'exécuter avant décision de la Cour suprême, on conçoit que son geste soit interprété comme un acquiescement, comme une renonciation de pousser l'affaire plus loin; par exemple, celui qui procède à la transcription d'un arrêt de divorce s'ôte à tout jamais le droit de le critiquer en cassation. Dans le second cas — le plus fréquent — l'exécution étant de droit après décision définitive, le demandeur éventuel au pourvoi n'a pas faculté de résister à l'exploit d'huissier qui la lui prescrit, même s'il a bien l'intention d'épuiser toutes les ressources mises à sa disposition pour triompher.

Durant la campagne 1939-1940, la distinction susdite garde toute sa valeur sauf quand l'exécution est ou bien suspendue en elle-même ou bien subordonnée à un délai suspendu (législation des « mobilisés » et « évacués ») auxquels cas, agir, exécuter, en matière où le pourvoi est suspensif ou non, signifie abandon de toute volonté d'aller plus avant. Bien entendu, le pouvoir d'appréciation des magistrats de la Cour de cassation reste entier pour dégager la valeur réelle d'une exécution eu égard à l'intention de celui qui s'en acquitte, lequel a pu, par exemple, ignorer l'existence de la législation protectrice et ne prétendre aucunement accorder à son geste la portée d'une renonciation.

86. La renonciation rend irrévocable l'acte accompli, éteint définitivement le délai utilisé — ou même non utilisé (exécution valant abandon des délais de pourvoi). Il semble difficile de lui prêter effet, à l'intérieur d'une instance, au delà de la formalité ou du délai qu'elle concerne immédiatement à moins qu'il ne s'agisse d'une renonciation expresse où l'intéressé en étend lui-même à sa guise l'incidence et encore pensons-nous que les termes de l'exploit doivent être interprétés restrictivement.

Car les circonstances sont mouvantes : tel mobilisé, qui, pendant une permission, fait signifier un arrêt d'admission à son adversaire, peut se trouver par la suite empêché de communiquer avec son avocat et préférera, s'autorisant de la suspension des instances, ne point saisir la Chambre civile ; tel autre formera pourvoi et, prisonnier, ne pourra fournir à son défenseur les éléments du mémoire ampliatif à déposer dans le délai normalement prévu¹.

Cependant la jurisprudence a manifesté tendance à reconnaître que si la protection tire son origine d'une interruption de communication, d'une situation de fait qui, une fois réalisée, n'a valeur d'obstacle que par son maintien statique, que par sa concomitance avec la position locale de l'intéressé, la renonciation signifie qu'un motif puissant pousse la personne protégée à laisser se dérouler l'instance ou bien, en tout état de cause, qu'un moyen a été découvert par elle de « tourner » l'empêchement de force majeure. Alors doit-on penser légitimement que le consentement vise l'ensemble de la procédure engagée (C. de Bordeaux, 14 novembre 1940).

1. Voir, en sens contraire, C. de Dijon, 13 février 1920 (Rec. Dijon, 1920. 45).

Section II. — La procédure en « levée » de protection légale.

87. Il convient d'en déterminer, en trois paragraphes, les origines et le domaine d'application, le fonctionnement et les effets.

§ 1. *Ses origines, son domaine d'application.*

88. Quand il s'agit de faire un acte urgent à l'insu de l'adversaire, hors sa présence et son consentement, la loi, en certaines hypothèses, autorise la partie intéressée à saisir, en vertu d'une requête présentée par ministère d'avoué, le président du tribunal civil, qui répond par ordonnance...

Ainsi :

— En matière de rectification matérielle des actes de l'état civil.

— Pour réaliser l'envoi en possession du légataire universel (art. 1007 et 1008 du C. civ.).

— Pour assigner à bref délai, sans préliminaire de conciliation (art. 72, alinéa 2 du C. proc. civ.).

— Pour introduire une demande en divorce ou en séparation de corps (art. 234 du C. civ.).

— Pour procéder à des saisies conservatoires.

Le texte organique est l'article 54 du décret du 30 mars 1808 « contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux¹ ».

89. Le législateur de 1914, à la recherche d'une « sou-

1. « Toutes requêtes à fin d'arrêt ou de revendication de meubles ou marchandises, ou autres mesures d'urgence, celles pour mises en liberté, ou pour obtenir permission d'assigner sur cession de biens ou sur homolo-

pape de sûreté » où se pourrait détendre la trop grande rigueur du système de protection instauré, trouvait donc le mécanisme tout monté qu'il lui suffit d'abord d'introduire tel quel dans le décret du 10 août (art. 3), en vue de rendre possible la continuation des instances engagées, et dans celui du 15 décembre (art. 1) en vue de permettre la reprise éventuelle des délais, prescriptions, péremptions... On sait que par la suite, l'institution a été à ce point modifiée qu'au décret du 11 mai 1915, convocation ou citation de l'adversaire était prévue, comme en un référé.

90. Mais c'est rendue à son intégrité primitive, à son caractère originel d'ordonnance sur requête, de procédure unilatérale, qu'elle passe dans le décret du 1^{er} septembre 1939, relatif aux mobilisés, décalque fidèle de la lettre — non de l'esprit — des mesures prises durant la précédente campagne; l'article 2 — complété le 3 novembre — en présente la description — minutieuse parce qu'enrichie d'un acquis jurisprudentiel amassé au cours des années 1914 et suivantes. — Par simple référence s'en imprègnent le décret du 26 mai 1940, dit des « évacués », les lois des 16 juillet, 20 août, 24 septembre 1940... Et se reproduit d'ailleurs le même phénomène d'altération, d'adaptation qu'en 1915 : le décret du 29 novembre 1939 crée certaines modalités publicitaires propres aux ventes d'immeubles (art. 2 à 11); le décret du 30 mai 1940, second décret des « évacués », va jusqu'à abandonner la forme de l'ordon-

gation de concordat et délibérations de créanciers, et celles pour assigner à bref délai, en quelque matière que ce soit, seront présentées au président du tribunal qui les répondra par son ordonnance, après la communication, s'il y a lieu, au procureur impérial. Néanmoins, les requêtes présentées par la distribution de la cause et dans le cours de l'instruction, seront répondues par le vice-président de la chambre à laquelle la cause aura été distribuée. »

nance pour lui substituer un véritable jugement prononcé par le tribunal de commerce (art. 4), corrélatif au jugement qui a décidé l'octroi de la protection, en ce cas facultative et judiciaire, non plus légale...

91. La procédure de « levée » n'est pas mentionnée :

— Ni au « second » décret du 1^{er} septembre 1939 portant prorogation des délais au bénéfice de toutes personnes.

— Ni aux dispositions des 29 novembre 1939, 28 novembre 1940, 19 avril 1941 spéciales aux trois juridictions « uniques », Conseil d'Etat, Cour de cassation, Tribunal des conflits...

*
* *

92. Puisqu'il y a procédure d'ordonnance sur requête, il faut que le requérant puisse justifier d'un intérêt et se trouve en mesure, d'après la loi, de l'invoquer.

Ainsi la requête ne saurait être admise durant la phase préliminaire qui s'étend depuis le dépôt du recours en cassation jusqu'au prononcé de l'arrêt d'admission et même jusqu'à la signification du dit arrêt, signification qui fait apparaître l'adversaire et lie l'instance contradictoire. Evidemment, surtout en matière où le pourvoi est suspensif, cet adversaire — le gagnant en dernier ressort — désire le plus souvent que les choses ne traînent point en longueur et peut exciper à ce sujet de l'intérêt le plus considérable. La pratique des « surveillances » lui permet, par ailleurs, de n'être pas totalement en dehors du débat puisqu'un avocat le représente aux yeux du conseiller rapporteur et de la Cour. Mais il n'en demeure pas moins que tous les textes législatifs et réglementaires fixant la procédure

devant la Cour de cassation n'admettent à l'instance préalable d'examen que le demandeur au pourvoi, la « surveillance » conservant le caractère d'une coutume sans effets juridiques.

De même quand en matière de recours *non suspensif* — la décision rendue en dernier ressort ayant été exécutée ou pouvant être exécutée — le délai de pourvoi se trouve atteint par la législation d'exception, la procédure « en levée » se révèle impossible parce que le requérant éventuel que l'exécution a « comblé », qui a obtenu ce qu'il désirait, doit demeurer indifférent à l'action de la partie adverse, tant que celle-ci ne l'assigne pas en nouvelle instance devant la Cour de cassation en lui signifiant l'arrêt d'admission (instance en « deux temps » avec examen devant la Chambre des requêtes) ou la déclaration de pourvoi (instance en un temps acquérant immédiatement caractère contradictoire).

Quand le recours est suspensif, l'adversaire de la personne protégée peut exciper d'un intérêt majeur à ce que le délai de pourvoi ne subisse pas d'allongement; il est donc en droit de réclamer au président de la juridiction ayant statué en dernier ressort, la levée de l'obstacle qui s'oppose à l'exécution, l'obstacle étant ici la possibilité même, pour le perdant en dernier ressort, de former pourvoi et cette possibilité s'identifie avec le cours du délai.

*
* *

§ 2. Son fonctionnement.

93. Le magistrat qui doit connaître de la demande en « levée » est le président de la juridiction saisie ou à saisir (juge de paix, président du tribunal civil ou de commerce,

premier président de la Cour d'appel, premier président de la Cour de cassation, président du Conseil de préfecture, vice-président du Conseil d'Etat, cette énumération n'étant pas limitative). Peu importe que l'affaire soit ou non venue à l'audience.

94. La requête une fois déposée au greffe, le magistrat compétent l'instruit. Aux termes de l'article 2, alinéa 3 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux mobilisés, il doit s'entourer de tous les « renseignements utiles, notamment, s'il y a lieu, auprès des parties ou de leurs représentants » ; le décret du 3 novembre 1939 précise qu'il pourra mener enquête par lettres missives émanant de son greffier. Mais ni la convocation ni l'audition ni la consultation et du requérant et de la personne ou société protégée ne s'imposent à lui : « s'il y a lieu », dit le texte précité... Aucun débat contradictoire n'a donc à s'engager comme il était prévu à la loi du 26 juillet 1918, reproduisant presque mot à mot le décret du 11 mai 1915, puisque n'est pas l'objet d'une citation, d'une assignation en règle la victime éventuelle de la « levée » de protection.

95. L'ordonnance rendue affecte la forme d'une simple réponse non motivée qui se borne à viser les caractéristiques de la demande (date, auteur, motif, qualité de la personne protégée, délais, instances, mesures d'exécution à l'occasion desquels requête a été déposée) puis à constater si oui ou non les éléments de fait recueillis — dont il n'est pas donné le détail — établissent que l'individu ou la société, bénéficiaires de la législation d'exception se trouvent en état de « soutenir l'instance ». Cette constatation entraîne admission ou rejet de la requête : c'est le *dispositif*

de l'ordonnance qui, lorsqu'il s'agit de délais, statue sur les modalités de la « reprise ». Ces modalités sont laissées à la discrétion du magistrat qui ne pourrait cependant, au cas où la loi protectrice édicterait suspension, le mot étant pris dans son acception technique, accorder pour agir moins de temps que le comporterait la tranche restant encore à courir.

96. L'ordonnance n'est susceptible ni d'appel ni d'opposition, mais elle peut être révoquée par la juridiction saisie. Il s'ensuit que le requérant, si la « levée » de protection lui est refusée, ne dispose d'aucun recours, tandis que son adversaire, s'il se voit retirer le bénéfice de la législation d'exception, a faculté d'obtenir anéantissement de la décision qui le lèse juste au moment où cette décision s'exécute en provoquant « reprise » d'instance.

*
* *

97. Le décret du 30 mai 1940, complétant celui du 26 mai relatif aux évacués ou « assimilés », propose deux procédures en levée de suspension d'instance et de prorogation de délais.

La première, décrite à l'article 4, revêt la forme d'une intervention ou d'une opposition émanant d'un tiers et qui affecte l'instance menée par un individu commerçant ou une société commerciale devant le tribunal de commerce en vue de se faire octroyer le bénéfice de la législation d'exception. Le tiers intervenant ou opposant peut obtenir que la protection accordée ne joue pas à son égard.

La seconde résulte de l'alinéa 10 du Rapport au Président de la République (*J. O.* du 31 mai 1940, p. 4070) et n'est possible qu'une fois définitivement acquis le juge-

ment attributif de protection légale. La personne protégée se trouve alors dans la même situation que si les avantages de la loi lui avaient été concédés *de plano* sans intervention judiciaire et, contre elle, tout intéressé dispose du droit de réclamer « levée » par requête selon les dispositions de l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux « mobilisés ».

Le magistrat compétent pour y répondre, dit le Rapport, sera le président du tribunal de commerce parce que les affaires auxquelles la protection s'applique sont de nature commerciale. Mais, si la requête vise une instance pendante, un délai en cours devant la Cour de cassation, nul doute que ce ne soit le premier président de cette haute juridiction qui devienne habilité à rendre l'ordonnance.

*
* *

98. Quand la procédure « en levée » doit-elle être engagée par dépôt de la requête ? Avant l'accomplissement de l'acte qui donne naissance au délai (signification de l'arrêt d'admission) ou bien cet acte une fois posé ?

Ici faut-il distinguer selon que le texte envisagé affecte seulement les délais (lois des 16 juillet, 20 août, 24 septembre 1940) ou qu'il s'applique également à l'instance dont il prohibe et l'engagement et la poursuite (législation en faveur des « mobilisés » et des « évacués »).

Dans le premier cas, la protection n'existe qu'au moment où le délai se trouve « appréhendé » c'est-à-dire :

— Est suspendu, qu'il soit alors en train de courir ou qu'il soit « bloqué » aussitôt que né (lois comportant suspension).

— Arrive à expiration puis est prorogé (lois comportant prorogation, inopposabilité).

La « levée » n'aura en conséquence raison d'être que si elle vise protection « en exercice ».

Dans le second cas, la protection enveloppe l'instance et lui préexiste en quelque sorte, arrêtant toute activité menée contre la personne protégée, activité qui ne saurait être alors mise en branle qu'après autorisation donnée conformément à l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 et cela qu'il s'agisse d'une formalité engageant l'instance contradictoire (signification de l'arrêt d'admission, dépôt du pourvoi au greffe de la juridiction attaquée, quand l'affaire n'implique pas examen préalable devant la Chambre des requêtes ou la Chambre sociale) ou d'une formalité en assurant la poursuite... Cette solution a son fondement dans l'alinéa 5 du décret de septembre 1939, article 1^{er}, complété par l'article 1^{er} du décret du 26 mai 1940 (*J. O.* du 30 mai, p. 4040) instituant prorogation corrélative des délais qu'une partie ne pourrait utiliser parce qu'empêchée d'agir en vertu de la protection couvrant son adversaire « mobilisé » (ou « évacué »).

Toute formalité accomplie sans l'obtention d'une ordonnance « en levée » serait donc nulle et devrait être *renouvelée*, la protection une fois éteinte¹.

Ainsi se limiteraient aux délais, nés d'actes posés avant naissance de la protection, avant appel sous les drapeaux par exemple, les inconvénients signalés au chapitre II, inconvénients relatifs à la concomitance entre démobilisation anticipée et expiration définitive du délai prorogé².

1. Japiot, *op. cit.*, *Lois Nouvelles*, 1940, 1, p. 127-128-129.

2. Cf. *supra*, n° 37.

§ 3. *Ses effets.*

99. La procédure en « levée » de protection légale est susceptible d'effets et conséquences dès le dépôt de la requête au greffe puis lors de la réponse qu'y fait le magistrat compétent par voie d'ordonnance.

100. a) *Effets de la requête.* — L'article 1^{er} du décret du 3 novembre 1939, modifiant l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 déclare qu'elle « suspend, jusqu'à la date de l'ordonnance, les délais qui seraient impartis par la loi au requérant pour agir, au cas où celui-ci ne pourrait invoquer les dispositions du dernier alinéa (alinéa 5) de l'article 1^{er} (du décret de septembre); toutefois les délais de recours ne seront suspendus qu'après mention sommaire dans la forme et sur le registre du greffe prévus par les articles 163 et 549 du Code de procédure civile ».

L'hypothèse visée est celle où quelque plaideur, croyant engager ou poursuivre une instance contre une personne protégée, sollicite levée de protection et s'aperçoit ensuite que son adversaire ne remplit pas les conditions requises pour qu'en sa faveur joue la législation d'exception; il ne saurait alors légitimement se prévaloir, lui-même, d'une protection *dérivée* que l'alinéa 5 subordonne à l'existence d'une protection *principale* et *déterminante*, résultant de l'alinéa 1^{er}. Le texte du 3 novembre crée donc une nouvelle catégorie de bénéficiaires « indirects » : personnes qui, de bonne foi, sollicitent une ordonnance de « levée » contre un adversaire qu'à tort elles croient protégé, personnes aussi qui, dans l'incertitude où elles se trouvent de la situation de l'adversaire, ont plus d'intérêt à mener procédure en autorisation de poursuivre — procédure sans frais — qu'à

s'acquitter d'une formalité souvent onéreuse qu'elles se verront peut-être contraintes de réitérer.

La requête, en ce cas, « suspend », dit le décret de novembre... « jusqu'à la date de l'ordonnance, les délais qui seraient impartis... » ; le terme nous semble impropre car, une fois l'ordonnance rendue, délai nouveau devra en entier courir, comme on le constatera plus bas. Mais ce fait est par là souligné que si l'adversaire apparaît non protégé, délai normal a bel et bien couru à l'encontre du requérant, celui-ci ne pouvant, en ces conditions, échapper à la forclusion qu'en opérant dépôt de sa requête avant expiration de ce même délai normal.

*
* *

101. C) *Effets de l'ordonnance.* — Il faut les examiner sous le double aspect de leur nature et de leur durée.

102. Quant à leur nature, les effets de l'ordonnance pré-sidentielle se ramènent à deux :

1° S'ils agissent dans le cadre d'une disposition prévoyant uniquement suspension ou prorogation des délais de procédure, ils consistent en une reprise du cours de délais suspendus, en une résurgence du caractère d'opposabilité des délais prorogés.

2° S'ils agissent dans le cadre d'une disposition prévoyant en outre interruption et prohibition d'instance, ils consistent en l'autorisation de s'acquitter de la formalité d'engagement ou de poursuite et déterminent naissance du délai pour ce imparti par les lois de procédure¹. Ce délai va

1. Lois ordinaires — du temps de paix — ou même d'exception — du temps de guerre — par exemple, quand une de celles-ci prescrit, non pas suspension ou prorogation, mais doublement de délais.

courir alors en entier, ce qui est équitable puisque l'obligation d'agir prend origine dans l'ordonnance (C. de Paris, 28 décembre 1940, *Ceccarelli c. Le Lay*, *Gaz. Pal.* 12-13 mars 1941 avec note).

103. Quant à leur durée, ces effets provoquent les remarques suivantes :

1° Le magistrat qui rend l'ordonnance peut fixer la date où celle-ci commencera d'opérer, où les délais recommenceront à courir, s'il ne précise rien à ce sujet, l'ordonnance comporte effet dès le jour où elle est rendue, sans qu'aucune signification préalable à l'adversaire soit exigée, la procédure n'étant pas contradictoire.

2° L'ordonnance présidentielle opère « levée » de la protection jusqu'à clôture de l'instance engagée, jusqu'à exécution de la décision définitive (jurisprudence constante en 1914-1918).

104. Le passage d'une affaire devant la Cour de cassation ouvrant une instance nouvelle, distincte de celle menée devant les juges du fait, et cette instance nouvelle ne débutant que par formation effective du recours, on en déduira pratiquement :

— Qu'une ordonnance prononcée lors de l'examen de la cause en premier ressort, anéantit les effets des décrets et lois de protection pour tous les délais devant courir lors de la révision en dernier ressort *jusques et y compris les délais de pourvoi en cassation quand le recours est suspensif.*

— Qu'à partir du dépôt de pourvoi en cassation (recours extraordinaire) et seulement après que la formalité de dépôt a été effectuée, une instance nouvelle s'engageant, la nécessité s'impose d'obtenir autorisation du premier président

de la Cour de cassation d'accomplir tous actes devant provoquer action corrélatrice de l'adversaire protégé (protection impliquant interruption et prohibition d'instance), ou de solliciter du même haut magistrat reprise, à son encontre, des délais suspendus ou prorogés.

Vu : Le Doyen,
G. RIPERT

Vu, bon à imprimer,
Le Président de thèse

SOLUS

Vu et permis d'imprimer :
Le Doyen de la Faculté des Sciences
chargé des fonctions
de Recteur de l'Académie de Paris
MAURAIN

APPENDICE

LES TEXTES DU DROIT PROCÉDURAL DE LA GUERRE 1939-1940

En l'étude qui précède ont été commentés, discutés les textes législatifs ou réglementaires pouvant avoir répercussion quelconque sur les délais de cassation, sur la marche de l'instance devant la Cour de cassation. Ces textes, on les trouvera ici rapportés *in extenso*, ce qui permettra confrontation entre la glose et le dispositif authentique... Mais pour suggérer conclusion exhaustive, n'est-il pas inutile de les intégrer dans un ensemble où seront méthodiquement classées toutes les mesures qui, provoquées par les événements d'après septembre 1939, ont affecté l'*ordo judiciorum*, l'ordre, le fonctionnement normal de la justice...

I

Textes portant prorogation ou suspension générale des délais de procédure.

Décret du 1^{er} septembre 1939 (publié au *J. O.* du 6 septembre). — Article premier. — « Tous les délais de procédure devant les juridictions civiles, commerciales et administratives, prescrits à peine de nullité, qui sont venus ou viendront à expiration entre le 21 août inclus et le 30 septembre inclus sont prolongés jusqu'au 31 octobre... »

Loi du 16 juillet 1940 (*J. O.* du 17 juillet). — Article premier.

— Sont suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 25 août 1940 inclus, tous les délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou de toute formalité, à l'exception des délais fixés pour les actes de l'état civil et de ceux impartis par les lois fiscales.

Pendant le même temps, cessent de produire effet les clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe à condition que ces contrats aient été conclus avant le 10 mai 1940.

La suspension des délais et des effets des clauses contractuelles ci-dessus édictée peut être levée par ordonnance rendue suivant les règles posées par l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux mobilisés, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 (art. 1^{er}) et du 26 mai 1940 (art. 2) et, le cas échéant, celles contenues dans l'article 1^{er} (alinéa 3) du décret du 26 mai 1940 relatif aux évacués.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne peuvent porter atteinte à des droits acquis par suite de l'exécution d'une décision judiciaire à laquelle il aura été procédé antérieurement à la mise en vigueur du présent décret.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne sont pas opposables au ministère public, ni à la partie civile devant les juridictions répressives, ni aux créanciers de salaires ou d'aliments...

Loi du 20 août 1940 (J. O. du 21 août). — Article premier. — L'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 16 juillet 1940 instituant une suspension générale des délais, est modifié ainsi qu'il suit :

« Sont suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 30 septembre 1940 inclus tous les délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou de toute formalité, à l'exception des délais fixés pour les actes de l'état civil et de ceux impartis par les lois fiscales... »

Loi du 24 septembre 1940 (J. O. du 2 octobre). — Article premier. — Sont suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 31 octobre 1940 inclus, tous les délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou de toute formalité, à l'exception des délais fixés pour les actes de l'état civil et de ceux impartis pour les lois fiscales.

Pendant le même temps, cessent de produire effet, les clauses

des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution, dans un délai ou à une date préfixe, à condition que ces contrats aient été conclus avant le 10 mai 1940.

La suspension des délais et des effets des clauses contractuelles ci-dessus édictées peut être levée par ordonnance rendue suivant les règles posées par l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux mobilisés, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 (art. 1^{er}) et du 26 mai 1940 (art. 2), et, le cas échéant, celles contenues dans l'article 1^{er} (alinéa 3) du décret du 20 mai 1940 relatif aux évacués.

Toutefois, ne bénéficieront pas de la suspension les délais susvisés qui, en l'absence des dispositions de la présente loi, ne seraient pas encore venus à expiration avant le 31 octobre 1940.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne peuvent porter atteinte à des droits acquis par suite de l'exécution d'une décision judiciaire à laquelle il aura été procédé antérieurement à la mise en vigueur du présent décret.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne sont pas opposables au ministère public, ni à la partie civile devant les juridictions répressives, ni aux créanciers de salaires ou d'aliments.

Art. 4. — Les dispositions des lois des 16 juillet 1940 et 20 août 1940 instituant une suspension générale des délais sont abrogées.

II

Textes autorisant relèvement de forclusion.

Décret du 1^{er} septembre 1939 (J. O. du 6). — Art. 2. — « En matière civile, commerciale et administrative, toute juridiction compétente pour constater toute forclusion résultant de l'expiration d'un délai quelconque de procédure, pourra relever les parties de la forclusion encourue, si elles n'ont pas été en état de satisfaire aux prescriptions de la loi, eu égard aux circonstances résultant des mesures prises par le Gouvernement pour les besoins de la Défense Nationale après le 21 août 1939.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables aux délais expirant postérieurement au 30 novembre 1939... »

Décret du 29 novembre 1939 (J. O. du 17 décembre). — Article premier. — « L'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux délais de procédure, est complété par l'alinéa suivant :

Le relèvement de la forclusion ne peut être demandé que si l'acte pour l'accomplissement duquel le délai était imparti, est effectué avant le 15 janvier 1940.

Art. 2. — Le relèvement de la forclusion en vertu de l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 ne peut pas être accordé au cas où il aurait pour effet de porter atteinte à des droits acquis par suite de l'exécution d'une décision judiciaire à laquelle il aura été procédé antérieurement à la mise en vigueur du présent décret. »

Loi du 29 octobre 1940 (J. O. du 3 novembre). — Art. premier. — A partir du 31 octobre 1940 et jusqu'à la date qui sera ultérieurement fixée par décret, en matière civile, commerciale et administrative, toute juridiction compétente pour constater toute forclusion résultant de l'expiration d'un délai quelconque de procédure, de la réalisation d'une prescription ou d'une péremption et généralement de l'inexécution de tous actes qui d'après la loi ou les clauses d'un contrat doivent être accomplis dans un délai déterminé pourra relever de cette forclusion les parties qui l'ont encourue parce qu'elles se sont trouvées par suite de circonstances indépendantes de leur volonté dans l'impossibilité d'agir du fait de la restriction des communications entre les différentes parties du territoire.

Pourra pareillement être relevée de la forclusion la partie qui a été mise elle-même dans l'impossibilité d'agir par l'inaction d'une autre partie ou d'un tiers due à la restriction des communications.

Toutefois, le juge ne pourra pas relever de la forclusion l'intéressé qui se trouvait soit au premier, soit au dernier jour du délai dans la même partie du territoire que celle où l'acte devait être accompli.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} ne sont pas applicables aux délais dont le cours a repris :

1^o En vertu d'une ordonnance rendue par application du décret du 26 mai 1940 sur les évacués ou des lois du 16 juillet, du 20 août et du 24 septembre 1940 relatives à la suspension générale des délais ;

2^o Par application du décret du 29 novembre 1939 relatif à la reprise du cours de certains délais.

Art. 3. — Jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret, la présentation et le protêt des effets de commerce seront valablement faits pendant les dix jours ouvrables qui suivent

l'échéance. Toutefois, pour les effets dont l'échéance est antérieure au 31 octobre 1940 et dont la présentation et le protêt ont été différés, ces formalités seront valablement effectuées jusqu'au 30 novembre 1940.

Art. 4. — Jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par le décret prévu à l'article 1^{er}, les porteurs d'effets de commerce qui, par suite de la restriction des communications, n'ont pu effectuer les formalités de présentation et de protêt, peuvent néanmoins exercer leurs recours contre les endosseurs, les tireurs et les autres obligés qui bénéficient toutefois d'un délai de quinze jours à partir de la réclamation qui leur est adressée.

Pour les effets dont l'échéance est antérieure au 31 octobre 1940, la réclamation ne pourra être formulée qu'à partir du 30 novembre 1940.

Art. 5. — Pendant le même temps, les syndics et les liquidateurs procéderont, en se conformant aux dispositions de l'article 13 du décret du 29 novembre 1939, à toutes les opérations légales prévues par le Code de commerce et la loi du 4 mars 1889 dans les faillites et les liquidations judiciaires, même lorsque la restriction des communications entre les différentes parties du territoire rendra impossible l'envoi des lettres et la publication des avis prévus par la loi.

Art. 6. — Les dispositions de la présente loi ne portent pas atteinte à celles de la loi du 17 septembre 1940 suspendant l'application de divers délais en ce qui concerne le recouvrement des créances de l'Etat, ainsi qu'en matière fiscale.

III

Textes relatifs aux délais de procédure devant le Conseil d'Etat la Cour de cassation, le Tribunal des conflits.

Décret du 29 novembre 1939 (J. O. du 17 décembre 1939). —

Art. premier. — Tous les délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant la Cour de cassation, le Conseil d'Etat et le Tribunal des conflits, qui sont venus à expiration entre le 21 août et le 30 septembre 1939, déjà prorogés jusqu'au 31 octobre par le

décret du 1^{er} septembre 1939, sont à nouveau prorogés jusqu'au 31 décembre 1939 sous réserve des droits de la partie qui aurait déjà exécuté régulièrement une décision à l'égard de laquelle le recours était suspensif.

Art. 2. — Les mêmes délais qui sont venus à expiration entre le 1^{er} octobre 1939 et la date de l'entrée en vigueur du présent décret sont également prorogés jusqu'au 31 décembre 1939 sous la même réserve.

Art. 3. — Sont doublés les délais visés aux articles précédents qui viendront à expiration jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret.

Toutefois, les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux délais du recours, lorsque celui-ci est suspensif, ni, dans le même cas, au délai prévu par l'article 7 du décret du 30 octobre 1935, ni aux délais qui sont doublés par application de l'article 73, dernier alinéa, du Code de procédure civile ou ont été prorogés en vertu des articles 1^{er} et 2 ci-dessus...

Loi du 28 novembre 1940 (J. O. du 13 décembre). — Art. premier. — Tous les délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 31 octobre 1940 par la loi du 24 septembre 1940, sont prorogés jusqu'au 31 mars 1941, sous réserve des droits de la partie qui aurait déjà exécuté régulièrement une décision à l'égard de laquelle le recours était suspensif.

Art. 2. — Les mêmes délais qui sont venus ou viendront à expiration entre le 31 octobre 1940 et le 31 mars 1941 sont également prorogés jusqu'au 31 mars 1941 sous la même réserve.

Art. 3. — Les prorogations édictées par le présent décret ne sont applicables ni au délai de recours lorsque celui-ci est suspensif, ni, dans le même cas, au délai prévu à l'article 7 du décret du 30 octobre 1935...

Loi du 19 avril 1941 (J. O. du 27 avril 1941). — Art. premier. — Tous les délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 31 mars 1941 par les lois du 24 septembre 1940 et du 28 novembre

1940, sont prorogés jusqu'à la date légale de cessation des hostilités, sous réserve des droits de la partie qui aurait déjà exécuté régulièrement une décision à l'égard de laquelle le recours était suspensif.

Art. 2. — Les mêmes délais qui sont venus ou viendront à expiration entre le 31 mars 1941 et la date légale de cessation des hostilités sont également prorogés jusqu'à cette dernière date sous la même réserve.

Art. 3. — Les prorogations édictées par le présent décret ne sont applicables ni au délai du recours lorsque celui-ci est suspensif, ni, dans le même cas, au délai prévu à l'article 7 du décret du 30 octobre 1935.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

IV

Textes instituant protection de certaines catégories de mobilisés.

§ 1. Disposition fondamentale : le décret du 1^{er} septembre 1939 et ses modificatifs.

Décret du 1^{er} septembre 1939 (J. O. du 2 septembre). — Art. premier. — A dater du 2 septembre 1939 et jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret, aucune prescription, expiration de délais ou péremption en matière civile, commerciale ou administrative, ne peut être opposée autrement que dans les conditions fixées à l'article 2, aux militaires appartenant aux formations de l'armée et du territoire, aux personnes appartenant aux formations visées par l'article 11, alinéa 1^{er}, paragraphe « e » de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, ou aux sociétés de commerce dont tous les associés en nom collectif, les gérants ou les administrateurs appartiennent auxdites formations.

La suspension des prescriptions, délais et péremptions, s'applique à tous délais impartis pour signifier, exécuter ou attaquer les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs, aux inscriptions hypothécaires, aux délais de présentation des effets de commerce et généralement à tous les actes qui, d'après la loi,

doivent être accomplis dans un délai déterminé. Toutefois, les délais fixés pour les actes de l'état civil ne sont pas suspendus. Il en est de même des délais impartis par les lois fiscales.

Pendant le même temps et dans les mêmes conditions cessent de produire effet à l'égard des personnes et des sociétés susvisées, les clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe, à condition que ces contrats aient été conclus avant le 2 septembre 1939.

Pendant le même temps, à l'égard des personnes et des sociétés susvisées, les instances seront engagées ou poursuivies, les actes d'exécution seront accomplis dans les conditions fixées à l'article 2.

Pour la sauvegarde des droits qui ne pourraient être exercés en vertu des dispositions ci-dessus, tous délais sont prorogés et aucune forclusion ne peut être encourue.

Art. 2. — La levée de la suspension des délais, la levée de la suspension des effets des contrats, l'exercice des actions en justice et l'exécution des décisions judiciaires ou administratives définitives, ne peuvent intervenir, à l'égard des personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er}, que sur ordonnance, en matière civile, du président du tribunal civil, ou du juge de paix pour les litiges de sa compétence, en matière commerciale, du président du tribunal de commerce du domicile de la personne ou du siège social de la société, la continuation des instances engagées ne pourra, de même, intervenir que sur ordonnance du président de la juridiction saisie.

La demande sera introduite par simple requête.

Le président du tribunal appréciera, après s'être entouré de tous les renseignements utiles, notamment, s'il y a lieu, auprès des parties ou de leurs représentants, si la personne ou la société se trouve en état de soutenir l'instance et de satisfaire à la poursuite.

Sur la demande du débiteur, le président pourra procéder à un aménagement des échéances, y compris celles des effets de commerce, à telles conditions d'intérêts qu'il estimera, à défaut d'intérêts contractuels ou de droit. Par dérogation à l'article 1244 du Code civil, les délais accordés par le président pourront dépasser un an.

L'autorisation sera accordée sans frais.

L'ordonnance n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel, elle est dispensée d'enregistrement.

L'autorisation pourra, s'il y a lieu, être révoquée par la juridiction saisie.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux créances de l'Etat, des collectivités et des établissements publics. En ce qui concerne ces créances, un décret pris sur les propositions des ministres intéressés fixera les conditions dans lesquelles pourront être accomplis les actes d'exécution et engagements aux poursuites, et autres actions en justice.

Art. 3. — Les personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er} peuvent renoncer à se prévaloir des dispositions de cet article.

Seront présumées y avoir renoncé, pour ce qui concerne leur exploitation, les personnes ou sociétés qui, directement ou par préposé, auront continué ou repris, depuis la mobilisation, une exploitation commerciale ou industrielle; tout gérant ou toute personne préposés par elles, à l'exploitation de leur entreprise commerciale ou industrielle, est présumé avoir reçu un pouvoir l'autorisant à soutenir l'instance en leur nom.

Art. 4. — A dater du 2 septembre 1939, les juges peuvent renouveler pour une période qui ne pourra excéder un an, les délais accordés en application de l'article 1244 du Code civil antérieurement à la promulgation du présent décret.

Art. 5. — Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne sont pas opposables au ministère public, ni à la partie civile devant les juridictions répressives, ni aux créanciers de salaires ou d'aliments, ni à l'administration chargée du recouvrement des cotisations d'assurances sociales, ni aux caisses de compensation d'allocations familiales.

Art. 6. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des Finances, le ministre de l'Intérieur et le ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des Chambres conformément à la loi du 19 mars 1939.

Décret du 3 novembre 1939 (J. O. du 14 novembre). — Art. premier. — L'article 2 (1^{er}, 2^e et 3^e alinéas) du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés est ainsi modifié :

« La levée de la suspension des délais, la levée de la suspension

des effets des contrats et l'exécution ou la continuation de l'exécution des décisions judiciaires ou administratives définitives ou exécutoires par provision ou des actes assimilés aux jugements quant à la force exécutoire par les articles 545 et suivants du Code de procédure civile ne peuvent intervenir, à l'égard des personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er} que sur ordonnance du président du tribunal civil du domicile de la personne ou du siège social de la société; l'introduction des instances ou leur continuation jusqu'à décision définitive ne pourra, envers les mêmes personnes ou sociétés intervenir que sur ordonnance du président de la juridiction à saisir ou saisie.

« La demande sera introduite par une simple requête, il sera donné acte de sa présentation. Cette requête suspend, jusqu'à la date de l'ordonnance, les délais qui seraient impartis par la loi au requérant pour agir, au cas où celui-ci ne pourrait invoquer les dispositions du dernier alinéa de l'article 1^{er}; toutefois, les délais de recours ne seront suspendus qu'après mention sommaire dans la forme et sur le registre du greffe prévus par les articles 163 et 549 du Code de procédure civile.

« Le président appréciera, après s'être entouré de tous les renseignements utiles, notamment, s'il y a lieu, auprès des parties ou de leurs représentants au besoin par lettres transmises par le greffier, si la personne ou la société se trouve en état de soutenir l'instance et de satisfaire à la poursuite ».

Décret du 26 mai 1940 (J. O. du 30 mai). — Art. premier. — L'alinéa 5 de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice intéressant les mobilisés est modifié ainsi qu'il suit :

« Pour la sauvegarde des droits que les dispositions ci-dessus empêcheraient d'exercer, tous délais sont prorogés en faveur des tiers titulaires de ces droits ne bénéficiant pas des autres dispositions du présent décret jusqu'à la date qui sera fixée par le décret prévu à l'alinéa 1^{er} et aucune forclusion ne peut être encourue par eux. Les porteurs d'effets de commerce contenant l'indication d'une échéance postérieure au 19 août 1939 et payables par des personnes ou des sociétés visées à l'alinéa 1^{er} n'encourent aucune forclusion ou déchéance à l'égard des précédents endosseurs, tireurs ou autres garants à raison du défaut de présentation ou de protêt desdits effets dans les délais prévus aux articles 135 et 148 du Code de commerce. Ces délais sont également prorogés jus-

qu'à la date qui sera fixée par le décret prévu à l'alinéa 1^{er} du présent article. Nonobstant le défaut de présentation ou de protêt, les recours sont ouverts dès l'échéance prévue au titre contre les autres obligés, qui bénéficient toutefois d'un délai de trente jours à partir de l'échéance ».

Art. 2. — Le dernier alinéa de l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 est complété par les dispositions suivantes :

« Les délais de péremption des privilèges et les délais de prescription concernant ces mêmes créances sont suspendus pendant la durée des hostilités ».

L'article 2 du décret du 18 novembre 1939, relatif aux actes d'exécution et aux actions en justice concernant les créances de l'Etat, des collectivités et établissements publics, est abrogé.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne peuvent porter atteinte à des droits acquis par suite de l'exécution d'une décision judiciaire à laquelle il aura été procédé antérieurement à la mise en vigueur du présent décret.

§ 2. *Dispositions étendant la portée du décret du 1^{er} septembre 1939.*

Décret du 20 septembre 1939 (J. O. du 27 septembre). — Art. premier. — Les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939, relatif aux délais de procédure, sont étendues aux délais prévus par les lois en vigueur et qui sont relatifs :

1° Aux transcriptions, aux inscriptions hypothécaires et au renouvellement de celles-ci ;

2° Aux inscriptions de privilège et de nantissement portant sur des fonds de commerce et aux publications concernant les ventes de ces fonds ;

3° Aux inscriptions aux registres du commerce et à celui des métiers ;

4° Aux publications et aux formalités autres que celles prévues par les lois fiscales, concernant les sociétés.

§ 3. *Dispositions qui, prévoyant la reprise du cours de certains délais, restreignent la portée du décret du 1^{er} septembre 1939.*

Décret du 29 novembre 1939 (J. O. du 17 décembre).

Inscriptions hypothécaires.

Art. premier. — A l'expiration d'un délai de trois mois, à dater de la publication du présent décret, les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939, relatif aux actions en justice et aux délais de procédure intéressant les mobilisés cesseront d'avoir effet, en ce qui concerne les inscriptions de privilèges, d'hypothèques ou de nantissements sur immeubles ou fonds de commerce et les transcriptions immobilières, ainsi que les mentions de subrogation.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux renouvellements d'inscriptions qui continueront à être régis par le décret du 1^{er} septembre 1939.

Les conservateurs des hypothèques et les greffiers des tribunaux de commerce, requis de délivrer l'état des inscriptions grevant un immeuble ou un fonds de commerce, révéleront toutes les inscriptions qui, en raison de leur date, peuvent être atteintes par la suspension des délais de renouvellement.

.
.

Fonds de commerce.

Art. 12. — A l'expiration d'un délai de six mois, à dater de la publication du présent décret, les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 cesseront d'avoir effet en ce qui concerne les délais fixés par les articles 3, 4^e alinéa, et 7, 1^{er}, 2^e et 3^e alinéa, de la loi du 17 mars 1909 sur la vente des fonds de commerce.

Pendant la durée des hostilités tous les délais prévus par ladite loi sont doublés.

Faillite.

Art. 13. — A l'expiration d'un délai de trente jours à dater de la publication du présent décret, les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 cesseront d'avoir effet en ce qui concerne les délais fixés par le Code de commerce en matière de faillite et par la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire, mais elles resteront applicables à la déclaration de faillite.

Pendant la durée des hostilités, seront uniformément augmentés de trente jours francs, tant en cas de faillite qu'en cas de liquidation judiciaire, les délais fixés par les articles 492, 495, 512, alinéa 2, 580 et 582 du Code de commerce ainsi que les délais impartis pour contester la taxation des honoraires des syndics et des liquidateurs.

Pendant le même temps, les liquidateurs et les syndics en cas d'union, et les débiteurs en cas de concordat homologué devront réserver les dividendes pouvant revenir à tous les créanciers figurant au passif et n'ayant pas produit.

Après la date de la cessation des hostilités, les créances n'ayant pas fait l'objet d'une production seront revisées. Un décret déterminera les conditions dans lesquelles aura lieu cette révision et le délai dans lequel les sommes réservées pourront être distribuées aux autres créanciers.

Pendant la durée des hostilités, par dérogation à l'article 513 du Code de commerce, le tribunal saisi pourra, avant de statuer sur le concordat voté, décider qu'une seconde assemblée aura lieu dans la quinzaine.

Enquêtes.

Art. 14. — Pendant la durée des hostilités, s'il échet, dans une enquête civile, d'entendre un ou plusieurs témoins mobilisés, le tribunal, ou, en cours d'enquête, le juge-commissaire, pourront donner commission rogatoire aux autorités désignées ci-après en prorogeant, s'il y a lieu, la durée de l'enquête. Cette prorogation pourra toujours être renouvelée.

Lorsque le témoin à entendre est mobilisé dans la zone des armées, la commission rogatoire sera donnée au juge d'instruction militaire près le tribunal militaire dont relève le corps de

troupe, ou le service auquel appartient le témoin, avec faculté de délégation à l'un de ses substituts.

L'expédition du jugement avant faire droit et celle de l'ordonnance, s'il y a lieu, seront transmises sous pli recommandé, avec avis de réception, par les soins du greffier du tribunal civil. Il sera loisible aux parties en cause, qui devront être avisées de cette transmission au moins dix jours à l'avance par lettre recommandée adressée par le greffier avec avis de réception, d'y joindre un questionnaire afférent aux faits articulés. Le témoin comparaitra sur l'ordre de l'autorité militaire qui lui notifiera en même temps les faits articulés.

Le procès-verbal de l'officier enquêteur sera adressé, sous pli recommandé, au greffier du tribunal civil. Dans la huitaine de la signification de ce procès-verbal, chacune des parties pourra le cas échéant, requérir du juge-commissaire la transmission à l'officier enquêteur de questions complémentaires.

En ce qui concerne les témoins mobilisés dans la zone de l'intérieur, la commission rogatoire sera donnée par le tribunal ou par le juge-commissaire au président du tribunal civil de leur résidence, avec faculté de délégation à un juge du même siège.

Par dérogation aux dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939, les délais de citation ne seront pas suspendus.

Sociétés.

Art. 15. — A dater de la publication du présent décret, les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 cessent d'avoir effet en ce qui concerne le délai fixé par l'article 1^{er}, deuxième alinéa, du décret du 8 août 1935 créant au profit des actionnaires un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital, ainsi qu'en ce qui concerne les délais statutaires fixés pour l'exercice de tous droits de préférence accordés par les statuts ou par l'assemblée générale aux ayants droit visés à l'article 12 du décret du 8 août 1935, modifié par celui du 30 octobre 1935.

Pendant la durée des hostilités, le délai réservé aux actionnaires par l'article 1^{er}, deuxième alinéa, du décret du 8 août 1935 susvisé, ne pourra être inférieur à un mois. Il prendra cours, ainsi que le délai imparti par l'article 3, alinéa 2, dudit décret pour l'envoi aux actionnaires de la lettre recommandée, au plus tôt le

endemain de la dernière en date des quatre insertions prévues ci-après.

L'insertion dans un journal d'annonces légales prescrite à l'article 2 du décret du 8 août 1935 devra être répétée à une semaine d'intervalle dans le *Bulletin des annonces légales obligatoires*, l'avis inséré dans la notice visée à l'article 3, 1^{er} alinéa, du décret du 8 août 1935 comptant pour l'une de ces deux insertions.

Art. 16. — Ne sont pas suspendus vis-à-vis des personnes et des sociétés visées à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 et leur sont opposables les délais légaux et statutaires en matière de sociétés civiles et commerciales, ainsi que les effets des dispositions légales et des clauses des contrats relatifs :

1^o Aux réunions de gérants, d'administrateurs, de liquidateurs, de membres de conseils de surveillance, de commissaires, de membres de comités de direction ou autres ;

2^o Aux assemblées de toute nature d'associés, d'actionnaires, d'obligataires, de porteurs de parts bénéficiaires ou de porteurs d'autres titres émis par une société ;

3^o Aux opérations de commissaires ou de conseils de surveillance.

Pendant la durée des hostilités, les quorums prescrits par l'article 31, alinéa 4, de la loi du 24 juillet 1867, seront, nonobstant toutes clauses contraires des statuts, réduits des deux tiers à la moitié, pour les assemblées délibérant sur première convocation et de la moitié au quart pour celles délibérant sur deuxième convocation. Il ne sera pas procédé à une troisième assemblée. Les dispositions de l'article 31, alinéa 5, s'appliqueront à la deuxième assemblée délibérant également avec le quorum du quart.

Pendant le même temps, les commissaires des sociétés anonymes assisteront aux assemblées générales des actionnaires quels qu'en soient la nature ou l'objet mais sans voix délibérative en cette qualité. Ils auront droit aux mêmes communications que les actionnaires et aux mêmes époques ; ils pourront se faire délivrer copie des procès-verbaux des assemblées générales quelconques des actionnaires ; ils feront un rapport spécial à l'assemblée générale annuelle sur l'exercice de cette mission.

Pendant le même temps, nonobstant toute clause contraire des statuts, toute personne ou société visée par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 investie des fonctions d'administrateur ou de membre d'un conseil de surveillance d'une société,

aura le droit de se faire représenter aux séances du conseil par l'un de ses collègues audit conseil.

Cette désignation, qui ne déchargera pas l'administrateur de la responsabilité attachée à ses fonctions, sera effectuée sous forme de lettre pour les opérations courantes de la société et par procuration spéciale pour les opérations concernant une modification des statuts ou une modification du capital.

Les convocations adressées aux administrateurs qui ont la faculté de se faire représenter en vertu des dispositions qui précèdent devront leur rappeler la facilité qui leur est ainsi accordée et contenir l'indication précise de toutes les questions figurant à l'ordre du jour de la réunion.

Art. 17. — Les gérants ou le conseil d'administration d'une société pourront, nonobstant toute clause contraire des statuts, transférer provisoirement le siège de la société pendant la durée des hostilités dans toute l'étendue du territoire français, sans autorisation spéciale des autres associés ou de l'assemblée générale.

Ce transfert provisoire fera l'objet, sans préjudice des formalités prévues par la loi du 18 mars 1919 sur le registre du commerce, d'un dépôt et d'une publication portant uniquement sur la décision de transfert avec indication du greffe du tribunal de commerce où les statuts originaux et leurs modifications auront été déposés ainsi que la date des dépôts.

Obligataires.

Art. 18. — Pendant la durée des hostilités, la troisième assemblée prévue à l'alinéa 4 de l'article 22 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires pourra délibérer valablement, si elle réunit un dixième du nombre des obligations ou des titres d'emprunt susceptibles d'être représentés à l'assemblée générale aux termes de l'article 15 dudit décret.

Expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 19. — En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 cesseront d'avoir effet à l'expiration d'un délai qui sera de trois mois à compter de la publication du présent décret

pour les expropriations soumises aux formalités prescrites par les titres 1^{er} et II du décret du 8 août 1935, modifié par le décret du 30 octobre 1935, et de trente jours francs à compter de cette publication pour les expropriations auxquelles ces formalités ne sont pas applicables.

Art. 20. — Pendant la durée des hostilités, les insertions et notifications individuelles, prescrites par le dernier alinéa de l'article 6 et le premier alinéa de l'article 7 du décret du 8 août 1935, modifié par le décret du 30 octobre 1935, seront faites trente jours au moins avant le dépôt à la mairie du plan visé à l'article 5 de ce décret.

Pendant cette même durée seront uniformément augmentés de trente jours francs les délais prévus par les articles 21, 24, 25, 27, 32, 39, 73 et 76 dudit décret.

Art. 21. — Pendant la même durée, pour les expropriations auxquelles sont applicables les formalités des titres 1^{er} et II du décret du 8 août 1935, les significations et notifications prescrites par ce décret devront obligatoirement être réitérées par lettre recommandée lorsque l'intéressé sera une des personnes ou sociétés qui auraient pu jusqu'alors bénéficier des dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 précité et que l'acte n'aura pas pu être délivré à personne.

Art. 22. — Dans tous les cas où, en vertu du présent décret, il est mis fin à la suspension d'un délai à une date où, en l'absence de toute disposition exceptionnelle, ce délai ne serait pas encore venu à expiration, l'arrivée du terme normal produit les mêmes effets que si, à aucun moment, une suspension n'était intervenue.

Sous réserve des dispositions transitoires qui pourront être alors adoptées, le décret qui fixera, conformément à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939, la date où cesseront toutes autres suspensions de péremptions, de prescriptions et de délais prévus audit article aura le même effet, pour les délais dont il rétablira le cours avant qu'ils ne soient parvenus à leur terme normal.

Art. 23. — Un décret déterminera les conditions d'application du présent décret aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ainsi que dans les colonies et territoires relevant du ministre des Colonies.

Décret du 20 mai 1940 (J. O. du 24 mai). — Art. premier. — L'article 17 du décret du 29 novembre 1939, tendant à la reprise du cours de certains délais, est complété par les alinéas suivants :

« Pendant toute la durée des hostilités et nonobstant toute disposition contraire des statuts, les gérants ou le conseil d'administration d'une société peuvent réunir les assemblées générales de toute nature en tout autre lieu que celui fixé par les statuts si les circonstances l'exigent.

« Pendant la même durée, le délai fixé par les statuts des sociétés pour la réunion de leur assemblée générale ordinaire est prorogé de trois mois sans pouvoir excéder toutefois le délai d'un an à dater de la clôture de l'exercice ».

Décret du 20 septembre 1940 (J. O. du 10 octobre 1940). — Art. premier. — Le dernier paragraphe de l'article 17 du décret-loi du 29 novembre 1939, tendant à la reprise du cours de certains délais suspendus au profit des mobilisés, complété par le décret-loi du 20 mai 1940, est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« Pendant la même durée, le délai fixé par les statuts des sociétés pour la réunion de leur assemblée générale ordinaire est prorogé de six mois, sans pouvoir excéder toutefois le délai d'un an à dater de la clôture de l'exercice ».

§ 4. *Dispositions créant, pour certaines opérations à réaliser par voie de justice, une procédure spéciale permettant d'écarter les effets du décret du 1^{er} septembre 1939.*

Ventes d'immeubles.

Décret du 29 novembre 1939 (J. O. du 17 décembre). — Art. 2. — Pendant la durée des hostilités, il ne pourra être procédé à aucune vente judiciaire d'immeuble, sans qu'au préalable la levée de la suspension des délais de procédure en faveur des personnes et sociétés visées à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 soit intervenue conformément aux dispositions ci-après.

Art. 3. — Après avoir requis par lettre recommandée un état des inscriptions relatives à l'immeuble, le poursuivant notifiera, à domicile réel, son intention de faire procéder à la vente tant aux créanciers inscrits qu'aux créanciers à hypothèques légales non inscrites dont l'existence serait connue de lui ou révélée soit par l'état, soit par les titres de propriété. En matière de saisie

immobilière, pareille notification sera faite après la délivrance, également requise par lettre recommandée, de l'état sur transcription du commandement valant saisie.

Cette notification sera faite par acte extrajudiciaire ; l'huissier devra mentionner les indications qu'il aura pu recueillir sur la situation de l'intéressé au regard de l'application de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939, relatif aux actions en justice et délais de procédure intéressant les mobilisés.

A l'égard de ces derniers, s'il en existe, la levée de la suspension des délais dont ils bénéficieraient ne pourra intervenir que dans les formes et conditions prévues aux articles 2 et 3 dudit décret.

Art. 4. — Si cette levée de suspension de délais est obtenue ou si aucun des intéressés ne tombe sous l'application des dispositions du décret précité, le président du tribunal civil devant lequel la vente doit être poursuivie rendra une ordonnance sur requête prescrivant une insertion, sous une forme sommaire, dans un journal d'annonces légales qu'il désignera. Cette insertion devra mentionner :

1^o Les noms, prénoms, professions, demeures des parties et de leurs avoués ;

2^o La désignation sommaire de l'immeuble ;

3^o La mise à prix, si elle est connue ;

4^o L'indication du lieu où se fera la vente et, s'il échet, du tribunal qui l'a ordonnée.

Art. 5. — Dans le mois qui suivra cette insertion, tout intéressé appartenant à l'une des catégories visées à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre précité, et à l'égard duquel il ne serait pas déjà intervenu une ordonnance levant la suspension des délais, pourra former opposition motivée à la levée de cette suspension par simple lettre recommandée adressée au greffier du tribunal compétent.

Mention de cette faculté devra être faite dans l'insertion prévue à l'article précédent.

Art. 6. — Si aucune opposition n'a été formée à l'expiration de ce mois, les délais prendront cours à l'égard de tous les intéressés sans distinction.

Si une opposition a été formée en temps utile, le président statuera sur son mérite par une nouvelle ordonnance qui ne sera susceptible ni d'opposition, ni d'appel, le requérant et les opposants dûment appelés sur convocation délivrée par les soins du greffier

au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception. Cette ordonnance, si elle déboute l'opposant, fera courir les délais à l'égard de toutes les parties.

Art. 7. — Au moyen de l'accomplissement des formalités qui précèdent, la levée de la suspension des délais est définitivement acquise, même à l'égard des personnes qui auraient pris inscription postérieurement à la délivrance de l'état prévu à l'article 3 ci-dessus. Cette levée est acquise quelles que soient les modifications qui pourraient survenir ultérieurement dans la situation des parties au regard du décret du 1^{er} septembre 1939, tant pour la procédure d'adjudication et ses suites, que pour les procédures postérieures ayant pour objet de la rendre définitive et de libérer l'adjudicataire, et pour tous incidents s'y rapportant.

Art. 8. — Lorsque les formalités qui précèdent n'ont pas été accomplies avant la vente, ainsi que dans le cas d'une vente amiable, les intéressés pourront obtenir cette levée de suspension de délais pour l'accomplissement des procédures ou des actes nécessaires pour rendre la vente définitive et libérer l'acquéreur, ainsi que pour le règlement de tous incidents s'y rapportant, en procédant comme il est dit aux articles 2 à 6 ci-dessus.

La notification préalable prévue à l'article 3 ainsi que l'insertion prescrite par le président contiendront dans ce cas les mentions suivantes :

1^o Noms, prénoms, professions et demeures des parties et de leurs avoués ;

2^o Désignation sommaire de l'immeuble ;

3^o Nom et adresse de l'acquéreur ;

4^o Montant du prix ;

5^o Et suivant les cas : la date de l'adjudication et l'indication du tribunal qui l'a prononcée ou la date de l'acte de vente et les nom et domicile du notaire qui l'a dressé.

Cette insertion contiendra la mention prévue au paragraphe 2 de l'article 5 qui précède.

Art. 9. — Les dispositions du présent décret s'appliqueront aux procédures en cours à dater de son entrée en vigueur, les formalités déjà remplies restant acquises.

Art. 10. — Pendant l'accomplissement des formalités qui précèdent, tous les délais afférents à la procédure poursuivie et impartis par la loi au poursuivant pour agir, seront suspendus pour la durée qui en restera à courir à compter du jour de l'envoi de la lettre recommandée prévue à l'article 3 et pour les procé-

dures en cours, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret. Ils prendront leur cours conformément à l'article 6.

Art. 11. — Tous les actes de procédure nécessités par les articles 2 à 10 ci-dessus pour obtenir la levée de la suspension des délais sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de ces textes.

Loi du 27 février 1941 (J. O. du 17 mars). — Art. premier. — Jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret, il ne pourra être procédé à aucune distribution par contribution, sans qu'au préalable la levée de la suspension des délais de procédure en faveur des personnes et sociétés visées à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 soit intervenue conformément aux dispositions ci-après :

Art. 2. — Après avoir requis l'état des charges et des oppositions grevant la somme à distribuer, le poursuivant notifiera, à domicile réel, son intention de faire procéder à la distribution à la partie saisie, aux créanciers inscrits et aux opposants dont l'existence sera connue de lui ou révélée par l'état.

Cette notification sera faite par acte extrajudiciaire ; l'huissier devra mentionner les indications qu'il aura pu recueillir sur la situation de l'intéressé au regard de l'application de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939, relatif aux actions en justice et délais de procédure intéressant les mobilisés.

A l'égard de ces derniers, s'il en existe, la levée de la suspension des délais dont ils bénéficieraient ne pourra intervenir que dans les formes et conditions prévues aux articles 2 et 3 dudit décret.

Art. 3. — Si cette levée de suspension de délai est obtenue ou si aucun des intéressés ne tombe sous l'application des dispositions du décret précité, le président du tribunal civil devant lequel la distribution doit être poursuivie rendra une ordonnance sur requête prescrivant une insertion, sous une forme sommaire, dans un journal d'annonces légales qu'il désignera. Cette insertion devra mentionner :

1^o Les noms, prénoms, profession et demeure de la partie saisie ;

2^o Le montant de la somme à distribuer ainsi que l'origine des deniers ;

3^o L'indication du tribunal devant lequel se poursuivra la distribution.

Art. 4. — Dans le mois qui suivra cette insertion, tout intéressé appartenant à l'une des catégories visées à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 précité, et à l'égard duquel il ne serait pas déjà intervenu une ordonnance levant la suspension des délais, pourra former opposition motivée à la levée de cette suspension par simple lettre recommandée adressée au greffier du tribunal compétent.

Mention de cette faculté devra être faite dans l'insertion prévue à l'article précédent.

Art. 5. — Si aucune opposition n'a été formée à l'expiration de ce mois, les délais prendront cours à l'égard de tous les intéressés sans distinction.

Si une opposition a été formée en temps utile, le président statuera sur son mérite par une nouvelle ordonnance qui ne sera susceptible ni d'opposition, ni d'appel, le poursuivant et les opposants dûment appelés sur convocation délivrée par les soins du greffier au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception. Cette ordonnance, si elle déboute l'opposant, fera courir les délais à l'égard de toutes les parties.

Art. 6. — Au moyen de l'accomplissement des formalités qui précédent, la levée de la suspension des délais est définitivement acquise même à l'égard des personnes qui auraient fait opposition sur la somme à distribuer postérieurement à la délivrance de l'état.

Cette levée reste également acquise quelles que soient les modifications qui pourraient survenir ultérieurement dans la situation des parties au regard du décret du 1^{er} septembre 1939.

Art. 7. — En ce qui concerne les distributions actuellement en cours et dont le règlement provisoire n'était pas devenu définitif avant le 21 août 1939, les intéressés pourront obtenir cette levée de suspension des délais pour l'accomplissement des procédures ou des actes nécessaires pour parvenir à la distribution définitive des sommes consignées, ainsi que pour le règlement de tous incidents s'y rapportant en se conformant aux articles 1^{er} à 5 ci-dessus.

Art. 8. — Tous les actes de procédure, nécessités par les articles 1^{er} à 7 ci-dessus pour obtenir la levée de la suspension des délais, sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de ces textes.

§ 5. *Dispositions instituant procédure spéciale pour l'engagement ou la poursuite d'instances dirigées par les collectivités publiques à l'encontre de certaines catégories de mobilisés.*

Décret du 8 septembre 1939 (J. O. du 9 septembre). — Art. premier. — A l'égard des personnes ou des sociétés visées par le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939, l'Etat, les collectivités publiques et les établissements publics ne pourront exercer des voies d'exécution et engager ou poursuivre des actions en justice qu'après l'autorisation d'une commission spéciale établie au chef-lieu de chaque département.

La commission spéciale sera présidée par le préfet et sera composée du trésorier-payeur général, du directeur des contributions directes, du directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, du directeur des contributions indirectes et du directeur des douanes, s'il réside dans le département. Les membres de la commission pourront se faire suppléer en cas d'empêchement.

La demande d'autorisation sera portée devant la commission spéciale du département du domicile de la personne ou du siège social de la société qui bénéficie des dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939.

La commission appréciera, après s'être entourée de tous les renseignements utiles, notamment, s'il y a lieu, auprès des parties ou de leur représentant, si la personne ou la société se trouve en état de soutenir l'instance ou de satisfaire à la poursuite. Elle pourra, sur la demande du débiteur, procéder à un aménagement des échéances à telles conditions d'intérêts qu'elle estimera à défaut d'intérêts contractuels ou de droit.

Sa décision qui ne sera soumise à aucune formule et qui sera dispensée d'enregistrement, ne sera susceptible d'aucun recours. Toutefois, le refus de l'autorisation ne mettra pas obstacle au dépôt d'une nouvelle demande.

Art. 2. — En ce qui concerne l'Algérie et les colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, des arrêtés pris par les gouverneurs généraux et gouverneurs fixeront la composition de la commission spéciale visée à l'article qui précède.

*§ 6. Dispositions comportant facilités de procédure
accordées aux mobilisés.*

Décret du 3 novembre 1939 (J. O. du 14 novembre). — Art. premier. — Jusqu'à la date fixée par application de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, les personnes visées à l'article 1^{er} de ce décret sont autorisées à se faire représenter par avoué pour la présentation de la requête en divorce, ainsi que pour la comparution en conciliation dans les instances en divorce ou en séparation de corps.

Art. 2. — L'avoué chargé de représenter une personne à la tentative de conciliation par application de l'article 1^{er} devra lui transmettre les observations faites par le magistrat.

Ce magistrat pourra, s'il le juge utile, ajourner l'autorisation d'assigner jusqu'à ce que cette personne ait fait connaître sa réponse.

V

**Textes instituant protection de certaines catégories d'évacués
ou personnes devant accomplir une formalité quelconque dans
la zone de guerre.**

Décret du 18 novembre 1939 (J. O. du 26 novembre 1939). — Art. premier. — Un décret rendu sur la proposition des ministres intéressés fixera les conditions dans lesquelles pourront être accomplis les actes d'exécution et engagées ou poursuivies les actions en justice, concernant les créances de l'Etat, des collectivités et établissements publics sur les personnes évacuées en application d'un ordre émanant de l'autorité militaire, ou sur les entreprises industrielles ou commerciales dont le lieu d'exploitation est situé dans les territoires évacués, lorsque ces créances auront pris naissance antérieurement à l'évacuation.

Art. 2. — Les délais de prescription et de péremption des privilèges concernant les créances de l'Etat, des collectivités et établissements publics sur les personnes ou sociétés visées par le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 et par l'article 1^{er} du présent décret, sont suspendus pendant la durée des hostilités.

Décret du 19 décembre 1939 (J. O. du 24 décembre). — Art. premier. — A l'égard des personnels ou entreprises visées par l'article 1^{er} du décret du 18 novembre 1939, l'Etat, les collectivités publiques et les établissements publics ne pourront exercer des voies d'exécution et engager ou poursuivre les actions en justice qu'après autorisation de la commission spéciale instituée par l'article 1^{er} du décret du 8 septembre 1939 qui statuera dans les conditions prévues par ledit décret.

La demande d'autorisation sera portée devant la commission spéciale du département du domicile de la personne ou du lieu de l'entreprise qui bénéficie des dispositions du décret du 18 novembre 1939 qui pourra prendre l'avis de la commission spéciale du département de la résidence des intéressés.

Décret du 26 mai 1940 (J. O. du 30 mai). — Art. premier. — Les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 et du 26 mai 1940, ainsi que celles du décret du 29 novembre 1939 relatif à la reprise du cours de certains délais, modifié par le décret du 20 mai 1940, sont applicables depuis la date de l'ordre d'évacuation ou de l'interruption des communications jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret :

1^o Aux personnes domiciliées et aux sociétés ayant leur siège dans les pays évacués d'office sur l'ordre des autorités publiques ou dans les communes avec lesquelles les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre;

2^o Aux personnes qui se trouvent retenues dans les communes avec lesquelles les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre.

Toutefois, les dispositions du 3^e alinéa de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939 sont applicables à ces personnes ou sociétés même pour les contrats postérieurs au 2 septembre 1939 pourvu que ces contrats aient été conclus avant la date de l'évacuation ou de l'interruption des communications.

Lorsque par application de l'article 2 du susdit décret, la demande de levée de la suspension doit être présentée au président du tribunal civil du domicile de la personne ou du siège social de la société, cette demande pourra, le cas échéant, être présentée au président du tribunal civil de la résidence de la personne ou du lieu où fonctionne en fait l'administration de la société.

L'alinéa 2 de l'article 3 du susdit décret est applicable aux personnes ou sociétés visées ci-dessus en ce qui concerne les exploitations qui auront été continuées ou reprises depuis la date de l'évacuation ou de l'interruption des communications.

Art. 2. — Nonobstant toutes dispositions contraires des lois et décrets en vigueur, sont suspendus depuis la date de l'ordre d'évacuation ou de l'interruption des communications jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret tous délais impartis par la loi pour l'accomplissement de tout acte ou formalité qui devait ou doit être effectué dans une commune évacuée d'office sur l'ordre des autorités publiques ou avec laquelle les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre, quel que soit le domicile de la personne ou le siège de la société à laquelle l'accomplissement en incombe ou en incombait.

Art. 3. — Sous réserve des dispositions transitoires qui pourront être alors adoptées, les décrets qui fixeront, conformément aux articles 1^{er} et 2 du présent décret la date où cesseront les suspensions et péremptions de prescriptions et de délais prévues auxdits articles auront pour effet de réduire à néant la suspension des délais dont ils rétabliront le cours avant qu'ils ne soient parvenus à leur terme normal.

Art. 4. — Les dispositions qui précèdent ne peuvent porter atteinte à des droits acquis par suite de l'exécution d'une décision judiciaire à laquelle il aura été procédé antérieurement à la mise en vigueur du présent décret.

Art. 5. — Les personnes et sociétés auxquelles, en vertu du présent décret, le décret du 1^{er} septembre 1939 est applicable, sont soumises aux dispositions de ce décret visant les créances de l'Etat, des collectivités et établissements publics, en ce qui concerne les créances qui ont pris naissance antérieurement à l'évacuation ou à l'interruption des communications.

L'article 1^{er} du décret du 18 novembre 1939, relatif aux actes d'exécution et aux actions en justice concernant lesdites créances est abrogé.

Art. 6. — Tous les actes de procédure nécessités par application du présent décret sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de ce décret.

Décret du 30 mai 1940 (J. O. du 31 mai). — Art. premier. — Le

bénéfice des dispositions prises en faveur des personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er} du décret du 26 mai 1940 relatif aux délais et actions en justice intéressant les habitants des zones comprises dans les opérations de guerre peut être accordé :

1^o Aux commerçants, aux artisans et aux sociétés de commerce dont le domicile ou le siège ne se trouve ni dans une commune évacuée d'office sur l'ordre des autorités publiques, ni dans une commune avec laquelle les communications sont interrompues par suite des opérations de guerre, mais qui ont dans ces communes des exploitations ou des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, ou des succursales ou agences ;

2^o Aux personnes ou aux sociétés visées par l'article 1^{er} du décret du 26 mai 1940 précité et auxquelles s'appliquerait la présomption de renonciation à ses dispositions en vertu du dernier alinéa de cet article.

Art. 2. — Ce bénéfice ne peut être accordé que sur requête présentée par le commerçant, l'artisan ou la société de commerce au tribunal de commerce de son domicile ou de son siège social ou, le cas échéant, de sa résidence ou du lieu où fonctionne en fait l'administration de la société.

Le jugement est délibéré en chambre du conseil et rendu en audience publique.

S'il accorde le bénéfice demandé, ce jugement est inséré par extrait dans les journaux tant du lieu où il a été prononcé que de tous les lieux où le requérant a des établissements, exploitations, succursales ou agences et au supplément du *Journal officiel* prévu par la loi du 20 janvier 1926 ; il est également, dans ce cas, mentionné par les soins du greffier au registre du commerce.

Ce jugement est susceptible d'appel de la part du requérant dans les trente jours de son prononcé et, de la part de tout intéressé, d'opposition dans les quinze jours de sa publication. Le délai d'appel du jugement sur opposition sera de quinze jours à compter du jour de la signification à personne ou à domicile. L'opposition ou l'appel n'ont en aucun cas d'effet suspensif. L'arrêt est soumis s'il y a lieu aux mêmes formalités de publicité que le jugement.

Art. 3. — Nonobstant les dispositions du deuxième alinéa de l'article 3 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux délais intéressant les mobilisés, le bénéfice obtenu conformément à l'article 1^{er} ci-dessus demeurera acquis à la personne ou société ayant continué ou repris une exploitation

commerciale, artisanale ou industrielle mais seulement pour les obligations, engagements et tous rapports juridiques antérieurs à la date que fixera le tribunal. Cette date ne pourra être postérieure à celle de l'évacuation ou de l'interruption des communications.

Le tribunal pourra compléter, s'il y a lieu, les pouvoirs de ceux qui représenteront le requérant à la tête des exploitations continuées ou reprises, leur conférer la faculté d'acquérir, d'aliéner, d'emprunter ou de consentir toutes sûretés réelles et les faire assister de tel auxiliaire de justice qu'il estimera devoir désigner.

Art. 4. — Tout intéressé intervenant ou opposant peut obtenir du tribunal la levée de la suspension des délais, des instances et des exécutions pour ce qui le concerne, sauf aménagement décidé par le tribunal à la demande de la personne ou société requérant le bénéfice.

L'alinéa 4 de l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 précité sera applicable à cet aménagement.

Art. 5. — A partir du dépôt de la requête, le président de toute juridiction saisie d'une instance à laquelle le requérant est partie en cause ou dans le ressort de laquelle ce dernier est l'objet d'une exécution peut ordonner qu'il sera sursis à l'instance ou à l'exécution jusqu'au prononcé du jugement prévu ci-dessus. Cette ordonnance sera rendue sur simple requête. Le juge statuera après avoir recueilli les explications des parties ou de leurs représentants, au besoin par lettres transmises par le greffier.

Art. 6. — Tous les actes de procédure nécessités par l'application du présent décret sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de ce décret.

Loi du 27 septembre 1940 (J. O. du 24 octobre). — Art. premier. — Les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939, relatif aux actions en justice et aux délais de procédure intéressant les mobilisés cesseront, le 31 octobre 1940, d'être applicables aux personnes et aux sociétés visés par l'article 1^{er} du décret du 26 mai 1940.

Art. 2. — L'article 2 du décret du 26 mai 1940 cessera d'être applicable le 31 octobre 1940.

Art. 3. — Jusqu'au 1^{er} janvier 1942, en faveur des personnes ou sociétés visées par l'article 1^{er} de chacun des décrets du 1^{er} septembre 1939 et du 26 mai 1940 et qui ont cessé ou qui cesseront de bénéficier des dispositions de ces décrets, le président du tribunal

civil, le président du tribunal de commerce en matière commerciale et le juge de paix dans les limites de sa compétence, pourront, par dérogation à l'article 1244 du Code civil, accorder en tout état de cause, pour le paiement, des délais qui ne pourront, en aucun cas, dépasser un an, et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en l'état.

Ils pourront renouveler pour une période qui ne pourra excéder un an les délais accordés antérieurement à la publication de la présente loi.

Ils statueront sur l'octroi de ces délais à la demande de la partie la plus diligente, après avoir recueilli les explications des intéressés ou de leurs représentants, au besoin par lettres transmises par le greffier. Sur la demande du débiteur, ils pourront procéder à un aménagement des échéances, y compris celle des effets de commerce, à telles conditions d'intérêt qu'ils estimeront, à défaut d'intérêts contractuels ou de droit.

En ce qui concerne les créances de l'Etat, des collectivités publiques et des établissements publics, il sera statué sur l'octroi des délais et le sursis à l'exécution des poursuites par la commission instituée par le décret du 8 septembre 1939.

Les décisions, extraits, copies, grosses ou expéditions qui en seront délivrés, de même que tous les actes auxquels donnera lieu l'application du présent article, seront visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de ce texte.

Art. 4. — Le décret du 30 mai 1940 étendant le régime applicable aux délais et actions en justice intéressant les habitants des zones comprises dans les opérations de guerre est abrogé.

Toutefois, jusqu'au 1^{er} janvier 1942, les personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er} de ce décret pourront invoquer le bénéfice des dispositions de l'article 3 (Rectificatif paru au *Journal officiel* du 31 octobre 1940) de la présente loi.

VI

Textes instituant protection en faveur de l'administration fiscale.

Loi du 17 septembre 1940 (J. O. du 12 octobre). — Art. premier. — Aucune péremption des créances de l'Etat et des privilèges qui y sont attachés, aucune prescription, forclusion ou

déchéance soit de l'action conférée aux administrations financières pour l'assiette et le recouvrement de l'impôt, soit de l'action des parties en dégrèvement ou en restitution, ne pourra être opposée avant une date qui sera fixée par décret.

Il en sera spécialement ainsi en ce qui concerne l'exercice de l'action en recouvrement des droits garantis par les acquits-à-caution et les titres assimilés.

Avant la même date, aucune déchéance ne pourra être opposée à l'administration des contributions indirectes en raison de l'inobservation des délais fixés par l'article unique de la loi du 15 juin 1835, modifié par le décret du 16 novembre 1926, pour la délivrance des assignations à fin de condamnation à la suite des procès-verbaux.

Art. 2^o. — Les mesures prévues à l'article qui précède sont applicables dans tous les cas où les délais de péremption, prescription, déchéance ou forclusion sont échus après le 10 mai 1940.

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES GÉNÉRAUX DE PROCÉDURE DEVANT LA COUR DE CASSATION.

TARBÉ. — *Lois et règlements à l'usage de la Cour de cassation*, Paris, de Reret, 1840.

CRÉPON. — *Le pourvoi en cassation en matière civile*, 3 vol. in-8°, Paris, Larose, 1892.

FAYE. — *La Cour de cassation. Traité de ses attributions, de sa compétence et de la procédure observée en matière civile*, suivi du *Code des lois, décrets, ordonnances et règlements*, 1 vol. in-8°, Paris, Chevalier-Maresq, 1903.

LANGLOIS. — *Guide de la procédure en matière civile devant la Cour de cassation*, 1 vol. in-8°, Paris, Le Soudier, 1887.

B. — OUVRAGES SPÉCIAUX SUR LA LÉGISLATION DE GUERRE.

JAPIOT. — *Traité du droit procédural de la guerre*, Paris, 1919.

— « Le droit procédural de la guerre », 1939-1940, *Lois Nouvelles*, 1940.

TABLE DES MATIÈRES

La table renvoie aux pages et aux numéros de l'ouvrage

	Pages
INTRODUCTION	1
1. Le rôle du délai en procédure. — 2. Les délais devant la Cour de cassation. — 3. Leur rigidité, sa valeur sociale. — 4. Influence des particularités de la procédure en cassation sur l'élaboration et le développement du droit procédural de la guerre. — 5. Objet de la présente étude : la législation d'exception de 1939-1940-1941 en tant qu'elle affecte les délais de cassation. — 6. L'originalité de cette législation, envisagée sous l'angle des seuls délais de cassation.	
Section I. — Particularités de procédure devant la Cour de cassation ..	6
7. Procédure écrite, seul principe rigoureusement maintenu. — 8. Examen préalable non contradictoire; exceptions à la règle. — 9. Caractère non suspensif du pourvoi; exceptions. — 10. Actes devant être accomplis dans un délai déterminé; sanctions du dépassement de délai. — 11. A qui profite la rapidité de l'instance et partant la rigidité des délais.	
Section II. — Les délais de procédure devant la Cour de cassation et les législations de guerre	12
12. Cas où les délais de cassation feront l'objet de mesures spéciales, cas où ils suivront le sort des autres délais de procédure. — 13. Ancien Régime et période de la Révolution et de l'Empire. — 14. La jurisprudence de la force majeure à partir de la Restauration. — 15. La loi du 2 juin 1862. La guerre maritime. — 16. Guerre de 1870-1871. — 17. Guerre 1914-1918. — 18. La campagne de 1939-1940; comment la législation d'exception qu'elle provoque en matière de délais se rattache aux systèmes précédents.	
<i>Division du sujet</i> : 19. Analyse et synthèse. — 20. Délimitation.	
CHAPITRE PREMIER. — LA LEGISLATION DE GUERRE DE 1939-1940-1941. CLIMAT HISTORIQUE. ETAPES CHRONOLOGIQUES	30
Section I. — Climat historique	30
21. La période de mobilisation, la « paix armée » de l'hiver 1939-1940 : souplesse de la législation des délais. — 22. Départ	

de la Cour de cassation pour Angers, conséquences législatives. — 23. Les événements de juin 1940. — 24. La période d'armistice.

Section II. — Etapes chronologiques 33

25. Décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux « mobilisés ». — 26. Remaniements de ce texte, additions successives, extension aux « évacués ». — 27. Les textes d'incidence générale, universelle quant aux personnes. — 28. Textes portés lors de l'entrée en campagne : « second » décret du 1^{er} septembre 1939 modifié le 29 novembre. — 29. Textes portés lors des événements de juin et de l'établissement du régime d'armistice : lois des 16 juillet, 20 août, 24 septembre 1940, du 29 octobre 1940. — 30. Textes propres aux délais de procédure devant les trois juridictions « uniques » (Conseil d'Etat, Cour de cassation, Tribunal des conflits) : décret du 29 novembre 1939, lois des 28 novembre 1940 et 19 avril 1941.

CHAPITRE II. — LE MECANISME DE LA LEGISLATION D'EXCEPTION 44

31. Action directe ou indirecte sur les délais de procédure.

Section I. — Action directe sur les délais de procédure 45

32. Systèmes de la suspension, de l'augmentation, de la prorogation. — 33. Le décret du 1^{er} septembre 1939 (« second » décret). La prorogation qu'il implique (art. 1^{er}) ; le relèvement facultatif de forclusion qu'il prévoit (art. 2). — 34. Le décret du 29 novembre 1939 relatif aux délais devant les trois tribunaux « uniques ». — 35. Le décret du 1^{er} septembre 1939 (« premier » décret) relatif aux « mobilisés ». La prorogation qu'il institue. — 36. Quand la prorogation s'ouvre-t-elle, quand cesse-t-elle de produire effet ? — 37. Cas de démobilisation anticipée. — 38. Le décret du 29 novembre 1939 prévoyant la reprise du cours de certains délais prorogés par le décret relatif aux « mobilisés » : délai de pourvoi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. — 39. La législation d'exception relative aux « évacués ». — 40. La suspension incluse dans les lois de juillet, août, septembre 1940. — 41. L'article 1^{er}, alinéa 4 de la loi du 24 septembre 1940. — 42. Incidence de la suspension sur les délais déjà atteints par des mesures antérieures. Survivance de la protection légale après le 1^{er} novembre 1940. — 43. La loi du 29 octobre 1940 : réapparition du relèvement facultatif de forclusion. — 44. Cas dans lesquels son action est prévue, cas dans lesquels son action est exclue. — 45. La loi du 28 novembre 1940 portant prorogation nouvelle des délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le Tribunal des conflits. — 46. La loi du 19 avril 1941 prolongeant les effets de la loi du 25 novembre 1940.

Section II. — Action indirecte sur les délais de procédure..... 64

47. Interdiction d'engager ou de poursuivre une instance.
Article 1^{er}, alinéa 4 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux
« mobilisés ».

Remarques d'ensemble : 48. Leur nécessité. — 49. Effets de la
rétroactivité. — 50. Combinaison des textes entre eux. —
51. Durée de la validité de ces textes.

CHAPITRE III. — INCIDENCE QUANT AUX PERSONNES..... 69

52. Etat de la question, division du chapitre.

Section I. — Détermination des personnes protégées..... 70**§ 1. Textes d'incidence générale quant aux personnes..... 70**

52. Énumération, effets.

§ 2. Textes d'incidence restreinte quant aux personnes..... 71

53. Énumération. Situations provoquées.

A. Situation de mobilisé..... 71

54. Définition juridique de la mobilisation. — 55. L'état de
« mobilisé » selon la loi du 11 juillet 1938. — 56. Catégories de mo-
bilisés atteintes par le décret du 1^{er} septembre 1939. — 57. Exclu-
sion des personnes ayant continué ou repris, depuis leur mobi-
lisation, une exploitation commerciale ou industrielle. —
58. Exclusion des affectés spéciaux, requis et engagés volon-
taires civils. — 59. Cas des infirmières militaires.

B. Situation d'évacué..... 78

60. Définition juridique de l'évacuation. — 61. Double
critère : domicile dans une région donnée; région donnée
affectée d'un « état de droit » ou d'un « état de fait ». — 62. Etat
de droit : acte administratif d'évacuation d'office. — 63. Etat
de fait : interruption des communications.

**C. Situation de partie mise dans l'incapacité d'agir par suite
d'événements de guerre..... 79**

64. Distinction d'avec la situation d'évacué. — 65. Comment
est accordée la protection. Personnes bénéficiaires.

**D. Situation de partie mise dans l'incapacité d'agir par suite
de l'inaction d'une personne « protégée »..... 81**

66. Textes où elle est prévue.

**Section II. — Détermination des personnes à qui ne peut être opposée
la protection légale..... 82**

67. Disposition générale commune à toute la législation
d'exception. — 68. Dispositions particulières (décret du
1^{er} septembre 1939, relatif aux mobilisés, loi du 24 septembre
1940).

**CHAPITRE IV. — INCIDENCE QUANT A LA NATURE DES DELAIS
AFFECTES..... 84**

69. *Le décret du 1^{er} septembre 1939 (« second » décret).* —

70. Exclusion des délais en matière criminelle. — 71. Son

article 1^{er} : délais « prescrits à peine de nullité ». — 72. Le délai de pourvoi en cassation est-il prescrit « à peine de nullité » ? — 73. Son article 2 : Définition de la forclusion. Quand, dans la procédure en cassation, équivaut-elle à déchéance ? — 74. Péremptions et prescriptions. — 75. *La loi du 29 octobre 1940* : Remise en vigueur, avec quelques modifications, du décret du 1^{er} septembre 1939, article 2. — 76. *La législation particulière aux délais devant les trois juridictions « uniques »* : ses rapports avec le décret du 1^{er} septembre 1939, article 1^{er}. — 77. *Le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux mobilisés (« premier » décret)*. — 78. Les délais qu'il exclut de sa sphère d'application; délais en matière pénale, délais fixés pour les actes de l'état civil, délais impartis par les lois fiscales. — 78. *Décret du 29 novembre 1939 décidant la reprise de certains délais* : délais de pourvoi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. — 79. *Lois de suspension des 16 juillet, 20 août, 24 septembre 1940*; leur incidence en matière pénale. — 80. L'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation en date du 1^{er} avril 1941. — 81. Délais fiscaux et d'état civil.

CHAPITRE V. — LA « LEVÉE » DE PROTECTION LÉGALE..... 96

82. Renonciation aux bénéfices de la loi; procédure en autorisation de « levée ».

Section I. — Renonciation au bénéfice de la loi..... 97

83. Sa possibilité. — 84. Renonciation expresse, renonciation tacite. — 85. Le fait d'exécuter une décision définitive implique-t-il renonciation tacite au délai de pourvoi en cassation ? — 86. Durée des effets de la renonciation.

Section II. — La procédure en levée de protection légale..... 100

87. Division du sujet : origine et domaine d'application, fonctionnement, effets.

§ 1. Origine et domaine d'application..... 100

88. Ordonnance sur requête. Cas où elle est prévue dans la législation ordinaire du temps de paix. — 89. Emprunt par la législation d'exception de 1914-1918. — 90. Emprunt par la législation d'exception de 1939-1940. — 91. Textes issus de cette législation et qui n'impliquent pas la procédure de levée. — 92. La procédure de levée et l'instance devant la Cour de cassation.

§ 2. Son fonctionnement..... 103

93. Magistrat compétent. — 94. Instruction de la requête. — 95. Forme et contenu de l'ordonnance rendue. — 96. Voies de recours contre l'ordonnance. — 97. Cas particulier du décret du 30 mai 1940 relatif aux « évacués ». — 98. La procédure en « levée » doit-elle être engagée avant ou après l'accomplissement de l'acte générateur de délai ?

TABLE DES MATIÈRES

149

	Pages
§ 3. <i>Ses effets</i>	108
99. Effets possibles dès le dépôt de la requête, puis une fois l'ordonnance rendue.	
a) Effets de la requête.....	108
100. Article 1 ^{er} du décret du 3 novembre 1939.	
b) Effets de l'ordonnance.....	109
101. Doivent être examinés quant à leur nature, quant à leur durée. — 102. Nature de ces effets. — 103. Durée de ces effets. — 104. Déduction quant à la procédure devant la Cour de cassation.	

APPENDICE

I. Textes portant prorogation ou suspension générale des délais de procédure	113
II. Textes autorisant relèvement de forclusion.....	115
III. Textes relatifs aux délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le Tribunal des conflits.....	117
IV. Textes instituant protection de certaines catégories de mobilisés	119
§ 1. Disposition fondamentale : le décret du 1 ^{er} septembre 1939 et ses modificatifs.....	119
§ 2. Dispositions étendant la portée du décret du 1 ^{er} septembre 1939	123
§ 3. Dispositions qui, prévoyant la reprise du cours de certains délais, restreignent la portée du décret du 1 ^{er} septembre 1939....	124
§ 4. Dispositions créant, pour certaines opérations à réaliser par voie de justice, une procédure spéciale permettant d'écarter les effets du décret du 1 ^{er} septembre 1939.....	130
§ 5. Dispositions instituant procédure spéciale pour l'engagement ou la poursuite d'instances dirigées par les collectivités publiques à l'encontre de certaines catégories de mobilisés.....	135
§ 6. Dispositions comportant facilités de procédure accordées aux mobilisés	136
V. Textes instituant protection de certaines catégories d'évacués ou personnes devant accomplir une formalité quelconque dans la zone de guerre.....	136
VI. Textes instituant protection en faveur de l'administration fiscale	141
Bibliographie	143

Imprimerie BIÈRE, 18, rue du Peugue, Bordeaux — 1941.
